



Rapport annuel  
du FEM, 2002

L'année 2002 :  
une confirmation  
de notre vocation  
à préserver  
durablement  
la planète



FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
MONDIAL

À L'AUBE DE SA DEUXIÈME DÉCENNIE D'EXISTENCE, LE FEM APPARAÎT COMME L'UNE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION — PETITE, EFFICACE ET CENTRÉE SUR UN OBJECTIF MONDIAL PRÉCIS. DE PLUS EN PLUS D'ACTEURS SE RÈGENT SUR LE FEM POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE AU NIVEAU MONDIAL.

MOHAMED T. EL-ASHRY  
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PRÉSIDENT  
DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

COUVERTURE

Le parc national  
des Torres del Paine, au Chili

## Rapport annuel du FEM, 2002

L'année 2002 : une confirmation de notre vocation à préserver durablement la planète

Qu'est-ce que le FEM ?	3
Message du directeur général et président	4
Le FEM et le NEPAD	6
Élargissement du mandat du FEM	7
Le FEM rend hommage à de hauts responsables pour leur action exceptionnelle en faveur de l'environnement	8
Le FEM va administrer de nouveaux fonds pour aider les pays en développement à combattre le changement climatique	8
Contribution du FEM au Sommet mondial sur le développement durable	9
<b>Le portefeuille du FEM</b>	
Ressources allouées et cofinancements	10
Types de projet	11
Diversité biologique	12
Eaux internationales	12
Changement climatiques	13
Domaines d'intervention et régions	14
<b>Nouveaux projets et programmes du FEM en 2002</b>	
Diversité biologique	15
Changements climatiques	16
Eaux internationales	17
Polluants organiques persistants	17
Activités intersectorielles	17
<b>Situation de la Caisse du FEM et États financiers</b>	19
<b>Membres de la famille du FEM</b>	
Membres du Conseil et suppléants du FEM	59
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	61
ONG : Points de contact régionaux de FEM	77
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	78
Publications du FEM	79





Un microfinancement du FEM a aidé des villageois de l'île de Mindanao à construire leur propre microcentrale hydroélectrique. Le projet a mis plus de deux ans à se réaliser, mais il a changé la vie des habitants de ce petit village.

## Qu'est-ce que le FEM ?

Le Fonds pour l'environnement mondial est une organisation financière internationale qui compte 174 pays membres et qui est l'un des principaux moteurs de l'amélioration de l'environnement au niveau planétaire. Il finance des projets visant à préserver la diversité biologique, réduire les risques liés à l'évolution du climat, protéger la couche d'ozone, lutter contre la pollution des eaux internationales, combattre la dégradation des sols et éliminer les polluants organiques persistants.

À partir d'un simple programme pilote, le FEM est devenu en 12 ans la principale source de financement de la protection de l'environnement mondial. En 2002, les pays bailleurs de fonds ont donné un remarquable gage de confiance au FEM en recons-

tituant les ressources de sa Caisse à hauteur de trois milliards de dollars, un chiffre encore jamais atteint. Au cœur du travail du FEM, on trouve un partenariat solide et dynamique avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Banque mondiale. Les résultats concrets et mesurables obtenus par le FEM dans le cadre de 1 200 projets dans plus de 140 pays sont à porter au crédit de ces trois Agents d'exécution.

En engageant quatre milliards et demi de dollars, le FEM a mobilisé à ce jour 13 milliards de cofinancement auprès d'autres institutions internationales, de banques régionales de développement, de bailleurs d'aide bilatérale, d'entreprises, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de

gouvernements de pays en développement. Le FEM a également accordé plus de 3 000 microfinancements pouvant atteindre 50 000 dollars chacun, qui sont allés directement à des ONG et à des organismes de proximité.

En 1999, le Conseil a élargi le dispositif des Agents d'exécution à sept autres organisations. Aujourd'hui, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), et le Fonds

international de développement agricole (FIDA) exécutent également les projets du FEM.

La diversité des représentants siégeant aux organes directeurs du FEM est révélatrice de l'importance que le Fonds attache à la participation. Les représentants de l'ensemble des pays participant au FEM définissent les orientations de l'action du Fonds à l'occasion de l'Assemblée du FEM, qui siège tous les quatre ans. Le Conseil du FEM élabore, approuve et évalue les programmes du FEM. Ses 32 membres représentent 16 pays en développement, 14 pays développés et deux pays à économie en transition. Le FEM invite aussi des représentants des ONG à assister à ses délibérations.

## Message du directeur général et président



MOHAMED T. EL-ASHRY

**Si vous avez bâti des « châteaux en Espagne », ne les détruisez pas. Ce serait tuer le rêve. Il faut maintenant leur donner corps.**

Henry David Thoreau

C'est un immense plaisir que d'avoir pu aider à jeter les fondations du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) depuis sa création en 1991. Quand il a vu le jour pour répondre aux préoccupations grandissantes suscitées par la dégradation du patrimoine écologique mondial, ce programme pilote était en quelque sorte un « château en Espagne ». Les dirigeants de ce monde ont reconnu que les très graves menaces qui pesaient sur l'environnement mondial battaient en brèche la capacité de la planète à accueillir durablement l'humanité. Citons simplement la dégradation des ressources en sols, en eau et en espèces marines, indispensables à l'accroissement de la production alimentaire, la pollution généralisée de l'air et de l'eau, qui met en danger la santé, le réchauffement planétaire, qui peut bouleverser les conditions météorologiques et faire monter le niveau des océans sur tous les continents, la disparition des habitats, des espèces et des ressources génétiques, qui fragilise les écosystèmes et les services qu'ils fournissent, et la couche d'ozone stratosphérique, qui s'appauvrit.

Le FEM est le fruit d'une action sans précédent qui vise à mobiliser la coopération et les bonnes volontés internationales pour s'attaquer à ces problèmes et faire évoluer le monde

vers un développement durable. Le FEM a pour mission de resserrer les liens existant entre une coopération économique durable et la protection de l'environnement de la planète et entre la sécurité écologique et la stabilité de l'ordre social. Il occupe un créneau unique, servant de trait d'union entre les enjeux environnementaux à caractère local et mondial et entre les activités nationales et internationales de préservation de la diversité biologique, réduisant les risques liés à l'évolution du climat, protégeant la couche d'ozone, luttant contre la pollution des eaux internationales et la dégradation des sols, et éliminant les polluants organiques persistants.

En 12 ans, le FEM est devenu une identité transparente et efficace, enregistrant des résultats solides sur le terrain. Je pense que nous pouvons être très fiers de ce que nous avons accompli. Aujourd'hui, le FEM est la première source de financement pour les activités visant à améliorer l'environnement mondial et il est devenu l'un des catalyseurs du développement durable, gérant un portefeuille de projets de plus de 16 milliards de dollars. Au début, nous comptions moins de trente pays membres ; nous en avons 174 maintenant. Nous avons établi des partenariats solides et durables avec

les pays développés, les pays en développement, la société civile et le secteur privé. Et surtout, nous avons apporté de véritables solutions à des problèmes environnementaux de dimension mondiale, réduisant sensiblement les substances nocives pour l'ozone en Europe orientale et en Asie centrale, combattant le déboisement en Amérique latine et la désertification en Afrique subsaharienne, exploitant les énergies renouvelables dans les pays en développement pour électrifier des villages trop isolés pour être raccordés au réseau.

Si, en 1991, la création du FEM témoignait de l'importance de la viabilité du point de vue écologique, l'année 2002 a été celle de la réaffirmation de cet objectif et de l'attachement au FEM pour y parvenir. Trente-deux pays bailleurs de fonds ont remarquablement montré la confiance que leur inspiraient les résultats du FEM et son rôle moteur au niveau mondial en reconstituant les ressources de sa Caisse à hauteur de trois milliards de dollars jusqu'en 2006, un chiffre encore jamais atteint. Cette volonté collective de préserver le patrimoine écologique de la planète et de promouvoir le développement durable s'est vue solidement renforcée par le soutien important que le FEM a reçu du Sommet mondial sur le développement durable, la conférence

organisée par les Nations Unies pour amener le monde à s'intéresser aux progrès réalisés dans ce domaine au niveau planétaire et pour fixer des orientations stratégiques pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

L'intervention du président chinois, M. Jiang Zemin, devant la deuxième Assemblée du FEM, à Beijing, en octobre, a aussi été une marque spectaculaire de soutien. M. Zemin a rendu hommage à l'action du FEM et a appelé les pays développés et les pays en développement à unir leurs efforts pour protéger l'environnement et promouvoir un développement durable dans le monde entier. Mécanisme financier des conventions internationales sur l'environnement, le FEM s'identifie à la vision d'un développement qui permette de satisfaire les besoins économiques et sociaux en tenant compte de la capacité des ressources et des écosystèmes de la planète. Plus de 12 000 personnes ont participé à la réunion de Beijing. Les



délégués de 125 pays, dont 64 ministres et vice-ministres, ont apporté un soutien massif au FEM. Le principal résultat de cette réunion a été l'élargissement du mandat du FEM à deux problèmes de plus en plus pressants qui pèsent sur la qualité de vie des plus démunis dans le monde : la dégradation des sols et les polluants organiques persistants. En Afrique, par exemple, ces deux problèmes sont omniprésents puisque non seulement 22 % des terres sont classées comme dégradées, mais des dizaines de tonnes de pesticides se sont accumulées au cours des quarante dernières années, créant un grave danger pour la santé des populations rurales et urbaines et ajoutant à la dégradation des terres et de l'eau.

À l'aube de sa deuxième décennie d'existence, le FEM apparaît comme l'une des institutions internationales de la nouvelle génération — petite, efficace et centrée sur un objectif mondial précis. De plus en plus d'acteurs se règlent sur le FEM pour protéger l'environnement et promouvoir un développement durable au niveau mondial, mais il nous faut continuer sans relâche de rechercher le plus haut niveau d'efficacité, tant du point de vue des coûts que des résultats. Pour le FEM, c'est la seule façon de réussir, face à tout ce que l'avenir nous réserve. La planète comptera

bientôt deux milliards d'habitants de plus. Déjà, 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim. Des centaines de millions de personnes n'ont pas accès à une source permanente d'approvisionnement en eau et vivent sur des terres très dégradées. Deux milliards de personnes sont privés d'accès à l'électricité. À l'évidence, ils ont tous besoin de notre aide.

#### Un adieu

Ces douze dernières années en tant que directeur général et président du FEM auront marqué ma vie. Comme je l'ai dit plus tôt, nous pouvons être très fiers de ce que nous avons accompli en si peu de temps : partis d'un programme pilote, avec un projet chimérique, nous sommes devenus la première source de financement de la protection de l'environnement au niveau mondial. Le groupe indépendant d'experts qui a évalué de près l'impact des activités et des résultats du FEM depuis 1991 a conclu que le Fonds avait largement contribué à l'amélioration de la protection de l'environnement mondial. Nous avons mis en place des fondations solides et notre institution s'est bâtie une réputation mondiale d'intégrité inviolable et de réussite dans ses entreprises. C'est là quelque chose de très précieux que nous devons préserver à tout prix.

Ce rapport est le dernier que je présente en tant que directeur général et président du FEM. Je quitterai mes fonctions à la fin de mon troisième mandat, en juillet 2003, mais je me réjouis à l'idée de continuer à voir le FEM évoluer et se développer pour relever les défis différents et nouveaux de l'environnement mondial, tel qu'il existe aujourd'hui. J'ai eu le privilège d'être directeur général et président du FEM, et je tiens à rendre hommage au dévouement de mes collègues et à l'excellence des organes — notamment le Conseil, le Secrétariat et les Agents d'exécution (Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement et Banque mondiale) — qui aident le FEM à répondre aux attentes de ses fondateurs et à adapter son action aux questions et problèmes qui se font jour.

Cela a été un honneur d'être au service du FEM pendant toutes ces années. Je vous en remercie.

Mohamed T. El-Ashry

## Le FEM et le NEPAD

L'Afrique est la seule région du monde dans laquelle il est prévu que la pauvreté augmente au cours du siècle si les mesures voulues ne sont pas prises maintenant pour s'attaquer au problème de la dégradation des sols et de la pénurie d'eau.

Près de 40 % des Africains vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Environ 70 % d'entre eux sont en zone rurale et dépendent de l'agriculture. Mais les ressources de base leur permettant de subsister sont menacées par la dégradation des sols, qui affecte 65 % des terres agricoles, et par le déboisement qui, en 15 ans — une période relativement courte —, a décimé 66 millions d'hectares, c'est-à-dire une superficie égale à celle du Texas. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) travaille avec les États africains pour s'attaquer à ces problèmes environnementaux extrêmement graves. Il leur prête notamment son concours dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative majeure pilotée par les Africains.

Le NEPAD prône une formule différente pour inverser la tendance à la dégradation de l'environnement qui a permis à la faim, à la pauvreté, au désespoir et aux conflits de se développer. Le volet « environnement » du NEPAD a notamment pour objectif prioritaire de rendre le continent à même d'appliquer les conventions mondiales sur l'environnement et d'autres instruments internationaux, comme le protocole sur la prévention des risques biotechnologiques.

Le FEM a déjà alloué 600 000 dollars pour aider à la préparation du plan d'action environnementale du NEPAD. Cette intervention en faveur du NEPAD est la dernière d'une série de projets concrets administrés par les Agents d'exécution du FEM et par certains de ses Organismes d'exécution, dont la Banque africaine de développement (BAfD) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Depuis 1991, le FEM a accordé une aide de plus de 830 millions de dollars pour financer plus de 350 projets dans 52 pays d'Afrique.





## Élargissement du mandat du FEM

La deuxième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial a élargi le mandat du FEM en le complétant de deux questions environnementales de dimension mondiale.

**Dégradation des sols.** En s'employant, depuis sa création, à préserver la biodiversité, réduire les risques de changement climatique, protéger la couche d'ozone et assainir les eaux internationales, le FEM a aussi contribué à une gestion plus durable des sols. Toutefois, la dégradation des terres ayant pris des proportions alarmantes partout dans le monde, le FEM devait absolument réagir de façon mieux ciblée et plus systématique à ce problème. Selon les estimations, 1,97 milliard d'hectares, soient 23 % des terres arides du monde (une zone aussi grande que la Chine), sont dégradés.

Au cours des trois prochaines années, le FEM compte investir plus de 500 millions de dollars dans des projets destinés à faire prendre en compte la gestion durable des sols dans les priorités nationales de développement, à renforcer les

institutions, à faciliter des réformes du cadre d'intervention et de l'environnement réglementaire et à mettre en application des modes inédits de gestion durable des sols.

À sa réunion de septembre 2003, la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification examinera la possibilité de retenir le FEM comme mécanisme financier de cet instrument. Cela permettrait aux parties à la Convention d'avoir accès à une aide financière supplémentaire pour mener les activités qui auront été approuvées pour promouvoir une gestion durable des sols.

**Polluants organiques persistants.** En faisant des polluants organiques persistants (POP) un nouveau domaine d'intervention du FEM, l'Assemblée a reconnu les craintes croissantes que suscitent certains composés pouvant subsister tels quels dans l'environnement pendant des décennies et se concentrer tout le long de la chaîne trophique.

Les polychlorobiphényles, des substances chimiques industrielles couramment utilisés dans les transformateurs électriques, et le mirex, un insecticide employé dans de nombreux pays en développement pour lutter contre les termites, sont des exemples de polluants organiques persistants. L'exposition à ces polluants se traduit par des anomalies congénitales, des cancers et des dysfonctionnements du système immunitaire et de l'appareil reproducteur.

Mécanisme financier provisoire de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, le FEM travaille avec plus de 90 pays pour préparer des plans nationaux de mise en œuvre, renforcer les capacités nationales pour s'attaquer aux POP et mieux faire connaître l'existence de ce problème.

En plus des 80 millions de dollars qu'il a déjà accordés, le FEM allouera environ 200 millions de dollars sur les trois prochaines années pour aider les pays à appliquer les mesures prioritaires de leurs plans nationaux de mise en œuvre, notamment l'élimination progressive de tous les POP et la recherche de solutions de remplacement adaptées et sans danger.

## Le FEM rend hommage à de hauts responsables pour leur action exceptionnelle en faveur de l'environnement

Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président du FEM, a remis le prix de protection de l'environnement mondial (2002) à M. Xie Zhenhua, ministre chinois de l'Environnement, et à M<sup>me</sup> Jiang Zehui.

Ce prix prestigieux récompense un individu, un groupe ou un organisme du secteur public, privé ou non gouvernemental pour avoir durablement animé, au plan national ou international, une action significative en vue de protéger l'environnement mondial.

Sous la houlette de M. Xie, la Chine a gelé sa production et sa consommation de substances nocives pour l'ozone dès juillet 1997, atteignant ainsi l'objectif fixé par le Protocole de Montréal bien avant l'expiration du délai fixé par la Convention. M<sup>me</sup> Jiang, un haut responsable du secteur forestier en Chine, a considérablement contribué à la protection de l'environnement et au développement durable dans son pays.

M. El-Ashry a également remis un prix spécial à M. Maurice Strong, du

Canada, pour récompenser son inlassable travail au service de la préservation du patrimoine environnemental de la planète.

M. Strong est connu dans le monde entier pour son action dans ce domaine. En 1972, il était le secrétaire général de la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain et est devenu le premier directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Vingt ans plus tard, il était à nouveau secrétaire général du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Pratiquement toutes les institutions internationales de promotion du développement durable, tous les mécanismes de financement de la protection de l'environnement mondial, toutes les lois, tous les traités et toutes les conventions en la matière doivent quelque chose à M. Strong.

Ces prix ont été remis lors de la Conférence internationale sur le développement durable à Bali, en Indonésie.

## Le FEM va administrer de nouveaux fonds pour aider les pays en développement à combattre le changement climatique

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat (GIEC), ce changement climatique pourrait avoir des conséquences dévastatrices pour les pays en développement. Ainsi, une légère augmentation de la température pourrait provoquer une baisse de la production agricole dans de nombreux pays tropicaux et subtropicaux, et entraîner une aggravation de la malnutrition et de la faim.

Pour la plupart des pays en développement, le coût supplémentaire de l'adaptation à une évolution permanente du climat serait une lourde charge, même s'ils disposaient des capacités institutionnelles et techniques nécessaires pour effectuer ce travail. L'Afrique subsaharienne, où la pauvreté est répandue, et les petits États insulaires de faible altitude sont les zones les plus vulnérables.

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a été retenu pour administrer trois nouveaux fonds

essentiellement destinés à aider les pays en développement à faire face à l'évolution du climat. Les pays donateurs ont déjà investi 12 millions de dollars dans un fonds (le Fonds pour les pays les moins avancés) pour aider les pays les plus pauvres du monde à préparer des plans d'actions nationaux d'adaptation au changement climatique.

La mise en route des deux autres fonds — l'un pour l'adaptation au changement climatique, l'autre pour les initiatives spéciales dans ce domaine — sera examinée par la Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2003.

Le choix du FEM pour gérer ces nouveaux instruments témoigne d'une reconnaissance croissante au niveau international du rôle de l'institution comme principal mécanisme d'administration des fonds internationaux de protection de l'environnement.

## Contribution du FEM au Sommet mondial sur le développement durable



Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a saisi toutes les occasions de contribuer de façon constructive aux travaux que le Sommet mondial a consacrés à la dimension environnementale du développement durable.

La Table ronde ministérielle du FEM sur le financement de la protection de l'environnement et du développement durable, et la série de tables rondes du FEM sur les énergies viables, sur les forêts et la biodiversité, et sur la dégradation des terres et de l'eau ont aidé à orienter les échanges de vues pendant le Sommet et à se concentrer sur la mise en œuvre des mesures retenues.

Ces tables rondes ont proposé des plans d'actions concrets et des objectifs à atteindre d'ici 2015 dans les domaines des ressources en eau, de l'énergie, de la dégradation des sols, de la conservation des forêts et de la préservation la biodiversité. Ces recommandations ont été présentées au comité préparatoire du Sommet mondial et lors d'autres conférences internationales de haut niveau.

Les recommandations des tables rondes du FEM ont finalement été reprises dans

les documents préparatoires et sont devenues partie intégrante de la logique et du dénouement du Sommet. Lors de la tenue de ce sommet, à Johannesburg, Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président du FEM, a présenté une déclaration en séance plénière et est intervenu dans le cadre de multiples réunions parallèles. La large place qu'occupent les objectifs et les priorités du FEM dans les travaux et les résultats du Sommet témoigne de l'importance et du bien-fondé des recommandations du Fonds.

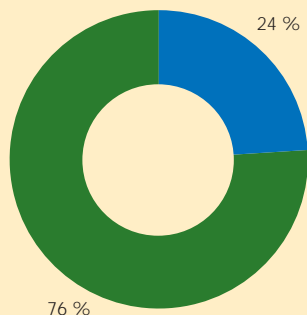
Les délibérations approfondies du Sommet ont abouti à l'adoption de deux documents déterminants, le plan d'application et la déclaration de Johannesburg sur le développement durable. Le plan d'application fait en particulier référence à la reconstitution des ressources du FEM à hauteur de trois milliards de dollars et appelle le Fonds à prendre pleinement ses responsabilités pour aider les pays en développement et les petits États insulaires en développement à freiner davantage la dégradation des sols et à renforcer leur capacité à promouvoir un développement durable.

# Le portefeuille du FEM Ressources allouées et cofinancements

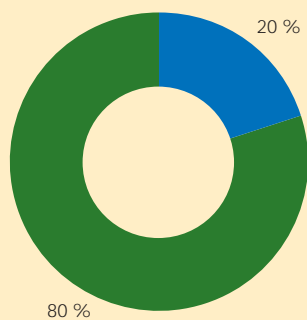
## L'effet d'entraînement de l'aide du FEM

- Ressources allouées par le FEM
- Montant des cofinancements

1991–2002



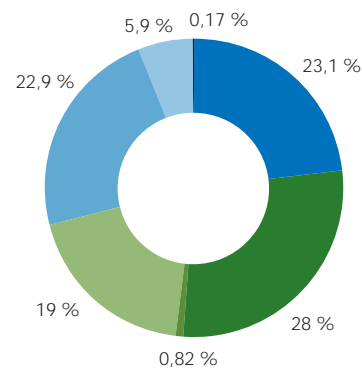
2002



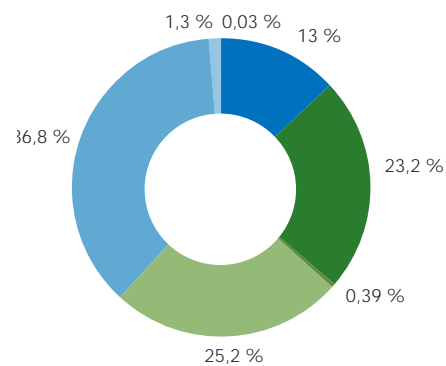
## Sources des cofinancements

- Bilatéral
- Secteur privé
- Divers
- ONG
- Multilatéral
- Pays
- Fondations

1991–2002

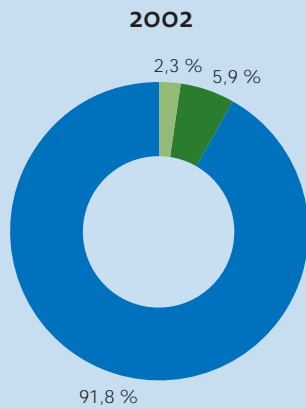
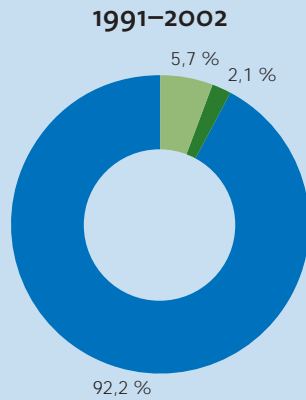


2002

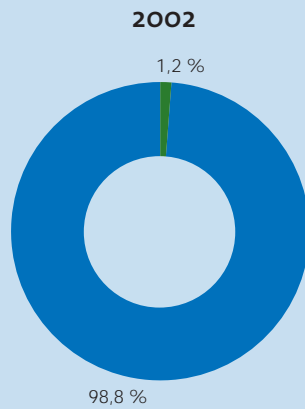
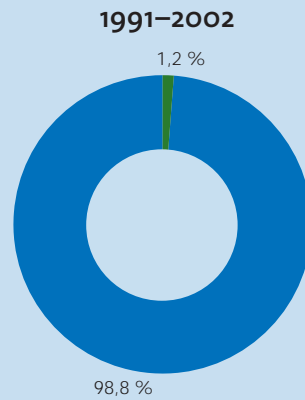


## Le portefeuille du FEM Types de projet

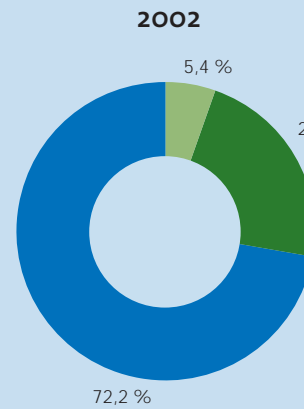
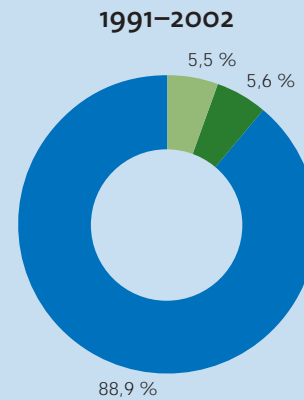
Financements du FEM  
Changements climatiques



Financements du FEM  
Eaux internationales



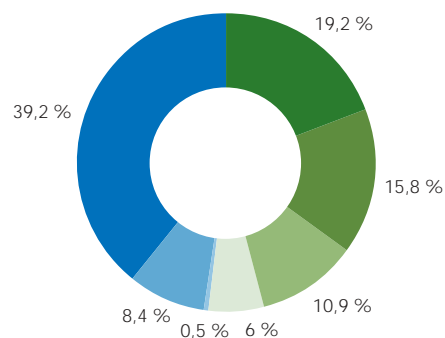
Financements du FEM  
Diversité biologique



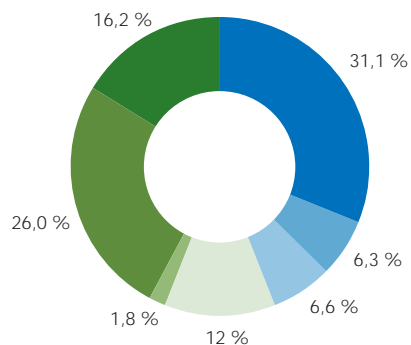
- **Projets à part entière :**  
USD 1 million et plus
- **Projets de moyenne envergure :**  
Jusqu'à USD 1 million ; financements ouverts aux ONG
- **Activités habilitantes :**  
Généralement jusqu'à USD 450 000

## Le portefeuille du FEM Diversité biologique

1991–2002



2002



**Exploitation forestière durable.** *Exemple :* Projet du FEM visant à aider à appliquer un régime de « stricte protection » — sans exploitation forestière ni minière — à au moins 10 % de l'écosystème amazonien du Brésil (plus de 37 millions d'hectares).

**Écosystèmes de montagne.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse des écopaysages et de la biodiversité des chaînes du Karakoram, de l'Hindu Kush et de l'Himalaya occidentale dans le Nord du Pakistan.

**Gestion intégrée des écosystèmes.** *Exemple :* Projet du FEM visant à promouvoir la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles des écosystèmes de zones humides d'importance cruciale au Rwanda.

**Activités habilitantes.** *Exemple :* Aide du FEM à l'Afrique du Sud pour préparer son premier rapport national à présenter à la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique.

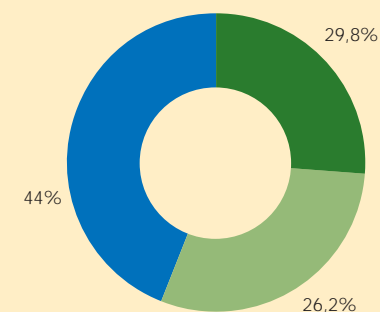
**Mesures d'intervention immédiates pour préserver la biodiversité.** *Exemple :* Projet du FEM visant à protéger le phoque moine méditerranéen, notamment la colonie du Cap Blanc, en Mauritanie.

**Terres arides et semi-arides.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la biodiversité des paysages agricoles du Croissant fertile.

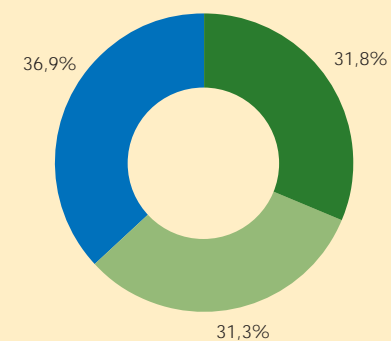
**Ressources côtières, marines et dulcicoles.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse biologique des zones humides du delta de l'Orénoque, au Venezuela.

## Le portefeuille du FEM

1991–2002



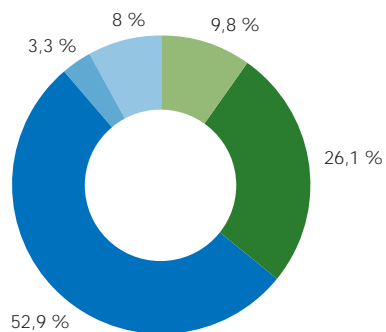
2002



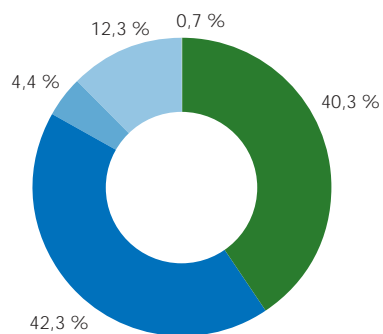
- **Gestion intégrée des ressources terrestres et aquatiques.** *Exemple :* Projet du FEM visant à promouvoir un développement respectueux de l'environnement dans le bassin du Bermejo, en Amérique du Sud.
- **Réduction des polluants.** *Exemple :* Programme mondial du FEM visant à améliorer la qualité de l'eau des ports des pays en développement en réduisant les rejets d'organismes nuisibles lors de la vidange des ballasts.
- **Régénération des masses d'eau.** *Exemple :* Partenariat de 17 pays dans le cadre d'un programme du FEM visant à réduire la pollution du Danube et de la mer Noire.

## Le portefeuille du FEM Changements climatiques

1991–2002



2002

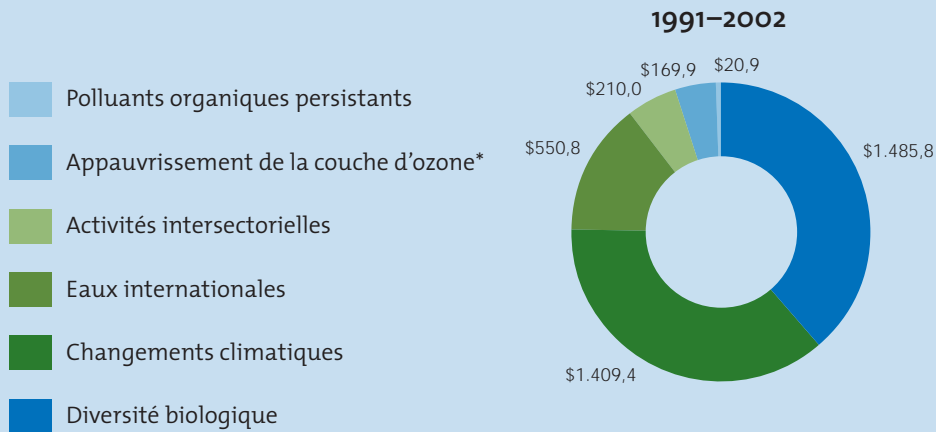


- **Énergies renouvelables.** *Exemple :* Initiative du FEM en vue d'accélérer l'exploitation commerciale et la viabilité financière des technologies exploitant l'énergie photovoltaïque au Kenya, au Maroc et en Inde.
- **Modes de transport écologiquement viables.** *Exemple :* Projet du FEM visant à commercialiser la construction d'autobus à piles à combustible alimentées à l'hydrogène, en Inde.
- **Maîtrise de l'énergie.** *Exemple :* Projet du FEM visant à remplacer les refroidisseurs aux CFC utilisés pour la climatisation des immeubles à usage commercial en Thaïlande par des unités à haut rendement n'utilisant pas de substances nocives pour l'ozone.
- **Mesures d'intervention immédiates pour réduire les gaz à effet de serre\*.** *Exemple :* Projet du FEM visant à séparer les déchets municipaux solides pour réduire les émissions de méthane en Indonésie.
- **Activités habilitantes.** *Exemple :* Aide du FEM à la Chine pour évaluer sa vulnérabilité à la modification du climat et inventorier ses émissions de gaz à effet de serre.

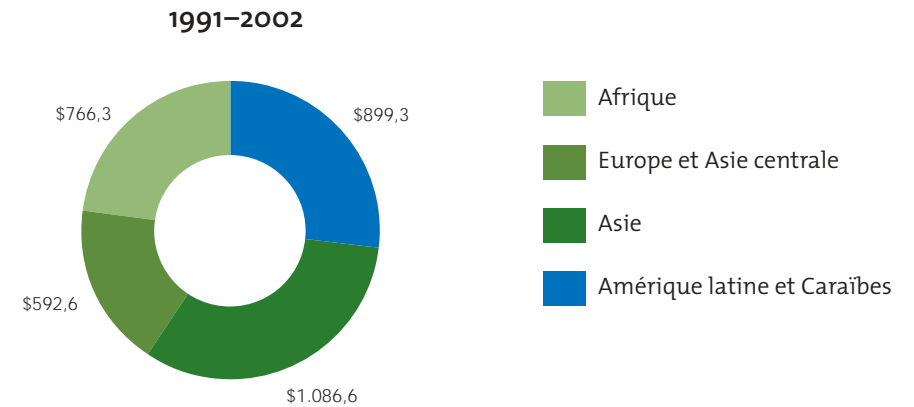
\*Une demande a été présentée à ce titre en 2002.

## Le portefeuille du FEM Domaines d'intervention et régions

Montant total du financement du FEM par domaine d'intervention (en millions de dollars)



Montant total du financement du FEM par région Hors projets mondiaux et régionaux (en millions de dollars)





## Nouveaux projets et programmes du FEM en 2002

LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENTS D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>DIVERSITÉ BIOLOGIQUE</b>				
Projet mondial	Préservation et gestion durable de la biodiversité souterraine (phase I)	PNUE	5,30	8,87
Afrique	Confins désertiques (phase I)	PNUE/PNUD	5,35	15,58.
Asie	Préservation et utilisation durable de la biodiversité dans les zones humides du bassin du Mékong (phase I)	PNUD	4,53	13,89
Algérie	Préservation et utilisation durable de la biodiversité d'importance mondiale dans les parcs nationaux du Tassili et du Hoggar	PNUD	3,72	6,27
Arménie	Gestion des ressources naturelles et recul de la pauvreté	Banque mondiale	5,21	16,21
Brésil	Préservation de la biodiversité du Parana	Banque mondiale	8,00	32,86
Croatie	Préservation des écosystèmes karstiques	Banque mondiale	5,30	8,63
Cuba	Renforcement du réseau national de zones protégées	PNUD	2,15	13,44
Indonésie	Initiative de gestion concertée du parc national de Komodo	Banque mondiale	5,38	16,98
Mali	Préservation de la biodiversité des parcours pastoraux arides	Banque mondiale	5,68	8,39
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Protection des zones côtières et du milieu marin par la population locale dans la province de Milne Bay	PNUD	3,55	7,13
Philippines	Asian Conservation Foundation (ACF)	Banque mondiale	1,60	16,40
Afrique du Sud	Préservation du périmètre élargi du parc des éléphants d'Addo	Banque mondiale	5,84	40,28
Tanzanie	Montagnes de l'arc oriental des rifts	Banque mondiale/ PNUD	12,37	50,82
Tunisie	Gestion des zones protégées	Banque mondiale	5,38	9,97





LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENTS D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>				
Projet mondial	Renforcement des capacités de mise en place de systèmes d'observation du changement climatique (Pacifique et Afrique)	PNUD	1,55	2,60
Projet régional	Renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique (phase II) (Amérique centrale, Cuba, Mexique)	PNUD	3,31	4,90
Projet régional	Renforcement des capacités d'amélioration des inventaires de gaz à effet de serre (Europe/CEI)	PNUD	2,26	3,26
Europe et Asie centrale	Promotion du financement de l'exploitation commerciale d'équipements à haut rendement énergétique	Banque mondiale	11,25	32,10
Amérique latine et Caraïbes	Prise en charge systématique de l'adaptation au changement climatique dans les caraïbes	Banque mondiale	5,35	9,65
Argentine	Activités habilitantes pour la préparation de la deuxième communication nationale au titre de la CCNUCC	Banque mondiale	1,14	1,85
Bangladesh	Électrification des zones rurales et mise en valeur des énergies renouvelables	Banque mondiale	8,54	30,94
Burkina Faso	Réforme du secteur de l'énergie	Banque mondiale	3,35	15,65
Chine	Promotion des économies d'énergie (phase II)	Banque mondiale	26,00	281,20
Chine	Exploitation efficace des déchets agricoles	Banque mondiale/ BAsD	6,40	77,30
Croatie	Mise en valeur des énergies renouvelables	Banque mondiale	6,35	27,78
Équateur	Production d'électricité d'origine renouvelable — Électrification des Galápagos par exploitation des énergies renouvelables	PNUD	4,08	25,39
Kenya	Olkaria III : Mise en valeur de l'énergie géothermique par Ormat	Banque mondiale	5,03	185,03
Mexique	Adoption de mesures moins préjudiciables au climat dans le secteur des transports	Banque mondiale	6,13	12,53
Mozambique	Réforme du secteur de l'énergie et accès à l'électricité (Phase I : énergies renouvelables)	Banque mondiale	3,18	10,18
Philippines	Électrification des zones rurales (composante « énergies renouvelables »)	Banque mondiale	10,35	36,85
Philippines	Renforcement des capacités pour lever les obstacles à l'exploitation des énergies renouvelables	PNUD	5,45	23,77
Pologne	Moteurs à haut rendement	PNUD	4,50	22,21
Sri Lanka	Énergies renouvelables au service du développement économique des zones rurales	Banque mondiale	8,00	133,80
Viet Nam	Amélioration des rendements énergétiques, désengagement de l'État et énergies renouvelables	Banque mondiale	4,85	14,35

LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENTS D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>EAUX INTERNATIONALES</b>				
Projet mondial	Suppression des obstacles à l'introduction de technologies artisanales d'extraction de l'or plus propres	PNUD	7,12	20,01
Afrique	Bassin du Sénégal : Gestion de l'eau et de l'environnement	Banque mondiale/ PNUD	7,63	40,07
Afrique	Action environnementale pour le bassin transnational du Nil (phase I)	Banque mondiale/ PNUD	17,15	107,91
Europe et Asie centrale	Partenariat stratégique pour la protection des bassins de la mer Noire et du Danube — Fonds d'investissement Banque mondiale/FEM pour la réduction de la charge en éléments nutritifs (phase II)	Banque mondiale	16,00	90,80
Amérique latine et Caraïbes	Protection de l'environnement et gestion intégrée durable de la nappe du Guarani	Banque mondiale	13,94	27,24
Europe et Asie centrale	Soutien du programme national d'action pour la protection du milieu marin arctique (phase I)	PNUE	6,19	18,68
<b>POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS</b>				
Amérique latine et Caraïbes	Programme d'action et démonstration de méthodes pouvant durablement remplacer le DDT dans la lutte contre le paludisme au Mexique et en Amérique centrale	PNUE	7,50	13,91
Amérique latine et Caraïbes	Lutte contre la dispersion des pesticides par ruissellement dans les Caraïbes	PNUE	4,59	10,34
<b>ACTIVITÉS INTERSECTORIELLES</b>				
Projet mondial	Programme de microfinancements (deuxième phase opérationnelle)	PNUD	20,71	42,71
Égypte	Deuxième projet de gestion des ressources de Matrouh	Banque mondiale	5,12	55,67
Namibie	Gestion intégrée des écosystèmes par le réseau national de préservation de la biodiversité	Banque mondiale	7,40	30,40
Niger	Gestion intégrée des écosystèmes dans le cadre du programme d'action de proximité	Banque mondiale	4,35	38,35
Rwanda	Gestion intégrée d'écosystèmes vitaux	Banque mondiale	4,65	49,06





## Situation de la Caisse du FEM et États financiers

L'information présentée ci-après sur la situation de la Caisse du FEM est basée sur les derniers états financiers de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur de la Caisse, de la BIRD, du PNUD et du PNUE en tant qu'Agents d'exécution, et du Secrétariat du FEM.

### Situation de la Caisse du FEM au 30 juin 2002

Les cycles d'exploitation<sup>1</sup> et les auditeurs externes<sup>2</sup> des Agents d'exécution, de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat sont différents. Les derniers états financiers de chacun des Agents d'exécution, de l'Administrateur et du Secrétariat sont présentés ci-après :

	ÉTATS FINANCIERS AU
Administrateur	30 juin 2002
BIRD, en tant qu'Agent d'exécution	30 juin 2002
Secrétariat	30 juin 2002
PNUD/FEM	31 décembre 2001
PNUE/FEM	31 décembre 2001

<sup>1</sup> L'exercice du PNUD et du PNUE coïncide avec l'année civile. Celui de la BIRD et du Secrétariat du FEM (auquel la Banque prête son concours administratif) va de juillet à juin.

<sup>2</sup> Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies vérifie les états financiers du PNUD/FEM et du PNUE/FEM. Les comptes de la BIRD, en tant qu'Agent d'exécution, ceux de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat du FEM sont vérifiés par les auditeurs externes de la BIRD.

## Contributions au FEM au 30 juin 2002 (en millions de dollars, selon accord)

PAYS	PHASE PILOTE		FEM-1			FEM-2			MONTANT TOTAL VERSÉ
	CONTRIBUTIONS DE BASE	COFINANCEMENT FINANCEMENT PARALLÈLE	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	
Allemagne	150,45	—	240,00	240,00	100,0 %	220,00	220,00	100,0 %	610,45
Argentine	—	—	5,00	2,50	50,0 %	—	—	—	2,50
Australie	13,24	10,10	29,20	29,20	100,0 %	32,20	32,20	100,0 %	84,74
Autriche	35,58	—	20,00	20,00	100,0 %	20,17	20,17	100,0 %	75,75
Bangladesh	—	—	2,80	2,80	100,0 %	—	—	—	2,80
Belgique	6,84	7,30	32,00	32,00	100,0 %	34,20	34,20	100,0 %	80,34
Brésil	5,47	—	5,60	—	0,0 %	—	—	—	5,47
Canada	8,66	11,20	86,60	86,60	100,0 %	101,60	101,60	100,0 %	208,06
Chine	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	8,20	8,20	100,0 %	19,27
Corée	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	11,10
Côte d'Ivoire	2,74	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	13,84
Danemark	22,22	—	35,10	35,10	100,0 %	28,70	28,70	100,0 %	86,02
Égypte	5,47	—	5,60	2,62	46,8 %	—	—	—	8,09
Espagne	13,68	—	19,57	19,57	100,0 %	16,51	16,51	100,0 %	49,76
États-Unis	—	150,00	430,00	430,00	100,0 %	430,00	219,06	50,9 %	799,06
Finlande	27,95	—	21,60	21,60	100,0 %	22,10	22,10	100,0 %	71,65
France	150,53	—	143,30	143,30	100,0 %	144,80	144,80	100,0 %	438,63
Grèce	—	—	5,00	5,00	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	10,50
Inde	5,47	—	8,40	8,40	100,0 %	9,00	9,00	100,0 %	22,87
Indonésie	5,47	—	—	—	—	—	—	—	5,47
Irlande	—	—	2,40	2,40	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	7,90
Italie	89,08	—	114,70	114,70	100,0 %	90,50	44,93	49,7 %	248,71
Japon	37,41	26,09	414,60	414,60	100,0 %	412,60	412,60	100,0 %	890,70
Luxembourg	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	11,10
Mexique	5,48	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	4,13	75,0 %	15,21
Nigéria	5,47	—	—	—	—	5,50	5,50	100,0 %	10,97
Norvège	26,75	4,50	31,20	31,20	100,0 %	31,30	31,30	100,0 %	93,75
Nouvelle-Zélande	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	11,10
Pakistan	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	4,13	75,0 %	15,20
Pays-Bas	51,61	—	71,40	71,40	100,0 %	72,80	72,80	100,0 %	195,81
Portugal	6,15	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	17,25
République slovaque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	—	—	—	5,60
République tchèque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	11,10
Royaume-Uni	4,84	—	134,60	134,60	100,0 %	138,90	138,90	100,0 %	348,34
Russie	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	1,40	1,40	100,0 %	1,40
Suède	33,56	—	58,30	58,30	100,0 %	57,80	57,80	100,0 %	149,66
Suisse	41,11	14,60	44,80	44,80	100,0 %	43,90	43,90	100,0 %	144,41
Turquie	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	16,57
Total	841,64	223,79	2 023,37	2 012,29		1 982,68	1 723,42		4 801,14

Les contributions versées sont calculées sur la base du montant « convenu » en dollars et ne tiennent pas compte des fluctuations monétaires qui ressortent des états financiers à vocation spéciale et des notes des exercices 02 et 01.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
EN SA QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR DE LA CAISSE DU FEM

Référence de la Banque mondiale  
TF029840

États financiers à vocation spéciale et rapport des auditeurs  
indépendants aux 30 juin 2002 et 2001

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : (202) 458-5800 Télécopie : (202) 477-7163

Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)  
Suite 500  
555 12th Street, N.W.  
Washington, DC 20004-1207

Téléphone : (202) 879-5600  
Télécopie : (202) 879-5309  
Site web : www.us.deloitte.com

**Deloitte  
Touche  
Tohmatsu  
(International Firm)**

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial  
et Banque internationale pour la reconstruction et le développement  
en sa qualité d'Administrateur de la Caisse du FEM

Nous avons audité l'état ci-joint de la situation financière de la Caisse du FEM (la Caisse), pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fait office d'Administrateur, le compte de résultat, l'état des variations des ressources fiduciaires nettes et le tableau des flux de trésorerie pour les exercices clos au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2, les états ci-après sont des états financiers à vocation spéciale. Leur présentation n'est pas censée être conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes comptables internationales.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001 de la Caisse du FEM, pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement fait office d'Administrateur, ainsi que les résultats de ses opérations et le tableau des flux de trésorerie pour les deux exercices clos auxdites dates, conformément aux principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'Agent d'exécution (AE), ainsi qu'il ressort de la note 12. En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

Le présent rapport a été établi exclusivement pour l'information et l'usage du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, en sa qualité d'Administrateur de la Caisse, ainsi que des donateurs contribuant à la Caisse. Il est destiné à l'usage desdites parties, qui seules peuvent l'utiliser.

*Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)*

28 février 2003



## État de la situation financière

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
<b>ACTIF</b>		
Liquidités — Note 3	\$ 78 579 180	\$ 15 632 657
Placements — Note 3	801 798 886	697 593 358
Revenus des placements à recevoir	3 345 124	7 654 002
Effets à recevoir — Note 4	1 768 290 903	1 602 207 385
Autres actifs à recevoir	45 283	—
<b>Total actif</b>	<b><u>\$ 2 652 059 376</u></b>	<b><u>\$ 2 323 087 402</u></b>
<b>PASSIF</b>		
Financements alloués :		
BIRD/AE	\$ 695 058 775	\$ 757 447 565
PNUD	445 809 300	379 500 000
PNUE	68 774 818	38 636 197
Secrétariat	785 280	786 642
Allocations pour frais :		
BIRD/AE	14 255 000	15 759 000
PNUD	29 002 464	3 900 000
PNUE	5 137 378	109 500
Allocations non récurrentes à payer — Note 9	36 000	22 490 718
Autres passifs	—	97 000
<b>Total passif</b>	<b><u>\$ 1 258 859 015</u></b>	<b><u>\$ 1 218 726 622</u></b>
<b>RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES</b>		
Contributions engagées — Notes 4 et 10	4 610 476 382	4 487 828 868
Contributions à recevoir — Notes 4 et 5	(263 492 489)	(693 992 448)
Décotes non amorties	—	(2 740 496)
Contributions versées — Notes 4 et 10	4 346 983 893	3 791 095 924
Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais — Notes 7, 8 et 10	(2 898 579 711)	(2 595 633 527)
Bénéfices non répartis (déficit) — Note 10	(55 203 821)	(91 101 617)
<b>Total ressources fiduciaires nettes</b>	<b><u>1 393 200 361</u></b>	<b><u>1 104 360 780</u></b>
<b>Total passif et ressources fiduciaires nettes</b>	<b><u>\$ 2 652 059 376</u></b>	<b><u>\$ 2 323 087 402</u></b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## Compte de résultat

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	POUR LES EXERCICES CLOS LE	
	30 JUIN 2002	30 JUIN 2001
<b>PRODUITS</b>		
Revenus du placement des financements alloués par le FEM — Note 8	\$ 1 650 338	\$ 4 361 733
Revenus nets réalisés des placements — Note 3	42 904 002	53 784 705
Plus-values nettes non réalisées — Note 3	7 494 621	3 018 303
Autres produits	75 245	—
<b>Total produits</b>	<b>52 124 206</b>	<b>61 164 741</b>
<b>CHARGES</b>		
Budget de fonctionnement :		
BIRD/AE	2 771 854	2 552 828
PNUD	—	3 200 000
PNUE	—	12 065 542
Secrétariat	12 950 370	9 639 402
BIRD/Administrateur	874 080	784 000
Amortissement des remises	3 100 364	2 644 774
<b>Total charges</b>	<b>19 696 668</b>	<b>30 886 546</b>
Gains/(pertes) de change :	3 470 258	(3 165 902)
<b>Résultat net</b>	<b>\$ 35 897 796</b>	<b>\$ 27 112 293</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## État des variations des ressources fiduciaires nettes

Montants exprimés en dollars des États-Unis

POUR LES EXERCICES CLOS LE

	30 JUIN 2002			30 JUIN 2001		
	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
<b>CONTRIBUTIONS — NOTE 4 :</b>						
Non soumises à restrictions	\$ 4 176 391 268	\$ 223 147 514	\$ 4 399 538 782	\$ 4 247 569 333	\$ (71 178 065)	\$ 4 176 391 268
Temporairement soumises à restrictions — Note 6 :	311 437 600	(100 500 000)	210 937 600	419 200 000	(107 762 400)	311 437 600
<b>Total contributions</b>	<b>4 487 828 868</b>	<b>122 647 514</b>	<b>4 610 476 382</b>	<b>4 666 769 333</b>	<b>(178 940 465)</b>	<b>4 487 828 868</b>
Contributions à recevoir	(693 992 448)	430 499 959	(263 492 489)	(1 185 684 615)	491 692 167	(693 992 448)
Décotes non amorties	(2 740 496)	2 740 496	—	(5 021 523)	2 281 027	(2 740 496)
<b>Contributions versées — Note 6</b>	<b>3 791 095 924</b>	<b>555 887 969</b>	<b>4 346 983 893</b>	<b>3 476 063 195</b>	<b>315 032 729</b>	<b>3 791 095 924</b>
<b>FINANCEMENTS ALLOUÉS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS — NOTE 8 :</b>						
BIRD/AE — Note 10	(1 494 406 670)	(118 408 000)	(1 612 814 670)	(1 289 512 674)	(204 893 996)	(1 494 406 670)
PNUD	(934 400 000)	(134 287 964)	(1 068 687 964)	(762 200 000)	(172 200 000)	(934 400 000)
PNUE	(161 418 973)	(37 240 637)	(198 659 610)	(98 257 455)	(63 161 518)	(161 418 973)
OE	(2 662 284)	(13 009 583)	(15 671 867)	—	(2 662 284)	(2 662 284)
Secrétariat	(2 745 600)	—	(2 745 600)	(2 745 600)	—	(2 745 600)
<b>Total financements alloués et allocations pour frais :</b>	<b>(2 595 633 527)</b>	<b>(302 946 184)</b>	<b>(2 898 579 711)</b>	<b>(2 152 715 729)</b>	<b>(442 917 798)</b>	<b>(2 595 633 527)</b>
Bénéfices non répartis (déficit) — solde à l'ouverture de l'exercice	(91 101 617)	35 897 796	(55 203 821)	(105 284 689)	27 112 293	(78 172 396)
Reclassification des contributions des pays donateurs — Note 10 :	—	—	—	—	(12 929 221)	(12 929 221)
<b>Bénéfices non répartis (déficit)</b>	<b>(91 101 617)</b>	<b>35 897 796</b>	<b>(55 203 821)</b>	<b>(105 284 689)</b>	<b>14 183 072</b>	<b>(91 101 617)</b>
<b>TOTAL RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES</b>	<b>\$ 1 104 360 780</b>	<b>\$ 288 839 581</b>	<b>\$ 1 393 200 361</b>	<b>\$ 1 218 062 777</b>	<b>\$ (113 701 997)</b>	<b>\$ 1 104 360 780</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## Tableau des flux de trésorerie

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	POUR LES EXERCICES CLOS LE	
	30 JUIN 2002	30 JUIN 2001
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT :</b>		
Contributions en espèces reçues	\$ 386 704 086	\$ 323 488 225
Trésorerie issue des opérations de financement	<u>386 704 086</u>	<u>323 488 225</u>
Trésorerie requise par les financements alloués et les allocations pour frais	<u>(238 611 735)</u>	<u>(307 955 708)</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT :</b>		
Vente/(acquisition) de titres	<u>(96 710 906)</u>	<u>(124 216 460)</u>
Trésorerie issue des (requis par les) opérations de placement	<u>(96 710 906)</u>	<u>(124 216 460)</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :</b>		
Résultat net	35 897 796	27 112 293
Passage à la trésorerie nette issue des opérations d'exploitation :		
Diminution/(augmentation) des revenus des placements à recevoir	4 308 878	(4 137 981)
Augmentation des autres actifs	(45 283)	—
Diminution des allocations pour frais à payer	(22 454 718)	(19 889 282)
(Diminution)/augmentation des autres passifs	(97 000)	97 000
Revenus non réalisés des placements	(7 494 621)	(3 018 303)
Revenus du placement des financements alloués par le FEM	(1 650 338)	(4 361 733)
Amortissement des remises sur les contributions	<u>3 100 364</u>	<u>2 644 774</u>
Trésorerie issue des (requis par les) opérations d'exploitation	<u>11 565 078</u>	<u>(1 553 232)</u>
Augmentation/(diminution) nette des fonds	<u>62 946 523</u>	<u>(110 237 175)</u>
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	<u>15 632 657</u>	<u>125 869 832</u>
Trésorerie à la clôture de l'exercice	<u>\$ 78 579 180</u>	<u>\$ 15 632 657</u>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et opérations

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone. En octobre 2002, la deuxième Assemblée du FEM (l'Assemblée) a approuvé une modification de l'Instrument qui fait des polluants organiques persistants (POP) et de la dégradation des sols (essentiellement par la désertification et le déboisement) de nouveaux domaines d'intervention du FEM.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions aux reconstitutions des ressources du FEM et tous les autres actifs et recettes qui en proviennent sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. L'Instrument définit le rôle de l'Administrateur. En application de l'Instrument, l'Administrateur a été autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1<sup>er</sup>

juillet 1994 au 30 juin 1997 (FEM-1). En mars 1998, les participants contribuant à la Caisse du FEM (les Participants contributeurs) ont approuvé les modalités d'une deuxième reconstitution des ressources pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2002 (FEM-2). Par la résolution n° 98-2 du 14 juillet 1998, les Administrateurs de la BIRD ont autorisé l'institution à faire office d'Administrateur des ressources apportées au titre de FEM-2. Cette résolution précisait également que toute ressource non affectée par le Conseil à la fin de FEM-1 serait administrée dans le cadre de FEM-2.

En application du paragraphe 1 de la résolution n° 98-2, l'Administrateur a été autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2002 (FEM-2). En raison du retard pris dans la signature d'un accord entre les Participants contributeurs à la troisième reconstitution des ressources de la Caisse (FEM-3), une modification de la résolution n° 98-2 a été approuvée en juillet 2002 pour autoriser l'Administrateur à accepter des contributions à la Caisse en application de ce texte jusqu'à ce qu'une nouvelle résolution entre en vigueur pour FEM-3.

Le 7 août 2002, les Participants contributeurs sont tombés d'accord pour reconstituer la Caisse à hauteur de 2,306 milliards de DTS (2,922 milliards de dollars) afin de financer les opérations du FEM pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2002 au 30 juin 2006 (FEM-3). Ils ont décidé de maintenir le même niveau de financement dans les domaines d'intervention existants et de fournir des ressources supplémentaires pour les nouveaux domaines sous réserve de l'approbation par la deuxième Assemblée de l'amendement de l'Instrument proposé à cette fin.

À la suite d'une réunion tenue en août 2002, plusieurs Participants contributeurs ont annoncé le versement de contributions supplémentaires additionnelles à hauteur de 59 millions de DTS (76 millions de dollars) pour FEM-3, portant ainsi le montant total de la troisième reconstitution à 2,365 milliards de DTS (trois milliards de dollars).

L'Instrument reconnaît l'existence de trois Agents d'exécution (AE). Il s'agit de la BIRD, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

définit les attributions de chacun des AE, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur. Les ressources de la Caisse, dont l'Administrateur a la garde, et celle de la BIRD font l'objet d'une gestion distincte.

En mai 1999, le Conseil a approuvé la participation de quatre banques régionales de développement (BRD) à la préparation des projets du FEM et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du bloc B du mécanisme de préparation des projets (PDF). Depuis lors, le Secrétariat et l'Administrateur ont conclu les accords nécessaires à cette fin avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BASD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). En mai 2000, le Conseil a également retenu l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du PDF-B et au financement accéléré des activités habilitantes dans le domaine des polluants organiques persistants. Enfin, en mai 2001, il a retenu le Fonds international de développement agricole (FIDA) et a autorisé le Secrétariat à lui donner directement accès aux ressources du PDF-B. Les accords nécessaires à l'application de ces décisions du Conseil ont été passés entre le Secrétariat et l'Administrateur, d'une part, et l'ONUDI, la FAO et le FIDA, respectivement, d'autre part.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

Les états financiers à vocation spéciale annexés au présent rapport ont été établis expressément pour rendre compte de la situation financière de la Caisse, du compte de résultat, des variations des ressources fiduciaires nettes et des flux de trésorerie, et ne sont pas censés en faire une présentation conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes comptables internationales. Ces états financiers rendent compte des opérations et des soldes de la Caisse et sont établis en application des principes comptables décrits ci-après.

*Méthode comptable* — Les états financiers à vocation spéciale de la Caisse sont établis, sauf dans les cas examinés ci-après, selon la méthode de la comptabil-

ité d'exercice. Les produits et les charges relatifs aux transactions et autres éléments sont donc pris en compte au moment où les produits sont gagnés et les charges engagées (et non pas à la date de l'encaissement ou du décaissement de numéraire et autres liquidités), et ils sont inscrits aux registres comptables et portés aux états financiers à vocation spéciale des périodes auxquelles ils se rapportent. Cette méthode est appliquée systématiquement à toutes les données comptables figurant dans les états financiers et les notes, à l'exception du revenu du placement des financements du FEM détenus par les agents d'exécution et des dépenses imputées au budget administratif, qui sont enregistrés sur la base des encaissements-décaissements.

*Recours à des estimations* — Pour établir ces états financiers à vocation spéciale, on a effectué des estimations et posé des hypothèses qui influent sur le montant déclaré des actifs et des passifs et la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés au titre des produits et des charges pour la période concernée. Les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations.

*Portefeuille de placements* — Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements (le Portefeuille) pour tous les fonds fiduciaires administrés par la BIRD et l'Association internationale de développement (IDA). Les actifs du Portefeuille de la Caisse se répartissent actuellement comme suit :

*Liquidités* — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les montants des liquidités indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative des liquidités de la Caisse dans le Portefeuille total.

*Placements* — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. En vertu de la stratégie d'investissement actuelle, une proportion importante des instruments du Portefeuille est activement échangée et placée pour l'essentiel dans des obligations de premier rang. Les montants des placements indiqués dans l'état de la

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

situation financière représentent la part relative de la valeur de marché du Portefeuille correspondant à la Caisse en fin d'exercice. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent.

*Contributions* — La Caisse tire l'essentiel de ses ressources des contributions versées par les Participants contributeurs. Les contributions annoncées par les Participants contributeurs sont intégralement enregistrées comme des Contributions engagées une fois que la Caisse a reçu des Instruments d'engagement des Participants contributeurs. Les montants non encore réglés sont inscrits au poste Contributions à recevoir et portés en déduction des Contributions engagées figurant dans l'état de la situation financière. Cette manière de procéder permet de ne pas augmenter les ressources fiduciaires nettes de la Caisse. Le règlement des Contributions à recevoir s'effectue en numéraire ou sous forme de bons à vue non négociables et ne portant pas intérêt, et les montants ainsi encaissés sont enregistrés en valeur nominale.

L'enregistrement des Contributions versées ne tient pas compte des remises, lesquelles sont négociées avec les Participants contributeurs réglant leur contribution en numéraire qui en font la demande. Les contributions correspondantes sont comptabilisées sur la base du montant intégral, hors rabais. Les remises non amorties sont portées en déduction des Contributions engagées. Les remises consenties sur les contributions versées pour une reconstitution donnée sont amorties sur la période d'engagement restant à couvrir pour ladite reconstitution. Au 30 juin 2001, seules les remises accordées pour la Deuxième reconstitution des ressources du FEM n'étaient pas encore amorties. Au 30 juin 2002, toutes les remises liées à FEM-2 avaient été totalement amorties, y compris celles consenties sur les contributions reçues pendant l'exercice 02.

*Contributions soumises à des restrictions temporaires* — Les contributions peuvent être soumises à des restrictions soit parce que le Participant contributeur a déposé un Instrument d'engagement conditionnel (les instances législatives du Participant contributeur n'ont pas encore autorisé le versement intégral de la contribution, par exemple), soit parce que le Participant contributeur impose des restrictions sur l'engagement des montants versés au titre d'une tranche particulière (autrement dit, les Contributions versées sont soumises à des

restrictions). Dans le premier cas, dès que les instances législatives du Participant contributeur autorisent le versement intégral de la contribution, ladite contribution est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions. Dans le second cas, dès que la restriction est levée ou que la condition à l'origine de la restriction est remplie, la contribution versée est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions.

*Inscription au passif des financements et allocations pour frais* — La Caisse remet des financements aux AE ainsi qu'aux BRD, à l'ONUDI, à la FAO et au FIDA (collectivement désignés par le sigle « OE ») et au Secrétariat pour financer des projets du FEM. Des allocations sont versées aux AE pour couvrir les frais liés à l'exécution des projets du FEM. Outre les allocations pour frais versées aux AE, le FEM a commencé à défrayer les OE pendant l'exercice 02 pour rembourser les dépenses liées à l'exécution des projets. Ces financements et allocations pour frais sont portés au passif de la Caisse sur la base des principes suivants :

*Financements alloués* — Deux fois par an et par échange de correspondance entre les deux sessions, le Secrétariat prépare, en collaboration avec les AE, un programme de travail devant être soumis à l'approbation par le Conseil. Une fois ce programme approuvé par le Conseil, les AE demandent à l'Administrateur d'engager des ressources de la Caisse. En fonction des ressources fiduciaires disponibles et dès confirmation par le Secrétariat que les ressources demandées ont été incluses dans le programme de travail, l'Administrateur engage des fonds pour les AE. Ces engagements ne sont toutefois portés au passif de la Caisse qu'à partir du moment où les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles lesdites ressources sont fournies. Pour les financements qui ne sont pas tenus d'être approuvés par le Conseil mais qui doivent seulement être entérinés par le Directeur général du FEM (le DG), les engagements de ressources sont également enregistrés au passif dès que les AE approuvent les activités correspondantes. Les financements dont le décaissement a été autorisé au profit des OE et du Secrétariat sont inscrits au passif de la Caisse dès que les ressources correspondantes sont engagées par l'Administrateur.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

*Allocations pour frais* — Les allocations pour frais sont portées au passif de la Caisse une fois qu'elles sont approuvées par le Conseil, que l'Administrateur engage les ressources correspondantes et que les AE et OE en font la demande.

Les risques pouvant découler pour la Caisse des engagements pris par l'Administrateur au titre des financements alloués et des allocations pour frais sont décrits dans les présentes notes aux états financiers à vocation spéciale (voir Note 7).

*Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais* — Ces financements et allocations sont inscrits au passif de la Caisse conformément aux principes comptables énoncés ci-dessus. Les financements et allocations pour frais qui ont été décaissés sont enregistrés en fin d'exercice avec les financements et allocations pour frais qui ont été engagés mais qui n'ont pas encore été décaissés par l'Administrateur, et ils sont portés en déduction des ressources fiduciaires nettes de la Caisse dans l'état de la situation financière. Les montants au titre des financements sont versés aux AE nets des revenus du placement des financements alloués par le FEM détenus par les AE.

*Transferts et dons* — Les fonds transférés et versés à titre de don à la Caisse par des parties autres que les Participants contributeurs sont portés en produits dans le compte de résultat lorsqu'ils sont engagés sans condition.

*Budget administratif* — Conformément à l'Instrument, la Caisse rembourse à la BIRD, au PNUD et au PNUE les dépenses administratives d'un montant raisonnable que ces organismes encourent dans l'exercice de leurs fonctions d'AE. En outre, la Caisse règle les dépenses administratives du Secrétariat et de l'Administrateur. Le budget administratif est porté en charge lorsqu'il est décaissé par l'Administrateur.

*Conversion de monnaies* — Les états financiers à vocation spéciale de la Caisse sont exprimés en dollars des États-Unis aux fins de rendre compte de l'actif, du passif, des ressources fiduciaires nettes et des produits et des charges de la Caisse. La réévaluation de l'actif et du passif détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis est à l'origine de gains et pertes de change.

### Note 3 : Liquidités et placements

Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements pour tous les fonds fiduciaires administrés par la BIRD et l'IDA (le « Portefeuille »). Comme on l'a vu plus haut, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. Les montants des liquidités et des placements indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative de la Caisse dans le Portefeuille à la fin de l'exercice.

*Liquidités* — Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, la part relative des liquidités de la Caisse dans le Portefeuille se présente comme suit :

	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
Liquidités du Portefeuille	\$ 490 747 684	\$ 122 323 189
Liquidités de la Caisse	78 579 180	15 632 657
Part de la Caisse dans le Portefeuille	16 %	13 %

*Placements* — Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, la part relative des placements de la Caisse dans le Portefeuille et la répartition par instrument de ces placements s'établissent comme suit :



## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	30 JUIN 2002			30 JUIN 2001		
	VALEUR COMPTABLE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS	VALEUR COMPTABLE DE LA PART DE LA CAISSE	PART DES PLUS-VALUES LATENTES NETTES DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE	VALEUR COMPTABLE DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS	VALEUR COMPTABLE DE LA PART DE LA CAISSE	PART DES PLUS-VALUES LATENTES NETTES DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE
Dépôts à terme	\$ 2 446 314 249	\$ 391 707 133	—	\$ 2 924 957 335	\$ 373 803 660	—
Obligations d'État et d'organismes publics	4 6 90 772 200	751 092 765	\$ 7 494 621	3 515 584 816	449 284 663	\$ 2 968 577
Contrats de mise en pension et prêts de titres	(2 063 063 088)	(330 340 441)	—	(990 902 125)	(126 635 297)	—
Opérations à terme	(66 578 072)	(10 660 571)	—	8 922 926	1 140 332	49 726
<b>Total</b>	<b>\$ 5 007 445 289</b>	<b>\$ 801 798 886</b>	<b>\$ 7 494 621</b>	<b>\$ 5 458 562 952</b>	<b>\$ 697 593 358</b>	<b>\$ 3 018 303</b>
% du Portefeuille total		16 %			13 %	

*Dépôts à terme* — Cet instrument recouvre les certificats de dépôt, les acceptations bancaires et les autres valeurs émises ou garanties sans condition par les banques et d'autres institutions financières.

*Obligations d'État et d'organismes publics* — Ces titres comprennent les obligations, bons et autres instruments négociables émis par les États. Les obligations émises ou garanties sans condition par des États doivent avoir au minimum une notation AA si elles sont libellées dans une monnaie autre que celle du pays émetteur ; dans les autres cas, aucune notation n'est exigée. Celles émises par des organismes publics, des organisations multilatérales ou toute autre entité publique doivent bénéficier au minimum d'une notation AAA.

*Contrats de mise en pension et prêts de titres* — Les contrats de mise en pension sont des contrats par lesquels une partie vend des titres et accepte simultanément de les racheter ultérieurement à une date donnée, à un prix fixe. Les prêts de titres sont des contrats par lesquels des titres sont prêtés pendant un certain laps de temps à un prix fixe.

*Opérations à terme* — Il s'agit de contrats de livraison différée de valeurs ou d'instruments du marché monétaire par lesquels le vendeur s'engage à livrer, à une date ultérieure donnée, l'instrument convenu à un prix ou un rendement fixe.

La Caisse comptabilisant ses titres de placement à leur valeur du marché, le montant comptabilisé représente la juste valeur du Portefeuille. Ces justes valeurs sont fondées sur les cotations du marché, s'il en existe. En l'absence de cotations, on retient les cotations d'instruments comparables.

Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent. Pour les exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001, les plus-values latentes représentent 7 494 621 et 3 018 303 dollars respectivement. Pour les exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001, les plus-values réalisées représentent 42 904 002 et 53 784 705 dollars respectivement.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 4 : Contributions

Au 30 juin 2002, les contributions totales des Participants contributeurs se répartissaient comme suit :

<u>PARTICIPANTS CONTRIBUANTS</u>	<u>CONTRIBUTIONS À RECEVOIR</u>	<u>CONTRIBUTIONS VERSÉES</u>	<u>TOTAL</u>
Allemagne	—	\$ 572 438 491	\$ 572 438 491
Argentine	\$ 2 500 000	2 500 000	5 000 000
Australie	—	62 969 842	62 969 842
Autriche	—	69 583 985	69 583 985
Bangladesh	—	2 669 817	2 669 817
Belgique	7 678 055	62 944 390	70 622 445
BIRD	—	28 602 686	28 602 686
Brésil	—	5 395 153	5 395 153
Canada	—	175 948 202	175 948 202
Chine	—	19 960 425	19 960 425
Corée	—	9 440 569	9 440 569
Côte d'Ivoire	—	13 389 752	13 389 752
Danemark	—	82 206 110	82 206 110
Égypte	2 820 164	8 265 976	11 086 140
Espagne	—	43 303 137	43 303 137
États-Unis	210 937 600	649 062 400	860 000 000
Finlande	—	70 520 825	70 520 825
France	—	404 922 931	404 922 931
Grèce	—	9 460 660	9 460 660
Inde	—	21 684 840	21 684 840
Indonésie	—	5 689 700	5 689 700
Irlande	—	6 741 052	6 741 052
Italie	36 906 010	201 094 259	238 000 269
Japon	—	836 324 452	836 324 452
Luxembourg	—	10 179 876	10 179 876
Mexique	1 325 330	14 690 035	16 015 365
Nigéria	—	10 911 709	10 911 709
Norvège	—	82 868 285	82 868 285
Nouvelle-Zélande	—	9 332 761	9 332 761
Pakistan	1 325 330	14 885 693	16 211 023
Pays-Bas	—	190 994 856	190 994 856
Portugal	—	15 802 410	15 802 410
République slovaque	—	5 657 783	5 657 783
République tchèque	—	11 074 350	11 074 350
Royaume-Uni	—	332 219 116	332 219 116
Slovénie	—	1 350 733	1 350 733
Suède	—	137 712 602	137 712 602
Suisse	—	127 905 555	127 905 555
Turquie	—	16 278 476	16 278 476
<b>Total *</b>	<b>\$ 263 492 489</b>	<b>\$ 4 346 983 893</b>	<b>\$ 4 610 476 382</b>
Moins remises non amorties	—	—	—
<b>Contributions versées nettes</b>		<b>\$ 4 346 983 893</b>	

\*Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs éléments.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, les contributions versées d'un montant respectif de 4 346 983 893 et de 3 791 095 924 dollars comprennent un solde au titre des effets à recevoir de 1 768 290 903 et de 1 602 207 385 dollars respectivement. Les calendriers d'encaissement de ces bons à vue non négociables et ne portant pas intérêt établi au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001 se fondent sur les dates d'exigibilité suivantes :

### Calendrier d'encaissement des effets à recevoir

30 JUIN 2002		30 JUIN 2001	
MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT	MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT
\$ 355 000 000	Juin 03	\$ 331 100 000	Juin 02
335 000 000	Juin 04	305 000 000	Juin 03
280 000 000	Juin 05	290 000 000	Juin 04
259 639 567	Juin 06	235 000 000	Juin 05
165 000 000	Juin 07	168 664 838	Juin 06
135 000 000	Juin 08	110 000 000	Juin 07
125 000 000	Juin 09	90 000 000	Juin 08
113 651 336	Juin 10	60 000 000	Juin 09
		12 442 547	Juin 10
<b>\$1 768 290 903</b>		<b>\$1 602 207 385</b>	

### Note 5 : Contributions à recevoir

Les contributions à recevoir se répartissent comme suit :

#### Contributions au FEM-1 exigibles :

du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999  
du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998  
du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997  
du 1er juillet 1995 au 30 juin 1996

30 JUIN 2002	30 JUIN 2001
\$ 2 500 000	\$ 3 000 000
1 325 330	1 252 720
1 325 330	1 252 720
169 504	160 218
<u>5 320 164</u>	<u>5 665 658</u>

#### Contributions au FEM-2 exigibles :

du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005  
du 1er juillet 2003 au 30 juin 2004  
du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003  
du 1er juillet 2001 au 30 juin 2002  
du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001  
du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000  
du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999

82 614 537	10 693 680
82 614 537	10 693 680
92 943 251	10 693 680
—	420 186 540
—	137 116 170
—	97 690 320
—	1 252 720
<u>258 172 325</u>	<u>688 326 790</u>
<b>\$ 263 492 489</b>	<b>\$ 693 992 448</b>

Total

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 6 : Contributions soumises à des restrictions temporaires

*Contributions soumises à des restrictions temporaires (instrument d'engagement soumis à restrictions)* — Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, les Contributions engagées et les Contributions à recevoir soumises à restrictions s'élevaient à 210 937 600 et 311 437 600 dollars respectivement, les États-Unis ayant déposé un instrument d'engagement conditionnel.

Outre les restrictions imposées à l'instrument d'engagement, comme décrit ci-dessus, au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, les Contributions versées à la Caisse qui étaient soumises à des restrictions se montaient à 192 102 810 et 20 298 780 dollars respectivement, comme décrit ci-après.

*Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contribuants exercent leur droit de versement au prorata (contributions versées soumises à restrictions)* — Les États-Unis, Participant contribuant dont la contribution représente 20,84 % du montant total des ressources devant être versées conformément à la Pièce jointe 1 de la Résolution n° 98-2 et qui ont déposé un instrument d'engagement conditionnel, n'avaient pas levé les restrictions imposées sur 75 % et 100 % du montant total de leur contribution au 30 juin 2001 et au 30 juin 2002, respectivement. Conformément aux dispositions de la Section 8(b) et (c) de la Résolution no 98-2, les Participants contribuants ont le droit de donner instruction à l'Administrateur de différer l'engagement de la troisième et de la quatrième tranches de leurs contributions versées jusqu'à ce que les montants correspondants de la contribution des États-Unis ne soient plus soumis à restrictions (« droit de versement au prorata »).

Au 30 juin 2001, un Participant contribuant, l'Autriche, avait exercé son droit de versement au prorata de la troisième tranche de sa contribution pour un montant de 3 623 032 dollars. Au 30 juin 2002, l'Autriche a exercé son droit de versement au prorata de la troisième et de la quatrième tranche de sa contribution

pour un montant de 8 335 809 dollars. L'Allemagne, la France et le Japon n'avaient pas renoncé à leur droit de versement au prorata de leur contribution pour un montant de 49 375 585, 32 629 063 et 101 762 353 dollars, respectivement. Au 30 juin 2002, le montant total des contributions versées dont l'engagement était différé par l'exercice d'un droit de versement au prorata s'établissait donc à 192 102 810 dollars, comme il ressort du tableau ci-après.

*Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contribuants (Contributions versées sous restrictions)* — Certains Participants contribuants versent leurs contributions avant les dates d'exigibilité indiquées dans la Résolution n° 98-2. L'engagement de ces contributions est soumis à restrictions à moins que le Participant contribuant approuve un déblocage anticipé, ou que le paiement de la tranche correspondante soit exigible et que le Participant contribuant accepte de ne pas exercer son droit de versement au prorata, ou que son droit expire.

Le tableau ci-après récapitule les soldes des contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contribuants au 30 juin 2002 et 30 juin 2001. Tous les reliquats au 30 juin 2001 ont été pleinement débloqués pendant l'exercice 02.

### Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contribuants exercent leur droit de versement au prorata

<u>PARTICIPANT CONTRIBUANT</u>	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
Allemagne	\$ 49 375 585	—
Autriche	8 335 809	\$ 3 623 032
France	32 629 063	—
Japon	101 762 353	—
<b>Total partiel</b>	<b>\$ 192 102 810</b>	<b>\$ 3 623 032</b>

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs

<u>PARTICIPANT CONTRIBUANT</u>	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
Espagne	—	3 193 662
Finlande	—	1 596 145
Irlande	—	1 084 516
Slovénie	—	337 683
Suède	—	10 463 742
<b>Total partiel</b>	<b>—</b>	<b>16 675 748</b>
<b>Total</b>	<b>\$ 192 102 810</b>	<b>\$ 20 298 780</b>

### Note 7 : Financements alloués et allocations pour frais engagés par l'Administrateur

Les ressources de la Caisse devant être versées aux AE, aux OE et au Secrétariat sont allouées par le Conseil ou approuvées par le DG, selon le cas, et, sous réserve de la disponibilité de ressources dans la Caisse, sont engagées par l'Administrateur. Les engagements au titre des financements alloués aux AE sont exigibles dès que les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles lesdites ressources sont fournies. Il peut cependant arriver que les montants engagés par l'Administrateur au profit des AE pour des activités du FEM qui n'ont pas encore été approuvées par les AE concernés soient payables à l'exercice suivant. Les engagements au titre des financements alloués aux OE et au Secrétariat deviennent exigibles une fois les ressources correspondantes engagées par l'Administrateur.

La différence entre le montant total des allocations du Conseil et le montant total des engagements de l'Administrateur, soit 778 270 856 dollars au 30 juin 2002 et 664 405 240 dollars au 30 juin 2001, représente le montant des ressources que les AE n'ont pas encore demandé à l'Administrateur d'engager. La différence entre le montant total des ressources engagées par l'Administrateur et le montant total des ressources approuvées par les AE et les OE, soit 267 798 516 et 315 059 117 dollars au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001 respectivement, représente les ressources qui ont été engagées par l'Administrateur mais qui n'ont pas encore été approuvées par les AE et les OE. Les allocations fournies par le Conseil pour financer des projets conjoints

englobent celles pour lesquelles le montant alloué à tel ou tel AE ou OE n'a pas encore été déterminé.

Pour les exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001, le montant cumulé des financements et des allocations pour frais alloués par le Conseil et/ou agréé par le DG, engagé par l'Administrateur et approuvé par les AE et les OE compétents se répartit comme suit :

	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
<b>FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS FOURNIS PAR LE CONSEIL</b>		
BIRD/AE	\$ 2 360 248 294	\$ 2 124 330 000
PNUD	1 232 690 780	1 131 330 000
PNUE	245 626 553	200 360 000
Projets conjoints d'AE	236 961 749	191 530 000
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	25 267 689	2 662 284
Moins projets abandonnés et annulés	(158 891 582)	(77 860 000)
<b>Total allocations du Conseil</b>	<b>3 944 649 083</b>	<b>3 575 097 884</b>
Dont engagements de l'Administrateur :		
<b>FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS ENGAGÉS PAR L'ADMINISTRATEUR</b>		
BIRD/AE	1 734 324 674	1 494 318 674
PNUD	1 199 400 000	1 199 400 000
PNUE	211 566 086	211 566 086
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	18 341 867	2 662 284
<b>Total engagements de l'Administrateur</b>	<b>3 166 378 227</b>	<b>2 910 692 644</b>
Dont financements et allocations pour frais approuvés par les AE et les BRD :		
BIRD/AE	1 612 814 670	1 494 406 670
PNUD	1 068 687 964	934 400 000
PNUE	198 659 610	161 418 973
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	15 671 867	2 662 284
<b>Total montants approuvés</b>	<b>\$ 2 898 579 711</b>	<b>\$ 2 595 633 527</b>

\*Les OE sont les BRD (BASD, BERD, BID) et l'ONUDI

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 8 : Financements, allocations pour frais et revenus des placements correspondants

Pour les exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001, le montant des financements alloués approuvés par les AE et les OE et des allocations pour frais demandées par les AE et OE se répartit comme suit :

	POUR LES EXERCICES CLOS LE :	
	30 JUIN 2002	30 JUIN 2001
<b>FINANCEMENTS ALLOUÉS</b>		
BIRD/AE	\$ 87 450 000	\$ 182 547 996
PNUD	104 785 500	167 500 000
PNUE	32 212 759	60 321 518
ONUDI	11 583 583	—
BID	670 000	880 000
BERD	—	87 284
BAAsD	—	1 695 000
<b>Total partiel</b>	<b>236 701 842</b>	<b>413 031 798</b>
<b>ALLOCATIONS POUR FRAIS</b>		
BIRD/AE	30 958 000	22 346 000
PNUD	29 502 464	4 700 000
PNUE	5 027 878	2 840 000
ONUDI	756 000	—
<b>Total partiel</b>	<b>66 244 342</b>	<b>29 886 000</b>
<b>Total</b>	<b>\$ 302 946 184</b>	<b>\$ 442 917 798</b>

Les financements alloués sont versés aux AE nets du revenu tiré par les AE du placement des financements qui leur ont été alloués par le FEM avant le décaissement. Ce revenu est constaté dans le compte de résultat au moment où il est encaissé (c'est-à-dire au moment où il est déclaré à l'Administrateur). Pour les exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001, les revenus du place-

ment des financements déclarés par les AE à l'Administrateur se montent à 1 650 338 et 4 361 733 dollars respectivement. Les montants nets des financements alloués et des allocations pour frais transférés aux AE s'élèvent à 238 611 735 et 307 955 708 dollars respectivement

### Note 9 : Allocations non récurrentes pour frais aux AE

En mai 1999, le Conseil a approuvé l'application d'un mécanisme de défraiement pour les projets du FEM administrés par les AE. Une allocation non récurrente pour frais d'un montant de 70 780 000 dollars a été établie pour défrayer les Agents d'exécution des dépenses encourues jusqu'au 30 juin 1999 au titre de l'exécution et de la supervision des projets dont ils étaient chargés. Le montant intégral de cette dotation a été porté en charges et inscrit au passif de l'exercice 99. Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, le solde restant dû au AE s'établit à 36 000 et 22 490 718 dollars respectivement.

### Note 10 : Reclassification des ressources nettes de la Caisse

Pendant l'exercice 02, un montant de 12 929 221 a été reclassé du poste Bénéfices non répartis (déficit) au poste Contributions versées. Ce montant, qui avait été versé à la Caisse du FEM par le Canada et inscrit au poste Transferts et dons pendant l'exercice de 2000, a ensuite été affecté au poste Contributions versées par le Canada pour FEM-2 et a donc été reclassé. La reclassification de ce montant augmente d'autant la contribution versée par le Canada. La présentation de l'information de l'exercice précédent a été réagencée pour tenir compte de la présentation de cette année.

Pendant l'exercice 02, un montant de 87 996 dollars a été reclassé du poste Bénéfices non répartis (déficit) de l'exercice 01 au poste Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais de l'exercice 01 du fait de la reclassification des décaissements de deux projets auparavant comptabilisés comme charges administratives de la BIRD en qualité d'AE.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2002 et le 30 juin 2001

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 11 : Décaissements au titre des financements alloués et conditions de remboursement

Le FEM accorde des financements essentiellement à titre gracieux, mais en vertu de l'Instrument, le FEM peut également fournir des ressources sous d'autres formes, notamment au moyen de prêts et de garanties consentis à des conditions approuvées par le Conseil. En vertu des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, le Conseil a autorisé le financement d'un programme d'opérations du FEM à des conditions autres qu'à titre de don, lesdites conditions devant être approuvées au cas par cas pour chaque projet. La BIRD, en tant sa qualité d'AE, et la SFI, en tant qu'organisme d'exécution pour la BIRD/AE, ont approuvé lesdites opérations pour lesquelles l'Administrateur a engagé des fonds. Les conditions de remboursement prévues dans le cadre de ces opérations sont subordonnées à plusieurs facteurs. Compte tenu du caractère aléatoire de ces remboursements, l'Administrateur a donc inscrit les montants engagés au profit de la BIRD/AE pour lesdites opérations du FEM, au passif, comme au poste Financements alloués. Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, les financements alloués par la Caisse au titre de ces opérations représentaient 55 719 373 et 62 039 558 dollars respectivement.

### Note 12 : Utilisation des ressources de la Caisse

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'Agent d'exécution (AE). En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

CAISSE DU FEM  
BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET  
LE DÉVELOPPEMENT EN TANT QU'AGENT D'EXÉCUTION

Référence de la Banque mondiale  
TF050551

Tableau des décaissements et  
rapport des auditeurs indépendants  
au 30 juin 2002

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : (202) 458-5800 Télécopie : (202) 477-7163



## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial  
et Banque internationale pour la reconstruction et le développement  
en sa qualité d'Agent d'exécution du FEM

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) de la Caisse du FEM — Opérations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en qualité d'Agent d'exécution — pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) fait office d'Agent d'exécution pour l'exercice clos le 30 juin 2002 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements de l'Agent d'exécution pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 318,3 millions de dollars, fraction du montant total correspondant à la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2002. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur les montants pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit et le rapport des autres auditeurs constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2, le tableau ci-après a été préparé sur la base du règlement des décaissements et correspond à un ensemble de règles comptables qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes comptables internationales.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements de la Caisse du FEM — Opérations exécutées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en qualité d'Agent d'exécution pendant l'exercice clos au 30 juin 2002 et pendant la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002, conformément aux principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, ainsi qu'il ressort de la note 5. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

*Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)*

28 février 2003

## Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<b>EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2002</b>	<b>DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2002</b>
<b>DÉCAISSEMENTS</b>		
Décaissements au titre des projets	\$ 149 838 790	\$ 842 693 221
Charges d'exécution	23 612 868	69 041 463
Charges administratives	<u>2 771 854</u>	<u>120 467 969</u>
<b>Total décaissements</b>	<u>\$ 176 223 512</u>	<u>\$ 1 032 202 653</u>

*Les notes annexes font partie intégrante du présent état financier.*

## Notes annexes au tableau des décaissements

30 juin 2002

Montant exprimé en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenues dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. La BIRD est non seulement l'Administrateur de la Caisse, mais aussi l'un des trois Agents d'exécution du FEM. Les deux autres Agents d'exécution sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument définit les attributions de chacun des Agents d'exécution, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

*Méthode comptable* — Le tableau ci-joint rend compte des décaissements du guichet FEM de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution (AE). Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, qui diffère des règles comptables généralement admises. Selon cette méthode, les décaissements ne sont pas inscrits lorsqu'ils sont engagés, mais lorsqu'ils sont acquittés. Les montants cumulés figurant dans le tableau ci-joint se rapportent aux décaissements de la BIRD en tant qu'AE du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002.

*Charges d'exécution* — En mai 1999, le Conseil a approuvé l'application d'un mécanisme de défraiement pour les projets du FEM administrés par les AE. Une allocation non récurrente pour frais a ainsi été calculée pour défrayer les AE des dépenses encourues jusqu'à la fin de l'exercice 99. La BIRD, en tant qu'Agent d'exécution, a été admise à bénéficier de l'allocation non récurrente pour frais d'un montant de 52,8 millions de dollars. Ce montant a aujourd'hui été transféré par la Caisse à la BIRD en tant qu'AE.

Des allocations sont versées régulièrement aux AE pour couvrir les dépenses liées à l'exécution des projets du FEM. Le tableau des décaissements de l'exercice clos le 30 juin 2002 et de la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002 comprend le poste Dépense d'exécution. Ce poste comprend les décaissements au titre de l'allocation non récurrente et des allocations actuelles pour frais reçues de la Caisse par la BIRD en tant qu'AE.

*Charges administratives* — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt dans l'exercice de ses fonctions d'AE. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

## Notes to the Schedule of Disbursements

June 30, 2002

Expressed in U S dollars

### Note 3 : Engagements approuvés au titre des projets

La BIRD en tant qu'AE engage des ressources au titre des projets en accordant des financements aux pays admis à en bénéficier conformément au programme de travail approuvé par le Conseil. Au 30 juin 2002 et au 30 juin 2001, les engagements au titre de projets approuvés par la BIRD en tant qu'AE se répartissaient comme suit :

#### Tableau des engagements approuvés au titre des projets

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	30 JUIN 2002	30 JUIN 2001
<b>ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU TITRE DES PROJETS</b>		
Projets à part entière et projets de moyenne envergure	\$ 1 478 035 000	\$ 1 401 801 996
Avances pour la préparation de projets (PPA)	12 183 000	12 400 000
Mécanisme de préparation des projets (PDF)	42 185 000	31 800 000
Activités habilitantes	<u>5 349 000</u>	<u>4 300 000</u>
<b>Total engagements au titre des projets</b>	<b>1 537 752 000</b>	<b>1 450 301 996</b>
Décaissements cumulés	<u>842 693 221</u>	<u>692 854 431</u>
<b>Engagements en instance de décaissement*</b>	<b><u>\$ 695 058 775</u></b>	<b><u>\$ 757 447 565</u></b>

\* Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs éléments.

### Note 4 : Reclassification des décaissements

Des décaissements d'un montant de 87 996 dollars auparavant comptabilisés au poste Charges administratives de la BIRD en qualité d'AE ont été reclassés pendant l'exercice 02 au poste Décaissements au titre des projets

### Note 5 : Décaissements

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA  
RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
CAISSE DU FEM  
OPÉRATIONS DU SÉCRÉTARIAT

Référence de la Banque mondiale  
TF050495 & TF050496

Tableau des décaissements et rapport  
des auditeurs indépendants  
30 juin 2002

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N W Washington, D C 20433, États-Unis  
Téléphone : (202) 458-5800 Télécopie : (202) 477-7163

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial, Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Secrétariat de la Caisse du FEM

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) de la Caisse du FEM — Opérations du Secrétariat (le Secrétariat) — pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) fait office d'Agent d'exécution depuis et pour l'exercice clos le 30 juin 2002 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements du Secrétariat pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 24,3 millions de dollars, fraction du montant total correspondant à la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2002. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur le montant pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit et le rapport des autres auditeurs constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2, le tableau ci-après a été préparé sur la base du règlement des décaissements et correspond à un ensemble de règles comptables qui diffèrent des principes comptables généralement reconnus. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes comptables internationales.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements de la Caisse du FEM — Opérations du Secrétariat exécutées par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pendant l'exercice clos au 30 juin 2002 et pendant la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2002, conformément aux principes comptables décrits à la note 2.

Comme l'indique la note 5, la direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. L'exercice se poursuit et les résultats définitifs n'en seront connus qu'ultérieurement. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

*Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)*

28 février 2003

## Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<u>EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2002</u>	<u>DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2002</u>
<b>DÉCAISSEMENTS</b>		
Décaissements au titre de projets	\$ 1 362	\$ 1 960 320
Charges administratives	<u>9 715 395</u>	<u>66 138 360</u>
Total décaissements	<u><u>\$ 9 716 757</u></u>	<u><u>\$ 68 098 680</u></u>

*Les notes annexes font partie intégrante du présent tableau*

## Notes annexes au Tableau des décaissements

30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable. La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur.

Le Secrétariat du FEM (le Secrétariat) bénéficie du soutien administratif de la BIRD et opère en toute indépendance fonctionnelle dans l'exercice des attributions que lui confère l'Instrument. De même, l'Instrument confère d'autres responsabilités à l'Administrateur et aux Agents d'exécution.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

*Méthode comptable* — Le calendrier ci-joint rend compte des décaissements du Secrétariat. Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, qui diffère des règles comptables généralement admises. Selon cette méthode, les décaissements ne sont pas inscrits lorsqu'ils sont engagés, mais lorsqu'ils sont acquittés. Les décaissements de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution font l'objet d'un tableau des décaissements distinct. Les montants cumulés figurant dans le calendrier ci-joint portent sur les décaissements du Secrétariat du 14 mars 1991 (date de création du FEM) au 30 juin 2002.

*Charges administratives* — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt en accordant un appui administratif au Secrétariat. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

### Note 3 : Engagements approuvés au titre des financements alloués

Le Bureau de l'Administrateur du FEM, auquel a succédé le Secrétariat, a été autorisé par les Participants contributeurs à engager des dépenses d'un montant de 2,6 millions de dollars pour le programme d'estimation des surcoûts pour l'environnement (PRINCE). Le Secrétariat a également engagé un montant de 145 600 dollars dans le cadre des Ateliers de dialogue du FEM avec les pays, projet administré conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la BIRD en collaboration avec le Secrétariat du FEM. Les montants totaux des engagements pris et des décaissements effectués jusqu'ici au titre de ces deux projets sont indiqués ci-après.



## Notes to the Schedule of Disbursements

June 30, 2002

Expressed in U S dollars

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	<u>30 JUIN 2002</u>	<u>30 JUIN 2001</u>
<b>ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU TITRE DES FINANCEMENTS ALLOUÉS</b>		
PRINCE	\$ 2 600 000	\$ 2 600 000
Ateliers de dialogue du FEM avec les pays	<u>145 600</u>	<u>145 600</u>
Total engagements au titre des financements alloués	<u>2 745 600</u>	<u>2 745 600</u>
Décassements cumulés	<u>1 960 320</u>	<u>1 958 958</u>
Engagements en instance de décaissement	<u>\$ 785 280</u>	<u>\$ 786 642</u>

Après le 30 juin 2002, l'engagement non réglé de 785 280 dollars a été décaissé au profit du Secrétariat.

**Note 4 : Événements postérieurs au 30 juin 2002**

Après le 30 juin 2002, la direction du FEM s'est rendue compte que, du fait d'une erreur de système, des dépenses d'un montant de 1 293 719 dollars n'avaient pas été correctement imputées au Secrétariat pendant l'exercice 02. Depuis lors, la direction a pris les mesures nécessaires pour remédier à la situation. Si ces dépenses avaient été imputées au fonds fiduciaire du Secrétariat, le poste Charges administratives aurait augmenté de 1 293 719 dollars.

**Note 5 : Décaissements**

La direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. L'exercice se poursuit et les résultats définitifs n'en seront connus qu'ultérieurement. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

## Opinion des auditeurs

J'ai audité l'état financier ci-joint du guichet FEM du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice clos au 31 décembre 2001. Cet état financier relève de la responsabilité de la direction du PNUD. Ma responsabilité consiste à émettre une opinion sur cet état financier sur la base de mon audit.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, et selon l'appréciation de l'auditeur aux vues des circonstances, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. J'estime que mon audit constitue une base raisonnable à l'expression de mon opinion.

À mon avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2001 du guichet FEM du PNUD, ainsi que les charges et les produits pour l'exercice clos à cette date.

Je pense en outre que les opérations financières du guichet FEM du PNUD que j'ai examinées dans le cadre de cet audit ont été, dans tous leurs aspects signifi-

catifs, comptabilisées conformément à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil. Les directives adoptées par le PNUD pour valider les dépenses ont par ailleurs été appliquées dans tous leurs aspects significatifs.

Sans formuler de réserves sur l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les directives du PNUD applicables aux projets du FEM exécutés à l'échelon national pour un montant de 96,6 millions de dollars. Malgré une nette amélioration, l'application des procédures et des mécanismes de contrôle internes et le caractère des assurances obtenues par le PNUD quant à l'utilisation des fonds aux fins prévues ont suscité notre inquiétude.



P. Bhana  
 Directeur du service de vérification externe des comptes,  
 République d'Afrique du Sud  
 Pour le compte du Comité des commissaires aux  
 comptes des Nations Unies  
 21 octobre 2002

## Compte de résultat du guichet FEM pour la période de 12 mois prenant fin le 31 décembre

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires — Note 1	\$ 142 750	\$ 80 000
Intérêts perçus	1 490	1 983
Autres produits/(charges)	<u>9</u>	<u>—</u>
	<b><u>144 249</u></b>	<b><u>81 983</u></b>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses au titre du programme	120 908	75 810
Frais administratifs	14 474	13 486
Autres charges	<u>10</u>	<u>150</u>
	<b><u>135 392</u></b>	<b><u>89 446</u></b>
Excédent (déficit) des dépenses sur les recettes	8 857	(7 463)
Économies réalisées sur les engagements de l'exercice biennal précédent	—	119
Réserves et solde en début d'exercice	<u>5 156</u>	<u>12 500</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<b><u>\$ 14 013</u></b>	<b><u>\$ 5 156</u></b>

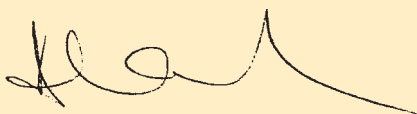
## Engagements approuvés au titre des projets

Total au 31 décembre 2001

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

Assistance technique à part entière	\$ 758 666,6
Programme de microfinancements	93 385,5
Projets de moyenne envergure	38 698,1
Activités habilitantes	64 939,5
PRIF et autres	17 810,5
PDF-A	3 366,3
PDF-B	40 792,0
PDF-C	<u>1 181,6</u>
<b>Total des engagements approuvés</b>	<b><u>\$ 1 018 840,1</u></b>

J'atteste que les informations contenues dans cet état financier, dans tous leurs aspects significatifs, rendent compte des activités du Fonds pour l'environnement mondial financées au moyen des contributions reçues de la Banque mondiale, en sa qualité d'Administrateur du FEM.



Darshak Shah, Chef  
Division des finances  
Bureau des finances et de l'administration  
Programme des Nations Unies pour le développement

## Notes annexes à l'état financier

### Note 1 : Les contributions volontaires comprennent les éléments suivants :

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)		
Administrateur FEM pour le compte de la Banque mondiale	\$ 142 000	\$ 80 000
Initiative de renforcement des capacités (programme IRC)	<u>750</u>	<u>—</u>
<b>Total contributions volontaires</b>	<b><u>\$ 142 750</u></b>	<b><u>\$ 80 000</u></b>

**Note 2 : Ce compte de résultat a été établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les contributions volontaires pour lesquelles la méthode de la comptabilité de caisse a été appliquée, conformément aux politiques comptables du PNUD. Il comprend donc les engagements non réglés suivants :**

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)		
Engagements non réglés — Projets	\$ 15 704	\$ 12 701
Engagements non réglés — Frais administratifs	<u>406</u>	<u>489</u>
<b>Total engagements non réglés</b>	<b><u>\$ 16 110</u></b>	<b><u>\$ 13 190</u></b>

Les engagements au titre des frais administratifs qui ne sont pas utilisés dans un exercice biennal sont comptabilisés comme des économies de l'exercice suivant.

Les avances à recevoir/(à payer) consenties aux organismes d'exécution se répartissent comme suit (au 31 décembre) :

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)		
État	\$ 14 225	\$ 13 949
Organismes d'exécution	<u>(4 551)</u>	<u>(3 106)</u>
<b>Total avances à recevoir/(à payer)</b>	<b><u>\$ 9 674</u></b>	<b><u>\$ 10 843</u></b>

### Note 3 : Allocations non utilisées et ressources non dépensées

Le guichet FEM du PNUD a reçu des lettres d'engagement de la Banque mondiale en sa qualité d'Administrateur de la Caisse d'un montant de 1 268 500 000 dollars (1 135 500 000 dollars en 2000). Au 31 décembre 2001, sur la base de ces engagements, le guichet FEM du PNUD avait alloué des ressources d'un montant de 314 666 000 dollars (382 954 000 dollars en 2000) supérieur au solde de 14 013 000 dollars.

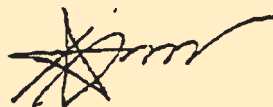
## Opinion des auditeurs

Nous avons audité les états ci-joints de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2001, ainsi que le compte de résultat et les variations des réserves et du solde du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2001. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du PNUÉ. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2001 des fonds d'affectation spéciale du guichet FEM de coopération technique, ainsi que les charges et les produits, et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Nous pensons en outre que les transactions à partir des fonds d'affectation spéciale du guichet FEM de coopération technique, que nous avons examinées par sondages dans le cadre de notre audit, sont, dans tous leurs aspects significatifs, conformes à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil.



Marieta SF Acorda  
 Directeur, Vérification externe des comptes — Philippines  
 Pour le compte du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies  
 12 novembre 2002

**Compte de résultat et variations des réserves  
et du solde**  
pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	2001 USD	2000 USD
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires	\$ 55 605 721	\$ 22 737 785
Intérêts perçus	2 027 571	220 565
Revenus divers	—	(10)
<b>Total produits</b>	<u>57 633 292</u>	<u>22 958 340</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	5 687 374	3 364 035
Services contractuels	10 625 901	4 725 685
Déplacements	1 372 622	746 942
Charges d'exploitation	5 115 836	3 096 425
Achats	1 080 099	959 539
Autres charges	586	281 509
<b>Total charges</b>	<u>23 882 418</u>	<u>13 174 135</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	33 750 874	9 784 205
Ajustements sur exercice antérieur	(50 993)	(76 772)
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	<u>33 699 881</u>	<u>9 707 433</u>
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents	(116 205)	—
Réserves et solde en début d'exercice	<u>12 190 392</u>	<u>2 482 959</u>
<b>Réserves et solde en fin d'exercice</b>	<u>\$ 45 774 068</u>	<u>\$ 12 190 392</u>

**État de la situation financière, des réserves et du solde**  
au 31 décembre 2001

	2001 USD	2000 USD
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 43 867 270	\$ 6 943 220
Autres créances	14 483 061	9 281 311
Charges comptabilisées d'avance	11 705	28 481
<b>Total actif</b>	<u>58 362 036</u>	<u>16 253 012</u>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	5 857 107	2 055 689
Autres dettes exigibles	1 264 532	69 559
Réserves pour engagements	5 466 329	1 937 372
<b>Total passif</b>	<u>12 587 968</u>	<u>4 062 620</u>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	45 774 068	12 190 392
<b>Total réserves et solde</b>	<u>45 774 068</u>	<u>12 190 392</u>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<u>\$ 58 362 036</u>	<u>\$ 16 253 012</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002

## Tableau des flux de trésorerie

pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	<u>2001 USD</u>	<u>2000 USD</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ 33 699 881	\$ 9 707 433
Autres créances	(5 201 750)	(364 409)
Charges comptabilisées d'avance AUGMENTATION/(DIMINUTION)	16 776	(2 289)
Autres dettes exigibles	1 194 973	2 230
Réserves pour engagements	3 528 957	(892 100)
Moins : Intérêts perçus	<u>(2 027 571)</u>	<u>(220 565)</u>
<b>Trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>	<u><b>31 211 266</b></u>	<u><b>8 230 300</b></u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds Plus : Intérêts perçus	3 801 418 <u>2 027 571</u>	1 342 028 <u>220 565</u>
<b>Trésorerie issue des opérations de placement et de financement</b>	<u><b>5 828 989</b></u>	<u><b>1 562 593</b></u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE D'AUTRES SOURCES</b>		
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents Trésorerie issue d'autres sources	(116 205) <u>(116 205)</u>	— <u>—</u>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>	36 924 050	9 792 893
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	<u>6 943 220</u>	<u>(2 849 673)</u>
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	<u><b>\$ 43 867 270</b></u>	<u><b>\$ 6 943 220</b></u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002

## Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	<u>2001 USD</u>	<u>2000 USD</u>
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires	\$ 6 399 782	\$ 332 215
Intérêts perçus	322 401	—
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<u>6 722 183</u>	<u>332 215</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	636 219	336 805
Services contractuels	76 938	—
Déplacements	72 106	45 957
Charges d'exploitation	41 007	—
<b>Total charges</b>	<u>826 270</u>	<u>382 762</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	5 895 913	(50 547)
Réserves et solde en début d'exercice	<u>1 783 090</u>	<u>1 833 637</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 7 679 003</u>	<u>\$ 1 783 090</u>

## État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2001

	<u>2001 USD</u>	<u>2000 USD</u>
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 9 344 470	\$ 2 094 474
Autres créances	15 623	36 935
Charges comptabilisées d'avance	7 278	—
<b>Total actif</b>	<u>9 367 371</u>	<u>2 131 409</u>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	1 601 855	311 504
Autres dettes exigibles	7 135	2 781
Réserves pour engagements	79 378	34 034
<b>Total passif</b>	<u>1 688 368</u>	<u>348 319</u>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	7 679 003	1 783 090
<b>Total réserves et solde</b>	<u>7 679 003</u>	<u>1 783 090</u>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<u>\$ 9 367 371</u>	<u>\$ 2 131 409</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002



## Tableau des flux de trésorerie

pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	<u>2001 USD</u>	<u>2000 USD</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	\$ 5 895 913	\$ (50 547)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION		
Contributions volontaires à recevoir	—	1 970 000
Autres créances	21 312	(36 935)
Charges comptabilisées d'avance	(7 278)	—
AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	4 354	(12 907)
Réserves pour engagements	45 344	34 034
Moins : Intérêts perçus	(322 401)	—
<b>Trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>	<u>5 637 244</u>	<u>1 903 645</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds	1 290 351	190 829
Plus : Intérêts perçus	322 401	—
<b>Trésorerie issue des opérations de placement et de financement</b>	<u>1 612 752</u>	<u>190 829</u>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>	7 249 996	2 094 474
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	<u>2 094 474</u>	—
Liquidités et dépôt à court terme en fin d'exercice	<u>\$ 9 344 470</u>	<u>\$ 2 094 474</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002

## Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	2001 USD	2000 USD
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires	\$ —	\$1 360 000
Intérêts perçus	49 777	—
<b>Total produits</b>	<u>49 777</u>	<u>1 360 000</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	166 382	228 635
Services contractuels	27 282	444 376
Déplacements	36 314	17 891
Charges d'exploitation	78 462	28 547
Achats	(8 266)	5 300
Autre charges	—	—
<b>Total charges</b>	<u>300 174</u>	<u>724 749</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	(250 397)	635 251
Réserves et solde en début d'exercice	635 251	—
<b>Réserves et solde en fin d'exercice</b>	<u>\$ 384 854</u>	<u>\$ 635 251</u>

## État de la situation financière, des réserves et du solde

au 31 décembre 2001

	2001 USD	2000 USD
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ —	\$ 1 072 554
Soldes à recevoir d'autres fonds	418 621	97 304
Autres créances	580	36 293
<b>Total actif</b>	<u>419 201</u>	<u>1 206 151</u>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	33 808	268 271
Réserves pour engagements	539	302 629
<b>Total passif</b>	<u>34 347</u>	<u>570 900</u>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	384 854	635 251
<b>Total réserves et solde</b>	<u>384 854</u>	<u>635 251</u>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<u>\$ 419 201</u>	<u>\$ 1 206 151</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002

## Tableau des flux de trésorerie

pour l'exercice biennal 00-01 ayant pris fin le 31 décembre 2001

	<u>2001 USD</u>	<u>2000 USD</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ (250 397)	\$ 635 251
Autres créances	35 713	(36 293)
AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	(234 463)	268 271
Réserves pour engagements	(302 090)	302 629
Moins : Intérêts perçus	(49 777)	—
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	<u>(801 014)</u>	<u>1 169 858</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
(Augmentation)/diminution des soldes à recevoir d'autres fonds	(321 317)	(97 304)
Plus : Intérêts perçus	49 777	—
Trésorerie issue des opérations de placement et de financement	<u>(271 540)</u>	<u>(97 304)</u>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>	<u>(1 072 554)</u>	<u>1 072 554</u>
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	<u>1 072 554</u>	<u>—</u>
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	<u>\$ —</u>	<u>\$ 1 072 554</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
22 avril 2002

## Membres de la famille du FEM

Membres du Conseil et suppléants du FEM	59
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	61
ONG : Points de contact régionaux du FEM	77
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	78
Publications du FEM	79



## Membres du Conseil et suppléants du FEM au 23 juillet 2002

*Membre* : Adeishvili, Malkhaz  
(Géorgie)  
*Suppléant* : Iliaz, Fathme (Bulgarie)  
*Pays* : Albanie, Bulgarie, Croatie,  
Géorgie, Macédoine (ERY de),  
Moldova, Pologne, Roumanie,  
Ukraine

*Membre* : Agha, Tanwir Ali (Pakistan)  
*Suppléant* : Lutfi, Sultan N.  
(Jordanie)  
*Pays* : Afghanistan, Jordanie, Liban,  
Pakistan, Yémen

*Membre* : Barge, Raymond (Australie)  
*Suppléant* : Cho, Won-ho  
(République de Corée)  
*Pays* : Australie, Nouvelle-Zélande,  
République de Corée

*Membre* : Bjornebye, Erik (Norvège)  
*Suppléant* : Isaksen, Bodil Troelstrup  
(Danemark)  
*Pays* : Danemark, Lettonie, Lituanie,  
Norvège

*Membre* : Brown, Linda  
(Royaume-Uni)  
*Suppléant* : Parry, Glenys  
(Royaume-Uni)  
*Pays* : Royaume-Uni

*Membre* : Chamero, Jorge L.  
Fernández (Cuba)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Antigua-et-Barbuda,  
Bahamas, Barbade, Belize, Cuba,  
Dominique, Grenade, Guyana,  
Haïti, Jamaïque, République  
dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis,  
Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les  
Grenadines, Suriname,  
Trinité-et-Tobago

*Membre* : Dia Toure, Fatima  
(Sénégal)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad,  
Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie,  
Niger, Sénégal, Gambie

*Membre* : Echirk, Djamel (Algérie)  
*Suppléant* : Hilali, M'hamed (Maroc)  
*Pays* : Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie

*Membre* : Enkhsaikhan,  
Jargalsaikhany (Mongolie)  
*Suppléant* : Mekprayoonthong,  
Manop (Thaïlande)  
*Pays* : Malaisie, Mongolie, Myanmar,  
République démocratique  
populaire lao, République  
populaire démocratique de Corée,  
Thaïlande, Viet Nam

*Membre* : Fayolle, Ambroise (France)  
*Suppléant* : Martin, Marc-Antoine  
(France)  
*Pays* : France

*Membre* : Hosseini, Pirooz (Iran)  
*Suppléant* : Moeini, Hossein (Iran)  
*Pays* : Iran

*Membre* : Hoven, Ingrid (Allemagne)  
*Suppléant* : Biskup, Eckhardt  
(Allemagne)  
*Pays* : Allemagne

*Membre* : Jaguaribe, Roberto (Brésil)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Brésil, Colombie, Équateur

*Membre* : Kishore, Adrash (Inde)  
*Suppléant* : Ahmed, Sabihuddin  
(Bangladesh)  
*Pays* : Bangladesh, Bhoutan, Inde,  
Maldives, Népal, Sri Lanka

*Membre* : Martin-Acebes, Angel  
(Espagne)  
*Suppléant* : Cordeiro, Helena  
(Portugal)  
*Pays* : Espagne, Grèce, Irlande,  
Portugal

*Membre* : Melanson, Jim (Canada)  
*Suppléant* : Hagerman, Ellen  
(Canada)  
*Pays* : Canada

*Membre* : Metsing, J.T. (Lesotho)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Afrique du Sud, Botswana,  
Lesotho, Malawi, Mozambique,  
Swaziland, Zambie, Zimbabwe

*Membre* : Muđuuli, Mary (Ouganda)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Comores, Djibouti, Érythrée,  
Éthiopie, Kenya, Madagascar,  
Maurice, Ouganda, Soudan,  
Tanzanie

*Membre* : Mustonen, Pauli (Finlande)  
*Suppléant* : Hartvig, BrittMarie  
(Suède)  
*Pays* : Estonie, Finlande, Suède

*Membre* : Narita, Yasuro (Japon)  
*Suppléant* : Kijima, Yoshiko (Japon)  
*Pays* : Japon

*Membre* : Ochoa, Ricardo (Mexique)  
*Suppléant* : Balid, Ramon (Panama)  
*Pays* : Costa Rica, El Salvador,  
Guatemala, Honduras, Mexique,  
Nicaragua, Panama, Venezuela

*Membre* : Okopido, Imeh Titus  
(Nigéria)  
*Suppléant* : Worou, Theophile (Bénin)  
*Pays* : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana,  
Guinée, Nigéria, Sierra Léone, Togo

*Membre* : Roch, Philippe (Suisse)  
*Suppléant* : Dubois, Jean-Bernard  
(Suisse)  
*Pays* : Azerbaïdjan, Kirghizistan,  
Ouzbékistan, Suisse, Tadjikistan,  
Turkménistan

*Membre* : Rovira, Jaime (Chili)  
*Suppléant* : Fassino, Miguel Angel  
Paredes (Paraguay)  
*Pays* : Argentine, Bolivie, Chili,  
Paraguay, Pérou, Uruguay

*Membre* : Schuerch, William E.  
(États-Unis)  
*Suppléant* : Burnam, Jeffrey  
(États-Unis)  
*Pays* : États-Unis

*Membre* : Slade, Neroni (Samoa)  
*Suppléant* : Cabantac, Gregorio V.  
(Philippines)  
*Pays* : Fidji, Îles Cook, Îles Marshall,  
Îles Salomon, Indonésie, Kiribati,  
Micronésie, Nauru, Nioué,  
Papouasie-Nouvelle-Guinée,  
Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu,  
Vanuatu

*Membre* : Tanyi Mbianyor, Clarkson  
(Cameroun)  
*Suppléant* : Doungabe, Gustave  
(République centrafricaine)  
*Pays* : Burundi, Cameroun, Congo,  
République centrafricaine,  
République démocratique  
du Congo

*Membre* : Treppel, Leander (Autriche)  
*Suppléant* : Mojik, Ivan (Slovénie)  
*Pays* : Autriche, Belgique, Hongrie,  
Luxembourg, République  
slovaque, République tchèque,  
Slovénie, Turquie

*Membre* : Tveritinov, Sergey  
(Fédération de Russie)  
*Suppléant* : Vacant  
*Pays* : Arménie, Bélarus, Fédération  
de Russie

*Membre* : van Voorst Tot Voorst,  
Sweder (Pays-Bas)  
*Suppléant* : van den Bergen, Vincent  
(Pays-Bas)  
*Pays* : Pays-Bas

*Membre* : Zhu, Guangyao (Chine)  
*Suppléant* : Chen, Huan (Chine)  
*Pays* : Chine

*Membre* : Zucchini, Silvia (Italie)  
*Suppléant* : Pettinari, Paola (Italie)  
*Pays* : Italie

Les nouveaux pays membres suivants  
restent à placer dans les différents groupes :  
Bosnie-Hezégovine, Cambodge, Gabon,  
Grenade, Israël, Kazakhstan, Libéria, Libye,  
Malte, Namibie, Palaos, Rwanda, São Tomé-  
et-Principe, Seychelles, Syrie, Yougoslavie

# Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays

Points focaux du FEM dans les pays

(au 30 janvier 2003)

## A

### Afghanistan

Azizi, Abdul B.  
ED's Assistant, EDS06  
MC 13-141  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : (202) 458-2451  
Télécopie : (202) 477-9052  
Courriel : aazizi@worldbank.org

### Afrique du Sud

Mabhongo, Xolisa  
Counsellor  
Permanent Mission of South Africa to the UN  
333 East 38th Street, 9th Floor  
New York, NY 10036  
États-Unis  
Téléphone : (212) 692-2454  
Télécopie : (212) 692-2498

Olver, Crispian  
Director General  
Department of Environmental Affairs and  
Tourism  
Private Bag X447  
Pretoria 0001  
Afrique du Sud  
Téléphone : (27-12) 310-3828  
Télécopie : (27-12) 320-4746/322-3588

### Albanie

Xhuvëli, Lufter  
Minister  
Ministry of Environment  
Rruga e Durrësit, No. 27  
Tirana, Albanie  
Téléphone : (355-4) 270630  
Télécopie : (355-4) 270627  
Abeshi, Pellumb  
Secretary General  
Ministry of Environment

Rruga e Durrësit, No. 27  
Tirana, Albanie  
Téléphone : (355-4) 270623  
Télécopie : (355-4) 270623  
Courriel : p\_abeshi@abissnet.com.al

### Algérie

Echirk, Djamel  
Inspecteur général de l'Environnement  
Ministère de l'Aménagement du territoire  
et de l'Environnement  
6 Place El-Qods Hydra  
Immeuble El-Djamila  
Alger, Algérie  
Téléphone : (213-21) 432801/04  
Télécopie : (213-21) 432801  
Courriel : djamelechirk@msn.com

Ouali, Rachid  
Ministre plénipotentiaire  
Direction générale des relations multi-  
latérales  
Ministère des Affaires étrangères  
Alger, Algérie  
Téléphone : (213-21) 504343/504545  
Télécopie : (213-21) 504311

### Allemagne

Hoven, Ingrid  
BMZ—Fed. Ministry for Economic  
Cooperation and Development  
Division 412 (Environment, Natural  
Resources, and Forestry)  
P.O. Box 12 03 22  
53045 Bonn  
Allemagne  
Téléphone : (49-228) 535-3745  
Télécopie : (49-228) 535-3755/3055  
Courriel : hoveni@bmz.bund.de

Biskup, Eckhardt  
Alternate Executive Director  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Room MC 11-125  
Washington, D.C. 20433

États-Unis  
Téléphone : (202) 458-1190  
Télécopie : (202) 477-7849  
Courriel : ebiskup@worldbank.org

### Antigua-et-Barbuda

Ashe, John W.  
Ambassador/Deputy Permanent  
Representative  
Permanent Mission of Antigua and  
Barbuda to the UN  
610 Fifth Avenue, Suite 311  
New York, NY 10020  
États-Unis  
Téléphone : (212) 541-4117, ext. 430  
Télécopie : (212) 757-1607  
Courriel : jashe@un.int

Black Layne, Diann  
Chief Environmental Officer  
Ministry of Tourism and Environment  
Queen Elizabeth Highway  
St. John's, Antigua  
Téléphone : (268) 462-7278  
Télécopie : (268) 462-2836  
Courriel : mintourenv@candw.ag

### Argentine

Oyuela, Raul Estrada  
Ambassador/Special Representative for  
International Environment Issues  
Ministry of External Affairs,  
Commerce & Culture  
Exmeralda 1212  
1007 Buenos Aires, Argentine  
Téléphone : (5411) 4818-7414  
Télécopie : (5411) 4819-7619  
Courriel : eoy@mrecic.gov.ar

Caraguso, Juan Carlos  
Director  
Multilateral Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Buenos Aires, Argentine  
Téléphone : (54-11) 4819-7272

### Arménie

Ayvazyan, Vardan  
Minister of Environment  
Moskavian 35  
375002, Yerevan  
Arménie  
Téléphone : (3741) 521099  
Télécopie : (3751) 533372  
Courriel : minister@mnpiac.am

### Australie

Barge, Raymond  
Director  
International Policy and Research Section  
Australian Agency for International  
Development (AusAID)  
GPO Box 887, Canberra  
ACT 2601, Australie  
Téléphone : (61-262) 064855  
Télécopie : (61-262) 064062  
Courriel : raymond\_barge@ausaid.gov.au

### Autriche

Treppel, Leander  
Senior Advisor, EDS10  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : 202-458-0575  
Télécopie : 202-522-3453  
Courriel : ltreppel@worldbank.org

Malicek, Heike  
Counsellor  
Division for International Finance  
Institutions  
Federal Ministry of Finance  
Himmelpfortgasse 4-8  
A-1010 Vienna  
Autriche  
Téléphone : (43-1) 51433, ext. 1586  
Télécopie : (43-1) 5130816  
Courriel : Heike.Malicek@bmf.gv.at

## Azerbaïdjan

Bagirov, Hussein  
Minister of Ecology and Natural Resources  
B. Aghayev Street, 100-A  
Baku 370073, Azerbaïdjan  
Téléphone : (994 12)414205/926019  
Télécopie : (994 12)925907  
Courriel : valeh@eko.baku.az

## B

### Bahamas

Deveaux, Earl D.  
Ambassador for the  
Environment/Chairman  
Bahamas Environment Science and  
Technology Commission  
Office of the Prime Minister  
P.O. Box CB-10980  
Nassau, Bahamas  
Téléphone : (242) 347-4691/4  
Télécopie : (242) 347-4626

Cooper, Donald  
Undersecretary/Manager  
BEST  
P.O. Box CB-10980  
Nassau, Bahamas  
Téléphone : (242)327-4691/4  
Télécopie : (242)327-4626  
Courriel : dcooper@best.bs

### Bangladesh

Ahmed, Sabihuddin  
Secretary  
Ministry of Environment and Forest  
Bangladesh Secretariat  
Government of the People's Rep. of  
Bangladesh  
Room No. 1309, Building No. 6  
Dhaka-1000  
Bangladesh  
Téléphone : (880-2) 8610481  
Télécopie : (880-2) 8619210  
Courriel : secmoef@sdnbd.org

Rahman, Masihur  
Secretary  
Economic Relation Division  
Ministry of Finance  
Room No. 3-5, Block No. 8  
Sher-E-Bangla Nagar  
Dhaka-1207, Bangladesh  
Téléphone : (880-2) 812-641  
Télécopie : (880-2) 813-088

### Barbade

Miller, Billie  
Minister of Foreign Affairs  
Ministry Headquarters  
1 Culloden Rd.  
St. Michael, Barbade  
Téléphone : (246) 431-2200/429-7108  
Télécopie : (246) 429-6652  
Courriel : barbados@foreign.gov.bb

Nurse, Leonard  
Permanent Secretary  
Ministry of Physical Development and  
Environment  
4th Floor, Sir Frank Walcott Building  
Culloden Road  
St. Michael, Barbade  
Téléphone : (246) 431-7663  
Télécopie : (246) 437-8859  
Courriel : meenr@sunbeach.net

### Bélarus

Podolyako, Vasily  
First Deputy Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environmental Protection  
10 Kollektornaya str.  
Minsk 220 048, Bélarus  
Téléphone : (375-172) 206691  
Télécopie : (375-172) 205583  
Courriel : minproos@mail.belpak.by

### Belgique

Buys, Jozef E.  
Chargé de Mission  
Division de l'environnement  
Agence belge de coopération au  
développement  
Brederodestraat, 6

B-1000 Bruxelles, Belgique  
Téléphone : (32-2) 5190 711  
Télécopie : (32-2) 5190 570  
Courriel : jbuys@badc.fgov.be

### Belize

Gibson, David A. K.  
Permanent Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box 174  
New Administrative Building  
Belmopan, Belize  
Téléphone : (501-8) 22-167  
Télécopie : (501-8) 22-854  
Courriel : belizemfa@belize.gov.bz

Usher, Henry  
Economist  
Ministry of Economic Development  
P.O. Box 42  
New Administrative Building  
Belmopan, Belize  
Téléphone : (501-8) 22526/7  
Télécopie : (501-8) 23673

### Bénin

Worou, Theophil  
Département de l'environnement  
Ministère de l'Environnement, de l'Habitat  
et de l'Urbanisme  
B.P. 01-3621  
Cotonou, Bénin  
Téléphone : (22-9) 315058/5596/4663  
Télécopie : (22-9) 315081

Yaha, Zounveou Pascal  
Directeur de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement, de l'Habitat  
et de l'Urbanisme  
B.P. 01-3621  
Cotonou, Bénin  
Téléphone : (229) 314663/315058  
Télécopie : (229) 314663/315081  
Courriel : pyaha@mehubenin.net ou  
pyahaz@yahoo.ca

### Bhoutan

Rabgye, Sonam Tobden  
Multilateral Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Thimphu, Bhoutan  
Téléphone : (975-2) 326777/326779  
Télécopie : (975-2) 326779

Wangchuk, Yanki T.  
Director General  
Department of AID and Debt  
Management  
Ministry of Finance  
Thimphu, Bhoutan  
Téléphone : (975-2) 326777/326779  
Télécopie : (975-2) 326779

### Bolivie

Requena, Bernardo  
Viceministro de Inversion Publica y  
Financiamiento Externo  
Avenida Mariscal Santa Cruz  
Edificio « Palacio de las Comunicaciones »  
La Paz, Bolivie  
Téléphone : (591-2) 314769  
Télécopie : (591-2) 392889  
Courriel : brequena@vipfe.gov.bo

Francidakiz, Hernan Cabrera  
Viceministra de Medio Ambiente Recursos  
Naturales y Desarrollo Forestal  
Av. Mariscal Santa Cruz No. 1092 Edif.  
Ex-Comibol  
Casilla No. 12814  
La Paz, Bolivie  
Téléphone : (591-2) 390-630/330-762  
Télécopie : (591-2) 331-273  
Courriel : vdsma@coord.rds.org.bo

### Bosnie-Herzégovine

Prlic, Jadranko  
Deputy Minister  
Ministry of Trade and Economic Relations  
71000 Sarajevo  
Bosnie-Herzégovine  
Téléphone : (387-33) 208100  
Courriel : Jprlic@Bih.Net.Ba



### **Botswana**

Nchungu, Mushanana  
Executive Secretary  
Nat'l Conservation Strategy Coordinating  
Agency  
P.B. 0068 2nd Fl. P.B. Travaglini House  
Gaborone, Botswana  
Téléphone : (2-67) 302-050  
Télécopie : (2-67) 302-051  
Courriel : envirobotswana@gov.bw

### **Brésil**

Vargas, Everton  
Chief of Environment Division  
Ministry of Foreign Affairs  
Españada dos Ministerios Bloco H  
Anexo I, Sala 439  
70.000.000 Brasilia, DF  
Brésil  
Téléphone : (55-61) 411-6895/6673  
Télécopie : (55-61) 322-5523  
Courriel : evargas@mre.gov.br

Aquino De Mendonca, Washington  
General Coordinator for Bilateral  
Financing  
Ministry of Planning, Budget, and  
Management  
Secretariat for Foreign Affairs  
Españada dos Ministerios Bloco K  
70040-906 Brasilia, DF  
Brésil  
Téléphone : (55-61) 429-4463/4464  
Télécopie : (55-61) 225-4022  
Courriel : washington.mendonca@  
planejamento.gov.br

### **Bulgarie**

Iliaz, Fathme  
Ministry of Environment and Water  
67, William Gladstone Street  
1000 Sofia, Bulgarie  
Téléphone : (359) 2 9881440  
Télécopie : (359) 2 9816610  
Courriel : iliaz@moew.govrn.bg

### **Burkina Faso**

Kambou, Jean Baptiste  
Ministère de l'Environnement et du  
Tourisme  
BP 7044  
Ouagadougou 03  
Burkina Faso  
Téléphone : (22-6) 311681  
Télécopie : (22-6) 318724

### **Burundi**

Karimumuryango, Jérôme  
Directeur général de l'INECN  
Ministère de l'Environnement  
B.P. 56  
Gitaga, Burundi  
Téléphone : (257) 935801  
Télécopie : (257) 402-625  
Courriel : bozone@cbinf.com  
ou biodiv@cbinf.com

## **C**

### **Cambodge**

Muth, Khieu  
Directeur général  
Ministère de l'Environnement  
#48 Samdech Preah Sihanouk  
Tonle Bassac, Chamkarmon  
Phnom Penh  
Cambodge  
Téléphone : (855) 16-821 180  
Télécopie : (855) 23-427 844  
Courriel : moe@bigpond.com.kh

### **Cameroun**

Tanyi Mbiannyor, Clarkson  
Ministre  
Ministère de l'Environnement et des  
Forêts  
Yaoundé, Cameroun  
Téléphone : (237) 22294834  
Télécopie : (237) 2229489

Nantchou Ngoko, Justin

Ministère de l'Environnement et des  
Forêts

Direction de la Faune et des Aires protégées  
B.P. 5506, Yaoundé  
Cameroun  
Téléphone : (237) 2229486/2229483  
Télécopie : (237) 2229489  
Courriel : justinnantchou2000@yahoo.fr

### **Canada**

Melanson, Jim  
Directeur BMD  
ACDI  
200 Promenade du Portage  
Hull, Québec K1A 0G4  
Canada  
Téléphone : (819) 953-4155  
Télécopie : (819) 953-5348  
Courriel : jim\_melanson@acdi-cida.gc.ca

Hagerman, Ellen

Gestionnaire principale de programme  
Institutions financières internationales  
ACDI  
200 Promenade du Portage  
Hull, Québec K1A 0G4  
Canada  
Téléphone : (819) 994-3884  
Télécopie : (819) 953-5348  
Courriel : Ellen\_Hagerman@  
ACDI-CIDA.gc.ca

### **Cap-Vert**

Andrade, Maria A.  
Director  
Min. Das Pes., Agri. E Ani. Rural  
Praia, Cap-Vert  
Téléphone : (2-38) 615716  
Télécopie : (2-38) 617628

Carvalho, Manuel Leao

Directeur général  
Ministère de l'Environnement (SEPA)  
Praia, Cap-Vert  
Téléphone : (238) 610337  
Télécopie : (238) 610337

### **Chili**

Rovira, Jaime  
Head  
Development and Information  
Department  
National Commission for the Environment  
(CONAMA)  
Obispo Donoso no. 6, Providencia  
Santiago, Chili  
Téléphone : (56 2) 240 5763  
Télécopie : (56 2) 241 1888  
Courriel : jrovira@conama.cl

Paeile, Vicente

National Commission for the Environment  
Obispo Donoso no. 6, Providencia  
Santiago, Chili  
Téléphone : (56 2) 240 5696  
Télécopie : (56 2) 242 8418  
Courriel : vpaieile@conama.cl

### **Chine**

Zhu, Guangyao  
Executive Director  
World Bank  
Room # MC13-431  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : (202) 458-0058  
Télécopie : (202) 522-1579  
Courriel : gzhu@worldbank.org

Xiao Yu, Zhao

Director General  
International Department  
Ministry of Finance  
Beijing 100820  
République populaire de Chine  
Téléphone : (86-10) 6855 3101  
Télécopie : (86 10) 6855 1125

### Colombie

Arboleda, Juan Pablo Bonilla  
Vice Minister  
Ministry of the Environment  
Calle 37, No. 8-40  
Bogota, D.C., Colombie  
Téléphone : 571 332 3400  
Télécopie : 571 288 9835

Nieto, Jimena  
Head  
International Affairs Office  
Ministry of the Environment  
Calle 37, No. 8-40  
Bogota, D.C., Colombie  
Téléphone : 571 288 6954  
Télécopie : 571 288 9860  
Courriel : jnieto@minambiente.gov.co

### Commission européenne

Hanna, Jill  
Chef de service adjoint  
DG XI.A.4 TRMF 5/44  
200 Rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles, Belgique  
Téléphone : (32-2) 295-3232  
Télécopie : (32-2) 296-9557  
Courriel : jill.hanna@dg11.uc.be

### Comores

Youssef, Hamadi  
Directeur général de l'Environnement  
Ministère du Développement rural, des  
Pêches et de l'Environnement  
Moroni, Comores  
Télécopie : (269) 73 13 57

Oumouri, Mohamed Youssef  
Coordinateur des activités du FEM-Comores  
Unité de Gestion des activités du FEM  
Ministère des Relations Extérieures  
BPI 234  
Moroni, Comores  
Téléphone : (269) 73 62 22/60 26  
Télécopie : (269) 73 68 49  
Courriel : myoumouri@yahoo.fr

### Congo, République démocratique du

Banamuhere Baliene, Salomon  
Ministre  
Ministère des Affaires foncières,  
de l'Environnement et du Développement  
touristique  
B.P. 12348 – Kinshasa 1  
15, avenue Papa Ileo  
(ex des Cliniques)  
Kinshasa/Gombe  
République démocratique du Congo  
Téléphone : (243) 88-02795  
Télécopie : (243) 88-43675  
Courriel : minaffet@yahoo.fr ou  
bbsalomon@hotmail.com

Makonga, Kasulu Seya  
Directeur du Développement durable  
Ministère des Affaires étrangères  
et de la Conservation de la nature  
B.P. 12348 – Kinshasa 1  
15, avenue Papa Ileo  
(ex des Cliniques)  
Kinshasa/Gombe  
République démocratique du Congo  
Téléphone : 243-99-05957  
Télécopie : 243-88-43675  
Courriel : kaseyamak@yahoo.fr

### Congo, République du

Mampouya, Michel  
Ministre de l'Environnement  
B.P. 2124, Brazzaville  
République du Congo  
Téléphone : (242) 810291/95  
Télécopie : (242) 812611

Okouromgoulu, Joachim  
Directeur general de l'Environnement  
B.P. 958, Brazzaville  
République du Congo  
Téléphone : (242) 810295  
Télécopie : (242) 810330  
Courriel : gescongo@hotmail.com

### Corée, République de

Cho, Won-ho  
Deputy Director General  
Environment and Science Affairs

International Economic Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs and Trade  
(MOFAT)  
Government Complex Bldg  
77 Sejong-ro Jongro-gu  
Seoul 110-760  
République de Corée  
Téléphone : (82-2) 720-2329  
Télécopie : (82-2) 722-7581  
Courriel : environment@mofat.go.kr

### Corée, République démocratique populaire de

Choe, Su Hon  
Chairman  
National Coordinating Committee for  
Environment  
P.O. Box 44 Sungri Street, Zungsondong  
Central District, Pyongyang  
République démocratique populaire de  
Corée  
Téléphone : 850 2 3818370  
Télécopie : 850 2 3814660

### Costa Rica

Chacon, Ricardo Ulate  
Director  
International Relations and Cooperation  
Ministry of Environment  
Costa Rica  
Téléphone : (506) 257-5658  
Télécopie : (506) 222-4580  
Courriel : rulate@minae.go.cr

### Côte d'Ivoire

Bleu-Laine, Gilbert  
Ministre  
Ministère de l'Environnement et du Cadre  
de vie  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 20222050  
Télécopie : (225) 20213578

Kone, Alimata  
Directeur adjoint  
Caisse autonome d'amortissement  
Av. Marchand 01 BP 670  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 20209829/20209830

Télécopie : (225) 20213578  
Courriel : alimats5@yahoo.fr

### Croatie, République de

Kovacevic, Bozo  
Minister  
Ministry of Environmental Protection and  
Physical Planning  
Ulica Republike Austrije 20  
HR-1000 Zagreb  
République de Croatie  
Téléphone : (385-1) 3872444  
Télécopie : (385-1) 3772822

Sunjic, Hrvojka  
Air Protection Adviser  
Ministry of Environmental Protection and  
Physical Planning  
Ulica grada Vukovara 78  
10 000 Zagreb  
République de Croatie  
Téléphone : (385-1) 6106-494  
Télécopie : (385-1) 6118-388  
Courriel : hrvojka.sunjic@duzo.hinet.hr

### Cuba

Chamero, Jorge  
Director for International Collaboration  
Ministry of Science, Technology, and  
Environment  
Capitolio Nacional,  
Prado y San Jose  
Ciudad de la Habana  
Cuba-CP 10200  
Téléphone : (537) 670-606  
Télécopie : (537) 338-054  
Courriel : chamero@citma.cu

## D

### Danemark

Isaksen, Bodil Troelstrup  
Head of Section  
Secretariat for the Environment and  
Sustainable Development (MILJO)  
Royal Ministry of Foreign Affairs  
2 Asiatisk Plads

DK-1448 Copenhagen K  
Danemark  
Téléphone : (45) 33 921673  
Télécopie : (45) 33 92 1678  
Courriel : bodisa@um.dk

Hyldebrand, Susanne and  
Pernille Haubroe  
Royal Danish Embassy  
3200 Whitehaven Street, N.W.  
Washington, D.C. 20008  
États-Unis  
Téléphone : (202) 234-4300  
Télécopie : (202) 328-1470  
Courriel : pehaub@wasmb.um.dk

### Djibouti

Bouraleh, Isaa Daher  
Premier Secrétaire  
Ambassade de Djibouti  
1156 15th Street, N.W., Suite 515  
Washington, D.C. 20005  
États-Unis  
Téléphone : (202) 331-0270  
Télécopie : (202) 331-0302  
Courriel : usdjibouti@aol.com

Waiss, Aboukaber Douale  
Secrétaire général  
Ministère de l'Environnement  
BP 11, Djibouti  
République de Djibouti  
Téléphone : (253) 35 85 22/35 00 06  
Télécopie : (253) 35 16 18

### Dominique

Pascal, Lloyd  
Minister  
Ministry of Agriculture and Environment  
Government Headquarters  
Kennedy Avenue  
Roseau, Dominique  
Téléphone : (767) 448 2401, ext. 3301  
Télécopie : (767) 448 7999  
Courriel : vhendo@cwdom.dm

Williams, Eliud  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and Environment

Government Headquarters  
Kennedy Avenue  
Roseau, Dominique  
Téléphone : (767) 448 2401, ext. 3282/3211  
Télécopie : (767) 448 7999  
Courriel : pswilliams@cwdom.dm

## E

### Égypte, République arabe d'

Khalil, M.S.  
Chief Executive Officer  
Egyptian Environmental Affairs Agency  
(EEAA)  
P.O. Box 955  
Maadi Post Office  
Cairo, Égypte  
Téléphone : (20-2) 52 56 445/52 56 450  
Télécopie : (20-2) 52 56 454

Riad, Mamdouh  
Minister of State for Environmental Affairs  
30 Misr Helwan El-Zyrae Road  
Maadi  
P.O. Box 11728  
Cairo, Égypte  
Téléphone : 011 525 6452  
Télécopie : 011 525 6490

### El Salvador

Interiano, Roberto  
Permanent Mission of El Salvador to the  
United Nations  
46 Park Avenue  
New York, NY 10016  
États-Unis  
Téléphone : (212) 679 1616  
Télécopie : (212) 243 9665  
Courriel : elsalvador@un.int

Jokisch, Walter E.  
Minister of Environment and Natural  
Resources  
Pasaje Mar de Plata No. 2  
Boulevard de los Heroes y Calle Gabriela  
Mistral  
San Salvador, El Salvador

Téléphone : (503) 260 8876  
Télécopie : (503) 260 3092

### Équateur

A-Baki, Ivonne  
Ambassador  
Embassy of Ecuador  
2535 15th Street, N.W.  
Washington, D.C. 20009  
États-Unis  
Téléphone : (202) 234-7200/234-7166  
Télécopie : (202) 667-3482  
Courriel : embajada@usa.net

Luque de Jaramillo, Lourdes  
Minister  
Ministry of Environment  
Avda. Amazonas y Eloy Alfaro  
Edificio MAG  
7mo. piso, Quito, Équateur  
Téléphone : (593-2) 563462  
Télécopie : (593-2) 500041  
Courriel : lluque@ambiente.gov.ec

### Érythrée

Iyassu, Mebrahtu  
Director General  
Department of Environment  
Ministry of Land, Water, and Environment  
P.O. Box 5713  
Asmara, Érythrée  
Téléphone : (291-1) 120311/125887  
Télécopie : (291-1) 126095  
Courriel : mbiyassu@eol.com.er

### Espagne

Martin-Acebes, Angel  
Deputy Director General  
Multilateral Financial Institutions  
Ministry of Economy and Finance  
Paseo de la Castellana 162, Planta 17,  
Dcho 05  
28071 Madrid  
Espagne  
Téléphone : (34-1) 583-5657  
Télécopie : (34-1) 349-3823  
Courriel : angel.martin@sscc.mcx.es

### Estonie

Saar, Kairi  
III Secretary  
External Economic Policy Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Ravala pst.9  
Tallinn EE-15049  
Estonie  
Téléphone : (372) 6 317 200  
Télécopie : (372) 6 317 288  
Courriel : kairi.saar@mfa.ee

Gromov, Allan  
Director General  
Environmental Policy Department  
Ministry of Environment  
Toompuiestee 24,  
Tallinn 15 172  
Estonie  
Téléphone : (372) 62 62 840  
Télécopie : (372) 62 62 845  
Courriel : Allan@ekm.envir.ee

### États-Unis

Schuerch, William E.  
Deputy Assistant Secretary  
U.S. Department of the Treasury  
1500 Penn. Ave., N.W., Room 3222  
Washington, D.C. 20220  
États-Unis  
Téléphone : (202) 622-0153  
Télécopie : (202) 622-1228

Burnam, Jeffrey  
Deputy Assistant for Environment  
Bureau of Oceans and International  
Environmental  
and Scientific Affairs  
U.S. Department of State  
Washington, D.C.  
États-Unis  
Téléphone : (202) 647-3479  
Télécopie : (202) 647-0217  
Courriel : burnamjm@state.gov

### Éthiopie

Egziabher, Tewolde Berhan G.  
General Manager  
Environment Protection Authority

P.O. Box 12760  
Addis Ababa  
Éthiopie  
Téléphone : (251-1) 186202  
Télécopie : (251-1) 610077

#### **Ex-République yougoslave de Macédoine**

Popovski, Toni  
Minister  
Ministry of Environment  
Drezdenska 52  
91000 Skopje  
République de Macédoine  
Téléphone : (389-91) 366-595  
Télécopie : (389-91) 366-931  
Courriel : infoeuo@woe.gov.mc

#### **F**

#### **Fédération de Russie**

Tveritinov, Sergey  
Environmental Director  
International Cooperation Department  
Ministry of Natural Resources  
4/6 B. Gruzinskaya Street  
Moscow  
GSP-123812  
Fédération de Russie  
Téléphone : (7-095) 254-2733/2547565  
Télécopie : (7-095) 254-8283  
Courriel : tveritinov@mnr.gov.ru

#### **Fidji**

Nair, Bhaskaran  
Deputy Permanent Secretary  
Ministry of Local Government, Housing  
and Environment  
P.O. Box 2131  
Government Buildings  
Suva, Fidji  
Téléphone : (679) 304 307  
Télécopie : (679) 303 515  
Courriel : bnair@is.com.fj

#### **Finlande**

Mustonen, Pauli  
Director, Sector Policy  
Department for International  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Katajanokanlaituri 3, P.O. Box 176  
00161 Helsinki  
Finlande  
Téléphone : (358-9) 16056410  
Télécopie : (358-9) 16056100  
Courriel : pauli.mustonen@formin.fi

Pärnänen-Landtman, Anu  
Counsellor  
Department for International  
Development Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Katajanokanlaituri 3, P.O. Box 176  
00161 Helsinki  
Finlande  
Téléphone : (358-9) 16056421  
Télécopie : (358-9) 16056100  
Courriel :  
anu.parnanenlandtman@formin.fi

#### **France**

Fayolle, Ambroise  
Directeur général adjoint de l'Agence  
de la dette  
Direction du Trésor  
Ministère de l'Économie, des Finances  
et de l'Industrie  
139 rue de Bercy  
Teledoc 231  
75572 Paris, Cedex 12  
France  
Téléphone : (33-1) 4487-7360  
Télécopie : (33-1) 5318-7656  
Courriel :  
ambroise.fayolle@dt.finances.gouv.fr

Martin, Marc-Antoine  
Secrétaire général du FFEM  
Agence française de Développement  
5 rue Roland Barthes  
75598 Paris, Cedex 12  
France  
Téléphone : (33-1) 53-44-33-74

Télécopie : (33-1) 53-44-32-48  
Courriel : martinma@afd.fr

#### **G**

#### **Gabon**

Directeur général  
Ministre de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement  
B.P. 165  
Libreville, Gabon  
Téléphone : (241) 761210  
Télécopie : (241) 765974/743499

#### **Gambie**

Cham, Momodou  
Executive Director  
National Environment Agency  
5 Fitzgerald St., PMB 48  
Banjul  
Gambie  
Téléphone : (220) 224178/224867  
Télécopie : (220) 229701  
Courriel : nea@gamtel.gm

#### **Géorgie**

Adeishvili, Malkhaz  
Head  
Department of Environmental Policy  
68 (a) Kostava Street  
Tbilisi 380079  
Géorgie  
Téléphone : (995-32) 331299/230664  
Télécopie : (995-32) 333952  
Courriel : madeishvili@caucasus.net

#### **Ghana**

Fobih, Dominic  
Minister  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box M232  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233) 21 662 626  
Télécopie : (233) 21 666 896  
Courriel : dfobih@ghana.com

Nsenkyire, Edward O.  
Ag. Chief Director  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box 232  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233-21) 673336  
Télécopie : (233-21) 666896  
Courriel : mest@africaonline.com.gh

#### **Grèce**

Constantinidou, Anna  
First Secretary (Economic Office)  
Embassy of Greece  
2211 Massachusetts Ave., N.W.  
Washington, D.C. 20008  
États-Unis  
Téléphone : (202) 745-7100  
Télécopie : (202) 265-4291

#### **Grenade**

Stanislas, Lamuel  
Ambassador  
Permanent Mission of Grenada to the UN  
800 Second Ave, 4th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 599-0301  
Télécopie : (212) 599-1540  
Courriel : grdun@undp.org

Antoine, Timothy  
Permanent Secretary  
Ministry of Finance  
The Carenage  
St. George's  
Grenade  
Téléphone : (473) 440 2731/2928  
Télécopie : (473) 440 4115

#### **Guatemala**

Rosenthal, Gert  
Ambassador, Permanent Representative  
Permanent Mission of Guatemala to the UN  
57 Park Avenue  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 679-4760  
Télécopie : (212) 685-8741  
Courriel : grosenthal@un.int

Lavarreda Anleu, Sergio Augusto  
Vice-Minister  
Ministry of the Environment and Natural  
Resources  
7ma. Avenida y 10 Calle  
6-81 Edificio 7 y 10, Zona 1  
Guatemala City, Guatemala  
Téléphone : (502) 220-3801  
Télécopie : (502) 220-3928  
Courriel : sergiolavarreda@hotmail.com

### Guinée

N'Diaye, Kadiatou  
Directeur  
Direction nationale de l'environnement  
Box 3118  
Conakry, Guinée  
Téléphone : (224) 46-48-50  
Télécopie : (224) 46-48-39

### Guinée-Bissau

Tchuda, Adelino  
Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environment  
P.O. Box 399  
Bissau, Guinée-Bissau  
Téléphone : (245) 223149  
Télécopie : (245) 221925

da Silva, Alziro Adriano  
Director of Environment  
Environment Department  
Ministry of Natural Resources and  
Environment  
P.O. Box 399  
Bissau, Guinée-Bissau  
Téléphone : (245) 223260

### Guyana

Luncheon, Roger F.  
Secretary to the Cabinet  
Office of the President  
Vlissengen and South Roads  
Georgetown, Guyana  
Téléphone : (592) 225-7051  
Télécopie : (592) 226-3395  
Courriel : luncheon@sdpn.org.gy

## H

### Haïti

Nicolas, Gabriel  
Directeur général  
Ministère de l'Environnement  
181, Haut de Turgeau  
Port-au-Prince  
Haïti  
Téléphone : (509) 245-0635  
Télécopie : (509) 245-7572

### Honduras

Panting, Patricia G.  
Minister  
Ministro de Recursos Naturales y  
Ambiente  
100 Mts. al Sur Estadio Nacional  
Tegucigalpa, MDC  
Honduras  
Téléphone : (504) 232-1386/1861  
Télécopie : (504) 232-6250

### Hongrie

Farago, Tibor  
Ministry of Environment and Water  
P.O. Box 351  
1394 Budapest  
Hongrie  
Téléphone : (36-1) 457-3385  
Télécopie : (36-1) 201-3134  
Courriel : farago@mail.ktm.hu

Becker, Laszlo  
Ministry of Environment and Water  
P.O. Box 351  
1394 Budapest  
Hongrie  
Téléphone : (36-1) 457-3385  
Télécopie : (36-1) 201-3134  
Courriel : becker@mail.ktm.hu

## I

### Îles Cook

Pittman, Edwin  
Secretary  
Ministry of Foreign Affairs and  
Immigration  
P.O. Box 105  
Avarua, Rarotonga  
Îles Cook  
Téléphone : (68-2) 29-347  
Télécopie : (68-2) 21247  
Courriel : secfa@foraffairs.gov.ck

### Îles Marshall

Maddison, Marie  
Secretary of Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Majuro 96960  
République des Îles Marshall  
Téléphone : (692) 625 3181/3012  
Télécopie : (692) 625 4979  
Courriel : mofatsec@ntamar.com ou  
mofat@ntamar.com

Bungitak, John  
General Manager  
Environmental Protection Authority  
P.O. Box 1322  
Majuro 96960  
République des Îles Marshall  
Téléphone : (692) 625-5203/3035  
Télécopie : (692) 625-5202  
Courriel : eparmi@ntamar.com

### Îles Salomon

Mara, Gordon  
Minister  
Ministry of Forests, Environment,  
and Conservation  
P.O. Box G24  
Honiara  
Îles Salomon  
Téléphone : (677) 22453/22944  
Télécopie : (677) 21245

Biliki, Moses  
Director of Environment, and  
Conservation  
Ministry of Forests, Environment, and  
Conservation  
P.O. Box G24, Honiara  
Îles Salomon  
Téléphone : (677) 25848  
Télécopie : (677) 21245  
Courriel :  
mosesb@welkam.solomon.com.sb

### Inde

Kumar, Sanjeeva  
Director  
Department of Economic Affairs  
New Delhi – 110001  
Inde  
Téléphone : (91 11) 301 3607  
Courriel : Sanjeeva@Finance.Nic.In

Joshi, Shailendra  
Director  
International Cooperation and Sustainable  
Development  
Ministry of Environment and Forests  
Paryavaran Bhawan, CGO Complex  
Lodhi Road, New Delhi 110 003  
Inde  
Tél./Télécopie : 91 11 243 62387  
Courriel : skjoshi@menf.delhi.nic.in

### Indonésie

Sumardja, Effendy  
Assistant to the Minister  
Global Environment Affairs  
State Ministry for the Environment  
Jalan D.I. Panjaitan, Kebon Nanas,  
Jakarta 13410  
Indonésie  
Téléphone : (62-21) 8580066  
Télécopie : (62-21) 8580066  
Courriel : eas@menlh.go.id

### Iran, République islamique d'

Hosseini, Pirooz  
Ambassador  
Permanent Representative to UN and  
Other International Organizations

Ateliergasse 4  
1220 Vienna  
Autriche  
Téléphone : (43-1) 2699660  
Télécopie : (43-1) 2699791  
Courriel : pm.iran@xpoint.at

Moeini, Hossein  
First Secretary  
Permanent Mission of Iran to the UN  
622 Third Ave, 34th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 842-8220  
Télécopie : (212) 867-7086

Aghazadeh, Javad  
Advisor  
Permanent Mission of Iran to the UN  
622 Third Ave, 34th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 687-2020  
Télécopie : (212) 867-7086

#### **Irlande**

Felle, Bart  
Department of the Environment and Local  
Government  
Custom House  
Dublin 1, Irlande  
Téléphone : (353-1) 679-3377  
Télécopie : (353-1) 888-2014  
Courriel : Bart\_Felle@environ.irlgov.ie

#### **Israël**

Adam, Ron  
Minister  
Permanent Mission of Israel to the UN  
800 Second Ave.  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 499-5579  
Télécopie : (212) 499-5585

#### **Italie**

Zucchini, Silvia  
Ministry of the Economy and Finance

Dept. of the Treasury  
International Financial Relations  
Via XX Settembre 97  
00187 Rome  
Italie  
Téléphone : 39 06 47613094  
Télécopie : 39 06 4826291  
Courriel : silvia.zucchini@tesoro.it

Pettinari, Paola  
ED's Assistant  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Room MC 13-751  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : (202) 458-0297  
Télécopie : (202) 477-3735  
Courriel : ppettinari@worldbank.org

#### **J**

#### **Jamaïque**

Neil, Stafford  
Ambassador  
Permanent Mission of Jamaica to the UN  
767 Third Avenue, 9th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 935-7509  
Télécopie : (212) 935-7607  
Courriel : jamaica@un.int

Barnaby, Leonie  
Senior Director  
Ministry of Environment and Housing  
2 Hagley Park Road  
Kingston 10  
Jamaïque  
Téléphone : (876) 929-2792

#### **Japon**

Saitou, Kazushige  
Chief  
Development Policy Division International  
Bureau

Ministry of Finance  
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo 100-0013  
Japon  
Téléphone : (81-3) 3581 4144  
Télécopie : (81-3) 5251 2161  
Courriel : kazushige.saitou@mof.go.jp

#### **Jordanie**

Hadid, Jawad  
Minister  
Ministry of Planning  
P.O. Box 555  
Amman, Jordanie  
Téléphone : (962-6) 464-4466  
Télécopie : (962-6) 464-9341

Khdier, Kamal M.  
Director  
Water and Tourism Department  
Ministry of Planning  
P.O. Box 555  
Amman, Jordanie  
Téléphone : (962-6) 4644466  
Télécopie : (962-6) 4649341  
Courriel : kkhdier@mop.gov.jo

#### **K**

#### **Kazakhstan**

Mussataev, Murat  
Vice-Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environmental Protection  
Kokshetau-city 475000  
81, Karl Marx Street  
Kazakhstan  
Téléphone : (7-31622) 54269  
Télécopie : (7-31622) 50620

Shukputov, Andar  
Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environmental Protection  
Kokshetau-city 475000  
81, Karl Marx Street

Kazakhstan  
Téléphone : (7-31622) 54242  
Télécopie : (7-31622) 50620

#### **Kenya**

Koech, Michael  
Director General  
National Environment Management  
Authority  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
P.O. Box 47146  
Nairobi  
Kenya  
Téléphone : (254-2) 2609013/27  
Télécopie : (254-2) 608997

#### **Kirghize, République**

Eshmambetov, Radbek B.  
Minister  
Ministry of Ecology and Emergency  
Situations  
2/1, Toktonaliev Street  
Bishkek 720055  
République kirghize  
Téléphone : (996-312) 541177  
Télécopie : (996-312) 541177  
Courriel : min-eco@elcat.kg

#### **Kiribati**

Taoaba, Karibaiti  
Permanent Secretary  
Ministry of Environment and Social  
Development  
P.O. Box 234  
Bikenibeu, Tarawa  
Kiribati  
Téléphone : (686) 28211/28000  
Télécopie : (686) 28334/28593  
Courriel : mesd@tskl.net.ki

#### **L**

#### **Lesotho**

Metsing, J.T.  
Ministry of Tourism

Culture and Environment  
Box 52, Maseru  
Lesotho  
Téléphone : (266) 311054  
Télécopie : (266) 310194

#### **Lettonie**

Apene, Ingrida  
Senior Desk Officer  
Environmental Protection Department  
Ministry of Environmental Protection and  
Regional Development  
25 Peldu Street  
Riga LV-1494  
Lettonie  
Téléphone : (371-7) 026508  
Télécopie : (371-7) 820442  
Courriel : erna@varam.gov.lv

#### **Liban**

Hatjian, Berj  
Directeur général  
Ministère de l'Environnement  
P.O. Box 70-1091  
Antelias, Liban  
Téléphone : (961-4) 522222  
Télécopie : (961-4) 525080  
Courriel : dgmoe@moe.gov.lb

Khoury, Nancy  
Relations publiques et internationales  
Ministère de l'Environnement  
P.O. Box 70-1091  
Antelias, Liban  
Téléphone : (961-4) 522222  
Télécopie : (961-4) 525080  
Courriel : n.khoury@moe.gov.lb

#### **Libéria**

Massaquoi, Roland C.  
Minister of Agriculture and  
Chairman of Environment Commission  
P.O. Box 2897  
Libéria  
Téléphone : (231) 227368/227297/226915  
Télécopie : (231) 226104/226210/227531  
Courriel : rolandmassaquoi@yahoo.com

Kromah, Fodee  
Executive Director  
National Environmental Commission  
P.O. Box 2897  
Libéria  
Téléphone : (231) 227297/227368  
Télécopie : (231) 226104/226210  
Courriel : necolib@yahoo.com

#### **Libye**

Ehtuish, Ehtuish F.  
Assistant Secretary for Environment,  
Resources, and Urban Planning  
Libyan People's General Congress  
Tripoli, Jamahiriya arabe libyenne

Amer, Mohamed M.  
Head, Office of Planning and Emergency  
Environmental General Authority (EGA)  
P.O. Box 83618  
Tripoli, Jamahiriya arabe libyenne  
Téléphone : (218-21) 4840043  
Télécopie : (218-21) 4839991  
Courriel : ega@egalibya.org

#### **Lituanie**

Venckunaite, Indre  
Chief Consultant  
Projects Programmes Management Unit  
Ministry of Environment  
A. Jaksto 4/9  
LT-2694, Vilnius  
Lituanie  
Téléphone : (370-2) 314741  
Télécopie : (370-2) 621158/220847  
Courriel : indre.v@aplunkuma.lt

#### **Luxembourg**

Heinen, Georges  
Head, Multilateral Development Financing  
Ministry of Finance  
3, rue de la Congrégation  
L-2931, Luxembourg  
Luxembourg  
Téléphone : (35-2) 478-2619  
Télécopie : (35-2) 220673  
Courriel : georges.heinen@fi.etat.lu

## **M**

#### **Madagascar**

Rabotoarison, Charles Sylvain  
Director General  
Ministre de l'Environnement  
B.P. 571  
Antananarivo 101  
Madagascar  
Téléphone : (261) 2022 40908  
Télécopie : (261) 2022 41919  
Courriel : minenv@dts.mg

Refeno, Germain  
Secrétaire général de l'environnement  
Direction générale de l'environnement  
B.P. 571  
Antananarivo 101  
Madagascar  
Téléphone : (261) 2022 41877  
Télécopie : (261) 2022 41919  
Courriel : minenv@dts.mg

#### **Malaisie**

Datuk, Siti Hadzer Mohd.  
Federal Treasury, Gov. Off. Complex  
Block 9 8th Fl. Jalan Duta  
50692 Kuala Lumpur  
Malaisie  
Téléphone : (60-3)254-2817  
Télécopie : (60-3) 253-1909

Yahaya, Nadzri  
Deputy Director  
Conservation and Environmental  
Management Division  
Ministry of Science, Technology, and the  
Environment  
Parcel C, Block C5, Level 5  
Federal Government Administrative  
Centre  
Putrajaya, Malaisie  
Téléphone : (60-3) 8889 2973  
Télécopie : (60-3) 8885 8028  
Courriel : nadzri@moste.gov.my

#### **Malawi**

Kabwaza, R.P.  
Director  
Environmental Affairs Department  
Lingadzi House  
Private Bag 394  
Lilongwe 3, Malawi  
Téléphone : (265) 781 111  
Télécopie : (265) 783 379  
Courriel : rkabwaza@malawi.net

#### **Maldives**

Shihab, Hussein  
Deputy Minister  
Ministry of Planning, Human Resources,  
and Environment  
Ghaazee Building  
Male  
République des Maldives  
Téléphone : (960) 323-825  
Télécopie : (960) 327-7351

Rasheed, Aslam  
Director General  
Ministry of Home Affairs, Housing, and  
Environment  
3rd Floor, Huravee Building  
Male  
République des Maldives  
Téléphone : (960) 324-861  
Télécopie : (960) 322-286  
Courriel : env@environment.gov.mv

#### **Mali**

Kanoute, Salif  
Secrétaire technique permanent  
Ministère de l'Équipement, de  
l'Aménagement du Territoire, de  
l'Environnement et de l'Urbanisme  
BP 2357  
Bamako  
République du Mali  
Téléphone : (223) 822 6211  
Télécopie : (223) 822 6212

## Malte

Piscopo, Ray  
Director  
Environment Protection Directorate  
Malta Environment and Planning  
Authority  
St. Francis Revelin  
Floreiana  
Malte  
Téléphone : (356) 2290 1584  
Télécopie : (356) 2290 1585  
Courriel : ray.piscopo@mepa.org.mt

## Maroc

Hilali, M'hamed  
Chargé de mission  
au Département des Affaires générales du  
gouvernement  
Ministère de l'Économie sociale des  
petites et moyennes entreprises et de  
l'Artisanat  
Royaume du Maroc  
Télécopie : (212-37) 774287  
Courriel : hilali@affaires-generales.gov.ma

Sahibi, M. Abdelfattah  
Chef de division  
Département de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement  
36 Avenue Abtal  
Agdal, Rabat  
Royaume du Maroc  
Téléphone : (212-37) 681018  
Télécopie : (212-37) 772640  
Courriel : dpp@minenv.gov.ma

## Maurice

Kushiram, Kushal Chand  
Minister  
Min. of Economic Development, Financial  
Services, and Corporate Affairs  
Emmanuel Anquetil Building  
9th Floor  
Port Louis, Maurice  
Téléphone : (230) 201-1260  
Télécopie : (230) 212-4124

Wong So, Guy  
Director  
Ministry of Economic Planning and  
Development  
Emmanuel Anquetil Building  
9th Floor  
Port Louis, Maurice  
Téléphone : (230) 201-1261  
Télécopie : (230) 212-4124  
Courriel : medrc@Bow.Intnet.Mu

## Mauritanie

El Ghaouth, Mohamed M. O.  
Premier conseiller  
Ministère des Affaires étrangères et  
de la coopération  
Nouakchott  
Mauritanie  
Téléphone : (222) 251-8143  
Télécopie : (222) 252-860/258-143  
  
Bahneine, El Hadrami Ould  
Directeur de l'Environnement et de  
l'Aménagement rural  
BP 170  
Nouakchott  
Mauritanie  
Téléphone : (222) 290115  
Télécopie : (222) 258386

## Mexique

Ochoa, Ricardo  
Director General Adjunto de Organismos  
Financieros Internacionales  
Secretaria de Hacienda y Credito Publico  
Palacio Nacional, 2 Patio Mariano, Piso 4  
Col. Centro. C.P. 06000  
Mexique  
Téléphone : (55-52) 91581444  
Télécopie : (55-52) 91581490/95  
Courriel : ricardo\_ochoa@hacienda.gob.mx

## Micronésie, États fédérés de

Iehsi, Ieske K.  
Secretary  
Department of Foreign Affairs  
P.O. Box PS 123  
Palikir, Pohnpei 96941

États fédérés de Micronésie  
Téléphone : (691) 320-2544  
Télécopie : (691) 320-2933  
Courriel : foreignaffairs@mail.fm

Anefal, Sebastian  
Secretary  
Department of Economic Affairs  
P.O. Box PS 123  
Palikir, Pohnpei 96941  
États fédérés de Micronésie  
Téléphone : (691) 320-2613  
Télécopie : (691) 320-2933

## Moldova

Jolondcovschi, Alexandru  
Prime vice-minister  
Ministry of Environment and Territorial  
Development  
9 Cosmonautilor Street  
Chisinau, MD-2005  
République de Moldova  
Téléphone : (373-2) 228612/226853  
Télécopie : (373-2) 220748  
Courriel : alexjol@mediu.moldova.md

Zaporajan, Igor  
Head of Technical Assistance Unit  
General Division of International Relations  
and Technical Assistance  
Ministry of Ecology, Construction, and  
Territorial Development  
9 Cosmonautilor Street, Room 618  
Chisinau, MD-2005  
République de Moldova  
Téléphone : (373-2) 226853  
Télécopie : (373-2) 220748  
Courriel : codru@mediu.moldova.md

## Mongolie

Enkhsaikhan, Jargalsaikhany  
Ambassador  
BIZINFO  
3rd Floor, Monreimpex International  
Trade Center  
Baga Toiruu-35  
CPO Box 1001  
Ulaanbaatar-13  
Mongolie

Télécopie : 976 11 234 777  
Courriel : enkhee53@yahoo.com

Oyundar, Navaan-Yunden  
Director  
Department of International Cooperation  
Ministry for Nature and the Environment  
Government Building No. 3  
Baga Toiruu 44, Ulanbaatar 11  
Mongolie  
Téléphone : (976-11) 312269  
Télécopie : (976-11) 321401  
Courriel : Baigyam@magicnet.mn

## Mozambique

Mabjaia, Francisco  
Vice-Minister  
Ministry for Coordination of  
Environmental Affairs (MICOA)  
Rua de Kassuende, 167  
C.P. 2020 Maputo  
Mozambique  
Téléphone : (258-1) 495409/485265  
Télécopie : (258-1) 496108/485264

Baquete, Evaristo  
National Director of Environmental  
Management  
Ministry for Coordination of  
Environmental Affairs (MICOA)  
Av. Acordos de Lusaka 2115  
C.P. 2020 Maputo  
Mozambique  
Téléphone : (258-1) 465843  
Télécopie : (258-1) 465849

## Myanmar

Lay, Yin Yin  
Director  
The National Commission for  
Environmental Affairs (NCEA)  
No. 37 Thantaman Rd.  
Dagon Township, Yangon  
Myanmar  
Téléphone : (95-1) 221594  
Télécopie : (95-1) 221546  
Courriel : env.myan@mptmail.net.mm



## N

### Namibie, République de

Simenda, Simwanza  
Permanent Secretary (Acting)  
Directorate of Environmental Affairs  
Ministry of Environment and Tourism  
Private Bag 13306  
Windhoek  
République de Namibie  
Téléphone : (264) 61 2842180  
Télécopie : (264) 61 229936  
Courriel : agawachas@met.gov.na

Nghitila, Toefilus  
Acting Head  
Directorate of Environmental Affairs  
Ministry of Environment and Tourism  
Private Bag 13306  
Windhoek  
République de Namibie  
Téléphone : (264) 61 249015  
Télécopie : (264) 61 240339

### Nauru

Itsimaera, Angie  
Secretary  
Department of Foreign Affairs  
République de Nauru  
Téléphone : (674) 444 3191  
Télécopie : (674) 444 3105

Cain, Joseph  
Secretary  
Department of Industry and Economic  
Development  
Government Offices  
Yaren District  
République de Nauru  
Téléphone : (674) 444 3181  
Télécopie : (674) 444 3745  
Courriel : jcain@cenpac.net.nr

### Népal

Koirala, Bimal Prasad  
Secretary  
Ministry of Finance  
His Majesty's Government of Nepal  
Bagdurbar

Kathmandu, Népal  
Téléphone : (977-1) 223280/244320  
Télécopie : (977-1) 259891

Ghimire, Madhav P.  
Joint Secretary  
Ministry of Finance  
Foreign Aid Coordination Division  
Bagdurbar  
Kathmandu, Népal  
Téléphone : (977-1) 259837/534096  
Télécopie : (977-1) 259891  
Courriel : mpghimire@hotmail.com

### Nicaragua

Castillo, Eduardo Marin  
Vice Minister  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
Km. 12 1/2 Carretera Norte  
Managua  
Nicaragua  
Téléphone : (505-2) 263-1968  
Télécopie : (505-2) 263-2833  
Courriel : vicemare@sdnnc.org

Sepulveda, Norwin  
Enlace Tecnico Nacional  
Corredor Biologico Mesoamericano  
Ministerio del Ambiente y los Recursos  
Naturales  
Km. 12 1/2 Carretera Norte  
Managua  
Nicaragua  
Téléphone : (505) 263-2083  
Télécopie : (505) 263-4455

### Niger

Salaou, Adamou  
Secrétaire général  
Ministère des Finances et de l'Économie  
Niamey, Niger  
Téléphone : (227) 72 20 37  
Télécopie : (227) 73 59 34

Saley, Hassane  
Secrétaire exécutif du CNEDD  
Cabinet du Premier Ministre  
BP 10 193

Niamey, Niger  
Téléphone : (227) 72 25 59/72 42 64  
Télécopie : (227) 72 29 81  
Courriel : biocnedd@intnet.ne ou  
hassanesaley@hotmail.com

### Nigéria

Okopido, Ime Titus  
Minister of State  
Federal Ministry of Environment  
Federal Secretariat Complex  
P.M.B. 462, 7th Floor,  
Abuja, Nigéria  
Téléphone : (234-9) 5234931  
Télécopie : (234-9) 5234931/3140608

Olojede, Ayodele Adekunle  
Federal Ministry of Environment  
Federal Secretariat Complex  
9th Floor, Shehy Shagari Way  
P.M.B. 468  
Garki - Abuja  
Nigéria  
Téléphone : (234-9) 5234931  
Télécopie : (234-9) 5234931/3140608  
Courriel : aolojede@yahoo.com

### Nioué

Talagi, Sisilia  
Secretary to Government  
Premier's Department  
P.O. Box 40  
Alofi, République de Nioué  
Téléphone : (68-3) 4200, ext. 85  
Télécopie : (68-3) 4206/4232  
Courriel : secgov.premier@mail.gov.nu

Tatui, Crossley  
Deputy Secretary  
External Affairs Office  
Premier's Department  
P.O. Box 40  
Alofi, République de Nioué  
Téléphone : (683) 4200  
Télécopie : (683) 4232/4206  
Courriel : secgov.premier@mail.gov.nu

### Norvège

Skare, Mari  
Head of Division

Department of Trade Policy, Natural  
Resources, and Environmental Affairs  
Section for Environment and Sustainable  
Development  
Royal Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box 8114 Dep.  
N-0032 Oslo, Norvège  
Téléphone : (47-22) 243608  
Télécopie : (47-22) 242782  
Courriel : msk@mfa.no

### Nouvelle-Zélande

Duncan, Lucy  
Director  
Environment Division  
Ministry of Foreign Affairs and Trade  
Wellington, Nouvelle Zélande  
Téléphone : (64-4) 473-2047  
Télécopie : (64-4) 494-8507  
Courriel : lucy.duncan@mfat.govt.nz

## O

### Ouganda

Muduuli, Mary  
Deputy Secretary to the Treasury  
Ministry of Finance, Planning, and  
Economic Development  
Finance Headquarters Building  
Plot 2-12 Appollo Kaggwa Road  
P.O. Box 8147  
Kampala  
Ouganda  
Téléphone : (256-41) 250005  
Télécopie : (256-41) 234433  
Courriel : mcmud@africaonline.co.ug ou  
mcmud@africaonline.co.ug

### Ouzbékistan

Sherimbetov, Khalilulla  
Chairman  
State Committee for Nature Protection  
7, A. Kadiry Street  
Tashkent 700128  
Ouzbékistan  
Téléphone : (998-712) 410442/413080  
Télécopie : (998-712) 415633

Myagkov, Sergey  
SANIGMI  
72, K. Makhsumov Street  
Tashkent 700052  
Ouzbékistan  
Téléphone : (998-71) 2358329  
Télécopie : (998-71) 1331150  
Courriel : sanigmi@meteo.uz

## P

### Pakistan

Khan, Jawed Ali  
Director (PEPC)  
Ministry of Environment, Local Govt.,  
and Rural Development  
Islamabad, Pakistan  
Téléphone : (92-51) 920-2574  
Télécopie : (92-51) 920-2211  
Courriel : jawedalikh@hotmail.com

### Palaos, République de

Shmull, Temmy L.  
Minister of State  
Ministry of State  
P.O. Box 100  
Kotor, 96949  
République de Palaos  
Téléphone : 680-488-2509  
Télécopie : 680-488-2443  
Courriel : ministryofstate@palaunet.com

### Panama

Balid, Ramon  
Planning and Environmental Policy  
Director  
National Environmental Authority  
République du Panama  
Téléphone : (507) 315-0476  
Courriel : vasbalid@sinfo.net

Morales, Ricardo Anguizola  
Administrator General  
ANAM  
Apartado C 0843  
Balboa, Ancon

Panama 4, Panama  
Téléphone : (507) 315-0527  
Télécopie : (507) 315-0663  
Courriel : ranguizola@anam.gob.pa

### Papouasie-Nouvelle-Guinée

Delaney, Adam Vai  
First Secretary  
Mission of Papua New Guinea to the UN  
201 East 42nd Street, Suite 405  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 557-5001  
Télécopie : (212) 557-5009  
Courriel : png@un.int

Iamo, Wari  
Director  
Department of Environment and  
Conservation  
P.O. Box 6601  
Boroko National Capital District  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Téléphone : (675) 301-1606/301-1610

### Paraguay

Fassino, Miguel Angel Paredes  
Ministro Secretario Ejecutivo  
Secretaria del Ambiente  
Presidencia de la Republica  
Paraguay  
Téléphone : (595-21) 615806  
Télécopie : (595-21) 615807  
Courriel : mparedes@seam.gov.py

### Pays-Bas

van Voorst Tot Voorst, Sweder  
Director  
Environment and Development  
Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Bezuidehouthoutseweg 67  
P.O. Box 20061, 2500 EB  
The Hague, Pays-Bas  
Téléphone : (31-70) 348-4331  
Télécopie : (31-70) 348-4303

### Pérou

Loret de Mola, Carlos  
National Environmental Council (CONAM)  
Av. San Borja Norte 226  
San Borja, Lima 27  
Pérou  
Téléphone : (51-1) 255-5370  
Télécopie : (51-1) 225-5369  
Courriel : fvargas@conam.gob.pe

Castro, Mariano  
National Environmental Council (CONAM)  
Av. San Borja Norte 226  
San Borja, Lima 27  
Pérou  
Téléphone : (51-1) 255-5370  
Télécopie : (51-1) 225-5369

### Philippines

Mabilangan, Felip  
Ambassador  
Philippine Mission  
556 Fifth Avenue  
New York, NY 10036  
États-Unis  
Téléphone : (212) 764-1300  
Télécopie : (212) 840-8602

Cabantac, Gregorio V.  
Undersecretary  
Department of Environment and Natural  
Resources  
Visayas Avenue, Diliman  
Quezon City, 1100  
Philippines  
Téléphone : (63-2) 928 7861  
Télécopie : (63-2) 926 2683/5595  
Courriel : perycortez@yahoo.com

### Pologne

Szymanski, Zbigniew  
Director  
Department of United Nations  
System and Global Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Al. Szucha 23  
00-580 Warsaw  
Pologne  
Téléphone : (48-22) 52 39 400

Télécopie : (48-22) 62 10 217  
Courriel : zbigniew.szymanski@msz.gov.pl

Nowicki, Maciej  
President  
ECOFUND  
ul. Belwederska 18A  
00-762 Warsaw  
Pologne  
Téléphone : (48-22) 8400901  
Télécopie : (48-22) 840942  
Courriel : ekofund@waw.pdi.net

### Portugal

Caetano, Rosa  
Senior Officer  
Ministry of Finance  
Directorate General for European and  
International Affairs  
Rua da Alfandega No. 5 r/c  
1100-016 Lisboa  
Portugal  
Téléphone : (351-21) 882-3400  
Télécopie : (351-21) 882-3409  
Courriel : rmc@dgaerl.pt

West, Cristina  
Deputy Director General for International  
Relations  
Ministry for Environment and Land Use  
Planning  
Rua de « O Seculo » 51  
2100-433 Lisboa  
Portugal  
Téléphone : (351-21) 323-1528  
Télécopie : (351-21) 323-2504

## R

### République centrafricaine

Doungoube, Gustave  
Directeur général  
MEEFCP  
P.O. 830  
Bangui, République centrafricaine  
Téléphone : (236) 614110/500385  
Télécopie : (236) 615741

### République démocratique populaire lao

Visay, Xayaveth  
Directeur général adjoint  
Ministère de l'Environnement  
Agence scientifique technique et  
environnementale  
P.O. Box 2272  
Vientiane  
République démocratique populaire lao  
Téléphone : (856-21) 213470  
Télécopie : (856-21) 213472

### République dominicaine

Hernandez, Lic. Marina  
ONAPLAN  
Oficinas Gubernamentales  
Ave. Mexico esq. Dr. Delgado, Apartado  
Postal 200200  
Santo Domingo  
République dominicaine  
Téléphone : (809) 221-5140, ext. 205/331  
Télécopie : (809) 221-8627

### République slovaque

Miklos, Laszlo  
Minister  
Ministry of the Environment  
Nam. L. Stura 1  
812 35 Bratislava  
République slovaque  
Téléphone : (421-7) 5162458 (ou 59)  
Télécopie : (421-7) 5162457

Mojik, Ivan  
Department of Air Protection  
Ministry of the Environment  
Nam. L. Stura 1  
812 35 Bratislava  
République slovaque  
Téléphone : (421-7) 5956-2220  
Télécopie : (421-7) 5956-2662  
Courriel : mojik.ivan@lifeenv.gov.sk

### République tchèque

Pastvinsky, Michal  
Director  
Department of Global Relations  
Ministry of Environment  
Vrsoviccka 65

100 10 Prague 10  
République tchèque  
Téléphone : (420-2) 67122735  
Télécopie : (420-2) 67121949  
Courriel : pastvinsky@env.cz

### Roumanie

Bazac, Ion  
Secretary of State for European  
Integration  
Ministry of Waters, Forests, and  
Environmental Protection  
B-dul Libertatii no. 12, Section 5  
Bucharest 70005  
Roumanie  
Téléphone : (40-1) 410 02 19  
Télécopie : (40-1) 335 53 82

Chirila, Liliana  
Counselor  
Directorate of International Programmes  
and Projects  
Ministry of Waters, Forests, and  
Environmental Protection  
B-dul Libertatii no. 12, Section 5  
Bucharest 70005  
Roumanie  
Téléphone/Télécopie : (40-1) 3350067  
Courriel : lchirila@mappm.ro

### Royaume-Uni

Brown, Linda  
Head, Environment Policy Department  
Department for International  
Development (DfID)  
1 Palace Street  
London SW1E 5HE  
Royaume-Uni  
Téléphone : (44) 207 023-0534  
Télécopie : (44) 207 023-0679

Parry, Glenys  
DEFRA  
Zone 4A, Ashdown House  
123 Victoria Street  
London, SW1E 6DE  
Royaume-Uni  
Téléphone : (44) 207 944 6201  
Courriel : glenys.parry@defra.gsi.gov.uk

### Rwanda

Uwimana, Susanne  
Directorate of Environmental Protection  
Ministry of Lands, Human Resettlement,  
and Environmental Protection  
P.O. Box 3502, Kigali  
Rwanda  
Téléphone : (250) 82628/517563  
Télécopie : (250) 08486431  
Courriel : uwisuz@yahoo.com

## S

### Saint-Kitts-et-Nevis

Solomon, Raymond  
Ministry of Health and Environment  
Pelican Mall, P.O. Box 132  
Basseterre  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Téléphone : (869) 465-2620  
Télécopie : (869) 466-3915

Hazel, Hilary  
The Planning Unit  
Ministry of Finance, Development,  
and Planning  
P.O. Box 186, Church Street  
Basseterre  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Téléphone : (869) 465-2521  
Télécopie : (869) 466-7398  
Courriel : planningstk@caribsurf.com

### Sainte-Lucie

Hunte, Julian  
Ambassador  
Permanent Mission of St. Lucia to the UN  
800 Second Ave., 9th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (212) 697 9360  
Télécopie : (212) 697 4993  
Courriel : stlucia@un.int

Satney, Martin  
Permanent Secretary

Ministry of Physical Development,  
Environment, and Housing  
Graham Louisy Administrative Building  
P.O. Box 709  
Castries  
Sainte-Lucie  
Téléphone : (758) 468-4418/4419  
Télécopie : (758) 452-2506  
Courriel : ps@planning.gov.lc

### Saint-Vincent-et-les Grenadines

Gonsalves, Ralph E.  
Prime Minister  
Ministry of Foreign Affairs, Tourism, and  
Information  
Prime Minister's Office  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Téléphone : (784) 456-2060  
Télécopie : (784) 456-2610  
Courriel : svgforeign@caribsurf.com

Murray, Reynold  
Environmental Services Coordinator  
Ministry of Health and the Environment  
Ministerial Building  
St. Vincent  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Téléphone : (784) 485-6992  
Télécopie : (784) 457-2684  
Courriel : svgenv@caribsurf.com

### Samoa

Sua, Mose Pouvi  
Secretary for Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box L1859  
Apia, Samoa  
Téléphone : (685) 25313

### São Tomé-et-Principe

Monteiro de Jesus, Lourenco  
INDES  
B.P. 408  
São Tome  
São Tomé-et-Principe  
Téléphone : (239-12) 22555/25734  
Courriel : gefamb@cstome.net

## Sénégal

Dia Toure, Fatimata  
Directeur  
Département de l'environnement et  
des établissements classés  
Ministère de l'Environnement  
23 Rue Colmette, BP 6557  
Dakar-Etoile  
Sénégal  
Téléphone : (221) 821-0725  
Télécopie : (221) 822-6212  
Courriel : fdtoure@metissacana.sn

## Serbie-Monténégro

Bacovic, Jela  
Federal Ministry of Foreign Economic  
Relations  
Bul. Lenjina 2, Palace of the Federation  
11070 Beograd  
Republic of Serbia  
Yougoslavie  
Téléphone : (381-11) 130-441  
Télécopie : (381-11) 311-2363  
Courriel : jelab@fmfer.sv.gov.yu

Ratkovic, Jovan  
Sector of Multilateral Affairs  
Kneza Milosa 26  
11001 Beograd  
Republic of Serbia, Yougoslavie  
Téléphone : (381-11) 3618-081  
Télécopie : (381-11) 3618-029  
Courriel : pact@eunet.yu

Nikcevic, Miroslav  
Assistant Federal Secretary  
Head of the Environment  
Department  
Federal Secretariat of Labor, Health,  
and Social Care  
Federal Palace, 11070 Beograd  
Republic of Serbia, Yougoslavie  
Téléphone : (381-11) 311-1432  
Télécopie : (381-11) 142-564  
Courriel : nikcevic@hera.smrzs.sv.gov.yu

Mitrovic, Luka  
Assistant Minister  
Ministry of Environment and Space  
Development  
PC « Velika » Krusevac  
81000 Podgorica  
Republic of Montenegro  
Yougoslavie  
Téléphone : (381-81) 234093  
Télécopie : (381-81) 234183  
Courriel : lukam@mn.yu

Mihajlov, Andjelka  
Minister  
Ministry for the Protection of Natural  
Resources and Environment  
Nemanjina 22-26, 11000 Beograd  
Republic of Serbia  
Yougoslavie  
Téléphone : (381-11) 3616 368  
Télécopie : (381-11) 3616 250

## Seychelles

Butler-Payette, Alain  
Secrétaire général  
Ministère des Affaires étrangères  
Maison Queau de Quinssy  
Mont Fleuri, P.O. Box 656  
Victoria, Mahe  
Seychelles  
Téléphone : (248) 283500  
Télécopie : (248) 224845  
Courriel : mfapesey@seychelles.net

## Sierra Leone

Bundu, Abass  
Secretary of State  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
18 Gloucester Street  
Freetown, Sierra Leone  
Téléphone : (232-22) 225-787

## Slovénie

Ferjancic, Emil  
Head, International Relations  
Ministry of Environment  
Dunajska C. 48  
SI - 1000 Ljubijana

Slovénie  
Téléphone : (386-61) 4787 332  
Télécopie : (386-61) 4787 422  
Courriel : emil.ferjancic@gov.si

## Soudan

Elhaj, Abdel Atti Jabir  
Ministry of International Cooperation  
P.O. Box 2092  
Khartoum  
Soudan  
Téléphone : (249) 780115  
Télécopie : (249) 772169

Awad, Nadir Mohamed  
Secretary General  
Higher Council for Environment and  
Natural Resources (HCENR)  
P.O. Box 10488  
Khartoum  
Soudan  
Téléphone : (249) 11 784279  
Télécopie : (249) 11 787617  
Courriel : Nadirawad@yahoo.com

## Sri Lanka

Secretary  
Environment Division  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
82, Rajamalwatta Road  
Battaramulla  
Sri Lanka  
Téléphone : 94 1 877290/1  
Télécopie : 94 1 877292  
Courriel : forest@sri.lanka.net,  
airmac@sltnet.lk, envecon@sltnet.lk

## Suède

Hartvig, BrittMarie  
Special Advisor  
Department for Global Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
SE-103 29 Stockholm  
Suède  
Téléphone : (46-8) 425 1000  
Télécopie : (46-8) 723 1176  
Courriel : brittmarie.hartvig@foreign.min-  
istry.se

Bengtsson, Hakan  
Desk Officer  
Ministry of Foreign Affairs  
Department of Global Cooperation  
Vasagatan 8-10  
S-103 39 Stockholm  
Suède  
Téléphone : (46-8) 405 1000  
Télécopie : (46-8) 723 1176  
Courriel : Hakan.Bengtsson@foreign.min-  
istry.se

## Suisse

Hilber, Anton  
BUWAL  
Bern, CH-3003  
Suisse  
Téléphone : (41-31) 322-9297  
Télécopie : (41-31) 323-0397  
Courriel : anton.hilber@buwal.admin.ch

## Suriname

Limon, Ewald  
Head of Division  
International Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Gravenstraat 23-25  
Paramaribo, Suriname  
Téléphone : (597) 420063  
Télécopie : (597) 410093/410851  
Courriel : buza@sr.net

Mijnals, Ch. N.  
Ministry of Natural Resources  
Vigilantiastraat 24  
Paramaribo, Suriname  
Téléphone : (597) 439653  
Télécopie : (597) 439655  
Courriel : bambusi@sr.net

## Swaziland

Vilakati, Jameson D.  
Executive Director  
Ministry of Tourism, Environment, and  
Communications  
P.O. Box 2652  
Mbabane, Swaziland  
Téléphone : 268 46420  
Télécopie : 268 46438

## Syrie

Awaidah, Yahia  
General Commission for Environmental  
Affairs  
P.O. Box 3773  
Tolyani Damascus  
République arabe syrienne  
Téléphone : (963-11) 332-1902  
Télécopie : (963-11) 333-5645  
Courriel : env-eng@net.sy

## T

### Tadjikistan

Shokirov, Usmon  
Minister of Nature Protection  
12 Bokhtar Street  
734025 Dushanbe  
Tadjikistan  
Téléphone : (10992372) 213039  
Télécopie : (10992372) 213039/211839

### Tanzanie

Mollel, R.O.S.  
Permanent Secretary  
Vice President's Office  
P.O. Box 5380  
Dar es Salaam  
Tanzanie  
Téléphone : (255-22) 2116995  
Télécopie : (255-22) 2113856  
Courriel : makamu@twiga.com

### Tchad

Magomna, Oualbadet  
Ministère de l'Environnement  
BP 447  
N'Djamena, Tchad  
Téléphone : (235) 522296  
Télécopie : (235) 523839  
Courriel : oualbadet@yahoo.fr

### Thaïlande

Mekprayoonthong, Manop  
Director  
International Development Affairs  
Division

Department of International  
Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Sri Ayudhya Road  
Bangkok 10400  
Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 643-5077  
Télécopie : (66-2) 643-5071  
Courriel : divo805@mfa.go.th

Suraswadi, Plodprasop  
Permanent Secretary  
Office of the Permanent Secretary  
Ministry of the Natural Resources and  
Environment  
92 Soi Phahon Yothin 7  
Phahon Yothin Road  
Bangkok 10400  
Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 298-2014  
Télécopie : (66-2) 298-2659

### Togo

Lawson, Latevi Akpe  
Chargé d'Études  
Ministère du Plan et de l'Aménagement  
du territoire  
B.P. 1667,  
Lomé, Togo  
Téléphone : (228) 210141  
Télécopie : (228) 223994/226212  
Courriel : ekpelaw@hotmail.com

Folly, Yao Djiwonu  
Ingenieur des Travaux des eaux et forêts  
Directeur de la Protection et du contrôle de  
l'exploitation de la flore  
Ministère de l'Environnement et des  
Ressources  
B.P. 355  
Lomé, Togo  
Téléphone : (228) 214604

### Tonga

Cocker, J. Cecil  
Minister for Environment  
Department of Environment  
P.O. Box 917  
Nuku'alofa, Tonga

Téléphone : (676) 25050  
Télécopie : (676) 25051  
Courriel : min\_mow@kalianet.to

Samani, Uilou  
Director of Environment  
Department of Environment  
P.O. Box 917  
Nuku'alofa, Tonga  
Téléphone : (676) 25050  
Télécopie : (676) 25051  
Courriel : usdoe@kalianet.to

### Trinité-et-Tobago

Ramkhelawan, C.  
Permanent Secretary  
Ministry of Public Utilities and the  
Environment  
Sacred Heart Building  
16-18 Sackville Street  
Port-of-Spain  
Trinité-et-Tobago  
Téléphone : (868) 625-6083  
Télécopie : (868) 625-7003  
Courriel : environment@tstt.net.tt

McIntosh, Dave  
Chief Executive Officer  
Environmental Management Authority  
8, Elizabeth Street, St. Clair  
Port-of-Spain  
Trinité-et-Tobago  
Téléphone : (868) 628-8042  
Télécopie : (868) 628-9122  
Courriel : ema@ema.co.tt

### Tunisie

Ayari, Mohamed Fadhel  
Conseiller  
Mission tunisienne auprès des Nations  
Unies  
31 Beekman Place  
New York, NY 10022  
États-Unis  
Téléphone : (212) 751-7503  
Télécopie : (212) 751-0569

Najeh, Dali  
Directeur général

Ministère de l'Environnement et de  
l'Aménagement du territoire  
DCI Centre Urbain Nord  
Tunis 1004  
Tunisie  
Téléphone : (216-1) 708490  
Télécopie : (216-1) 702431  
Courriel : DCI@mineat.gov.tn

### Turkménistan

Atamuradov, Khabibulla  
Deputy Minister  
Ministry of Nature Protection  
102 Kemine Street  
Ashgabat 744000  
Turkménistan  
Téléphone : (9 9312) 35 43 17  
Télécopie : (9 9312) 51 16 13

### Turquie

Ekren, H. Ersen  
Director General  
General Directorate of Foreign  
Economic Relations  
Undersecretariat of Treasury  
Ankara, Turquie  
Téléphone : (90-312) 213-6873  
Télécopie : (90-312) 212-8737

Adanali, Kumru  
Head of Department  
Republic of Turkey Prime Ministry  
The Undersecretary of Treasury  
Inonu Bulv., No: 36 06510  
Balgat-Ankara, Turquie  
Téléphone : (90-312) 212-8800  
Télécopie : (90-312) 212-8550

### Tuvalu

Petaia, L.  
Acting Secretary  
Ministry of Environment, Energy, and  
Tourism  
Vaiaku, Funafuti  
Tuvalu  
Téléphone : (68-8) 20-171  
Télécopie : (68-8) 20-826

Mataio, T. Mataio  
Environment Officer  
Ministry of Natural Resources and  
Environment  
Private Mail Bag  
Funafuti  
Tuvalu  
Téléphone : (688) 20179/20836

## U

### Ukraine

Kurykin, Serhii  
Minister  
Environment and Natural Resources of  
Ukraine  
5, Khreshchatyk Street  
Kyiv 01601  
Ukraine  
Téléphone : (380-44) 228-0644  
Télécopie : (380-44) 229-8383  
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

Solyanyk, Tamara  
Alternate Executive Director  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Room MC 13-433  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : (202) 458-4199  
Télécopie : (202) 522-1572  
Courriel : tsolyanyk@worldbank.org

Gritsenko, Analoliy  
Deputy State Secretary  
Ministry of the Environment and Natural  
Resources  
5 Khreshchatyk Street  
Kyiv 01601  
Ukraine  
Téléphone : (380-44) 226-2428  
Télécopie : (380-44) 229-8383  
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

### Uruguay

Leguizamon, Gonzalo Casa  
Minister

Environmental Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Uruguay

Santos, Luis A.  
Direccion Nacional de Medio Ambiente  
Unidad de Cambio Climatico  
Rincon 422, Piso 3, Oficina 5  
Montevideo  
Uruguay  
Téléphone : (598-2) 917-0752/0222  
Télécopie : (598-2) 916-1895  
Courriel : lsantos@cambioclimatico.gub.uy

## V

### Vanuatu

Bani, Ernest  
Chef du service de l'environnement  
Private Mail Bag 9063  
Port Vila  
Vanuatu  
Téléphone : (678) 25302  
Télécopie : (678) 23565  
Courriel : environ@vanuatu.com.vu

### Venezuela

Guglielmelli, Mario  
Directorate General of International  
Economy and Cooperation, Environment  
Unit  
Ministry of External Relations  
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »  
Esquina de Carmelitas, Caracas  
Venezuela  
Téléphone : (58212) 860-6657  
Télécopie : (58212) 864 1662, 864-6526  
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

Bernalette, Oscar Hernandez  
Director General  
International Economy and Cooperation,  
Environment Unit  
Ministry of External Relations  
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »  
Esquina de Carmelitas, Caracas  
Venezuela  
Téléphone : (580-212) 860-6657

Télécopie : (580-212) 864 1662, 864-1611  
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

### Viet Nam

Pham, Khoi Nguyen  
Vice Ministre  
Ministère des Sciences, de la Technologie  
et de l'Environnement  
39, Tran Hung Dao St.  
Hanoi, Viet Nam  
Téléphone : (84-4) 252-731  
Télécopie : (84-4) 822-3189

Hy, Nguyen Dac  
Agence nationale de l'environnement du  
Viet Nam  
67 Nguyen Du  
Hanoi  
Viet Nam  
Téléphone : (84-4) 822-4422  
Télécopie : (84-4) 822-3189

## Y

### Yémen, République du

Al-Hajjri, Abdulwahab  
Ambassador  
Embassy of the Republic of Yemen  
2600 Virginia Ave, N.W.,  
Suite 705  
Washington, D.C. 20037  
États-Unis  
Téléphone : (202) 965-4760  
Télécopie : (202) 337-2017  
Courriel : <http://www.y.net.ye>

El-Mashjary, Mohamed  
Chairman  
Ministry of Tourism and Environment  
Environmental Protection Agency (EPA)  
Sana'a  
République du Yémen  
Téléphone : (967 1) 257572/3

## Z

### Zambie

Aongola, Lubinda M.  
Director  
Planning and Information Department  
Ministry of Environment and Natural

Resources  
P.O. 34011, Kwacha House  
Cairo Road  
Lusaka, Zambie  
Téléphone : (260-1) 229410/13, 238772  
Télécopie : (260-1) 238772/3, 228595

### Zimbabwe

Tavaya, Lucas P.  
Permanent Secretary  
Ministry of Environment and Tourism  
15th Floor, Karigamombe Centre  
53 Samora Machel Avenue  
P. Bag 7753 - Causeway  
Harare, Zimbabwe  
Téléphone : (263-4) 757-881/5  
Télécopie : (263-4) 773-276  
Courriel : ozone@gta.gov.zw

## Territoires :

### Autorité palestinienne

Jalala, Said  
Director General  
Ministry of Environmental Affairs  
Palestinian National Authority  
Gaza Office  
Tel: (9707) 284-7208  
Fax: (9707) 284-7198  
Email: [said\\_jalala@hotmail.com](mailto:said_jalala@hotmail.com)

## ONG — Points de contact régionaux du FEM

### POINT DE CONTACT MONDIAL POUR LES ONG

Liliana Hisas, Fundacion Ecologica Universal, Av. Corrientes 1393 — 7th, Buenos Aires C1043ABA, Argentine  
Téléphone : (54 11) 4373 0552  
Télécopie : (54 11) 4373 1243  
Courriel : lhisas@feu999.org

### AFRIQUE

Afrique de l'Est —  
Rajen Awotar  
Mauritius Council for Development, Environmental Studies, and Conservation (MAUDESCO)  
P.O. Box 1124, Port Louis, Maurice  
Téléphone : (+230) 467-2565  
Télécopie : (+230) 424-8500  
Courriel : maudesco@intnet.mu

Afrique du Nord —  
Mohamed Senouci  
Association pour la Recherche sur le Climat et l'Environnement (ARCE), BP 4250 (Ibn Rochd), 31037 Oran, Algérie  
Téléphone : (+213) 642-1210  
Télécopie : (+213) 642-5867  
Courriel : msenouci@hotmail.com

Afrique australe —  
Fannie Mutepfa  
ZERO — Regional Environment Organisation, 158 Fife Ave. Greenwood Park, P.O. Box 5338, Harare, Zimbabwe  
Téléphone : (263-4) 796488  
Courriel : fanny@zero.org.zw

Afrique occidentale et centrale —  
Youba Sokona  
ENDA Tiers Monde, 4 & 5 rue Kleber BP 3370, Dakar, Sénégal  
Téléphone : (221+8) 222125/225983  
Télécopie : (221+8) 222695/217595  
Courriel : energy2@enda.sn

### ASIE

Asie de l'Est —  
Liang Conjie  
Friends of Nature (China), Friends of Nature, Room 301, Gonghe Bldg. 10# Qihelou Beixiang, Beijing, Chine  
Téléphone : 86 10 - 65261384/65261382  
Télécopie : 86 10 - 65233134  
Courriel : cjl@fon.org

Asie de l'Ouest —  
Khadija Catherine Razawi  
Centre for Sustainable Development (CEN-ESTA), West 10 Juybar Street, Fatemi Square, 14157 Teheran, Iran  
Téléphone : (+98 21) 2934958  
Télécopie : (+98 21) 2954217, 911-2764908  
Courriel : khadija@cenesta.org

Pacifique —  
Jim Dunlop  
Samoa Association of NGOs (SANGO), PO Box 1585, Apia, Samoa  
Téléphone : (+685) 24594  
Télécopie : (+685) 26298  
Courriel : jimdunlop@samoa.ws

Asie du Sud —  
Arjun Kumar Karki  
Rural Reconstruction Nepal, P.O. Box 8130, Lazimpat, Kathmandu, Népal  
Téléphone : (+97-71) 4415418  
Télécopie : (+97-71) 4418296  
Courriel : akarki@rrm.org.np

Asie du Sud-Est —  
Sylvia Mesina  
Foundation for the Philippine Environment, 77 Matahimik Street, West Teachers Central, Quezon City 1101, Philippines  
Téléphone : (+63-2) 9272186  
Télécopie : (+63-2) 9279403  
Courriel : smesina@fpe.ph

### EUROPE

Europe centrale et orientale —  
Andras Krolopp  
Central and Eastern European Working Group for the Enhancement of Biodiversity (CEEWEB) ; Kossuthutca 13, H-3525 Miskolc, Hongrie  
Téléphone : (+36-46) 413-390  
Télécopie : (+36-46) 352-010  
Courriel : krolopp@ceeweb.org

Fédération de Russie —  
Alexei Grigoriev  
Socio-Ecological Union, Moscow Vavilova, 41 Office 3, Fédération de Russie, 117312  
Téléphone : (+7-095) 124-7934  
Télécopie : (+7-095) 124-7934  
Courriel : grif@bcc.seu.ru

Europe occidentale —  
Jan-Gustav Strandenaes  
Dromtoropveien 21 B, 1400 Ski, Norvège  
Téléphone : (47-6) 487 3030  
Courriel : jgstr@online.no

### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Caraïbes —  
Joth Singh  
Caribbean Conservation Association (CCA), Savannah Lodge, The Garrison, St. Michael, Barbade  
Téléphone : (+246) 426-5373  
Télécopie : (+246) 429-8483  
Courriel : execdirector@ccanet.net

Mézo-Amérique —  
Jesus Cisneros  
Union Mundial para la Naturaleza (ORMA-IUCN), Apdo. Postal 0146-2150 San Jose, Costa Rica  
Téléphone : (506) 2410101  
Télécopie : (506) 2409934  
Courriel : Jesus.Cisneros@iucn.org

Amérique du Sud —  
Liliana Hisas  
Fundación Ecológica Universal, Av. Corrientes 1393 — 7th, Buenos Aires C1043ABA, Argentine  
Téléphone : (+54-11) 4373-0552  
Télécopie : (+54-11) 4373-1243  
Courriel : lhisas@feu999.org

### MOYEN-ORIENT

Sultan Abdel Rahman (ABD)  
Friends of the Earth Middle East (FOEME), P.O. Box 9341, Amman 11191, Jordanie  
Téléphone : 962 6 5866 602/3  
Télécopie : 962 6 5866 604  
Courriel : asultan@foe.org

### AMÉRIQUE DU NORD

Amérique du Nord —  
Yoko Watanabe  
World Wildlife Fund (WWF), 1250 24th Street, N.W., Washington, D.C. 20037-1193, États-Unis  
Téléphone : (1 202) 778-9569  
Télécopie : (1 202) 887-5293  
Courriel : yoko.watanabe@wwfus.org

### GROUPES AUTOCHTONES

Esther Camac  
International Indigenous Forum on Biodiversity (IIFB), Asociación Ixacavaa de Desarrollo e Informacion Indigena (ASIDII), 100 mts Este y 50 mts Norte de la Clinica Biblica, Calle 3 avs, 12 - 14 San Jose, P.O. Box 11656 - 1000, San Jose, Costa Rica  
Téléphone : 506 257 5587  
Télécopie : 506 258 5538  
Courriel : ixacavaa@racsa.co.cr

## Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie

### **Dr. Julia Carabias**

Chairperson, STAP  
Edificio Lérída 202, Pedregal 2  
Santa Teresa Contreras  
Magdalena Contreras  
México, 10720 D.F.  
Mexique  
Téléphone : 52 55 55 68 89 05 (domicile)  
Télécopie : 52 55 56 22 90 18, 52 55 57 28  
2773  
Courriel :  
Jcarabias@miranda.ecologia.unam.mx  
ou Jcarabias@ecologia.unam.mx

### **Dr. Habiba Gitay**

Vice Chairperson, STAP  
Senior Lecturer  
National Centre for Development  
Studies  
9120 Tetterton Ave.  
Vienna, VA 22182  
États-Unis  
Téléphone : (703) 281 2866  
Courriel : Habiba.gitay@anu.edu.au

### **Dr. Cristian Samper**

Director  
Smithsonian Institution  
National Museum for Natural History  
10th & Constitution Avenue, N.W.  
Suite 421  
Washington, D.C. 20560-0106  
États-Unis  
Téléphone : (202) 357 2664  
Télécopie : (202) 357 4779  
Courriel : cristian@nsmnh.si.edu

### **Prof. Brian Huntley**

Chief Executive  
National Botanical Institute  
Kirstenbosch  
Private Bag X7  
Claremont 7735, Cape Town  
Afrique du Sud  
Téléphone : (27) 21 799 8800  
Télécopie : (27) 21 761 4687

Courriel : Huntley@nbict.nbi.ac.za ou  
laidler@nbict.nbi.ac.za

### **Dr. Peter J. Schei**

International Negotiations Director  
Directorate for Nature Management  
Tungasletta 2 7005 Trondheim  
Norvège  
Téléphone : ligne directe (47 73) 580 641,  
ou 580 500  
Mobile : 479 222 8589, 47 73 512 902  
Télécopie : (47 73) 580 501  
Courriel : pjs@reality.multinet.no ou  
Peter-johan.schei@dirmat.no

### **Prof. Dennis Anderson**

31 Northmoor Road  
Oxford OX2 6UR  
Royaume-Uni  
Téléphone : 44 207 594 6776 (bureau)  
Téléphone : 44 1865 552305 (domicile)  
Télécopie : 44 1865 461021  
Courriel : dennis.anderson@ic.ac.uk ou  
dennis.anderson@economics.ox.ac.uk

### **Prof. Peter Hennicke**

Acting President  
Wuppertal Institute for Climate,  
Environment, and Energy  
Doppersberg 19, 42103 Wuppertal  
Allemagne  
Téléphone : 49 202 2492 100  
Télécopie : 49 202 2492 108  
Courriel :  
Peter.hennicke@wupperinst.org  
sylvania.borbonus@wupperinst.org

### **Dr. Anjali Rambaud-Measson Shanker**

IED — Innovation Énergie Développement  
2, Chemin de la Chaudeiraie,  
69340 Francheville  
France  
Téléphone : (33) 4 72 59 13 20  
Mobile : (33) 68 38 790 64  
Télécopie : (33) 4 72 59 13 39  
Courriel : a.shanker@ied-sa.fr

### **Dr. Saleemul Huq**

Director, Climate Change Programme  
International Institute for Environment  
and Development  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD  
Royaume-Uni  
Téléphone : 44 20 7388 2117  
Télécopie : 44 20 7388 2826  
Courriel : saleemul.huq@iied.org

### **Dr. Timothy Williams**

International Livestock Research  
Institute (ILRI)  
PMB 5320, Oyo Road  
Ibadan, Nigéria  
Téléphone : 234-2 241 2626, ext.  
2660/2661  
Télécopie : 234-2 241 2221  
Courriel : t.o.williams@cgiar.org

### **Prof. Leonard Nurse**

No. 26 Dairy Meadows, Holder's,  
St. James  
Barbade 170323  
Téléphone : 246-431 7663  
Téléphone : 246-432 0648 (domicile)  
Télécopie : 246-437 8859  
Courriel : Permanent@meenr.gov.bb ou  
Leonardnurse@hotmail.com

### **Dr. Alexei Maximov**

Roshydromet, Novovagan 'kovsky Street,  
12 123995  
Moscow, Fédération de Russie ou  
Udaltsov str., 89-83  
119607 Moscow, Fédération de Russie  
Téléphone : (095) 252 38 73 ou (095) 252  
16 71  
Télécopie : (095) 255 52 26  
Courriel : umc@mecom.ru ou  
maximov@mecom.ru

### **Dr. Shinsuke Tanabe**

Professor of Environmental Chemistry  
and Ecotoxicology  
Centre for Marine Environmental Studies  
(CMES)  
Ehime University  
Tarumi 3-5-7, Matsuyama 790-8566  
Japon  
Tél./Télécopie : +81-89-946-9904  
Courriel : shinsuke@agr.ehime-u.ac.jp

### **Prof. Xiao-bai Xu**

Research Centre for Eco-Environmental  
Sciences (RCEES)  
The Chinese Academy of Sciences  
P.O. Box 2871, 18 Shuang Qing Road  
Beijing 100085, Chine  
Téléphone : 86-10-6291-9177 (bureau)  
Téléphone : 86 10 8266 2877 (domicile)  
Télécopie : 86-10-6292-3563  
Courriel : xuxb@public.bta.net.cn

### **Prof. Anne R. Kapuscinski**

Director  
Institute for Social, Economic, and  
Ecological Sustainability (ISEES)  
University of Minnesota  
186 McNeal Hall  
1985 Buford Ave.  
St. Paul, MN 55108  
États-Unis  
Téléphone : (612) 624-7719 ou  
(612) 624-7723  
Télécopie : (612) 625-8153  
Courriel : ark@fw.umn.edu ou  
isees@fw.umn.edu



# Les publications du FEM

## au 31 janvier 2003

\* Disponible en anglais, espagnol et français.

\*\* Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.

### Nouvelles publications et supports de vulgarisation en 2002

GEF...Dynamic Partnerships. Real Solutions.

The GEF Roundtable Series 2002: A Contribution to the World Summit on Sustainable Development

- GEF Roundtable on Sustainable Energy
- GEF Ministerial Roundtable on Financing the Environment and Sustainable Development
- GEF Roundtable on Forests
- GEF Roundtable on Land, Water & Food Security

Operational Report on GEF Projects, June 30, 2002

The Challenge of Sustainability: An Action Agenda for the Global Environment 2002

High Priorities: GEF's Contribution to Preserving and Sustaining Mountain Ecosystems

Shine a Light — vidéo de 15 minutes décrivant le travail du FEM au cours de ses dix années d'existence ; avec la voie d'Harrison Ford

GEF Securing Livelihoods — vidéo de 15 minutes décrivant la régénération des sols des petites exploitations agricoles autour du lac Baringo au Kenya

Forests: Here for Eternity — vidéo de 16 minutes décrivant le système de facturation des services de l'environnement au Costa Rica

Powering Sustainable Development — vidéo de 15 minutes décrivant différentes formules d'électrification par exploitation des énergies renouvelables dans les pays en développement

GEF Policies, Operations, and Future Development (par Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président, Fonds pour l'environnement mondial, Discours prononcé lors de la deuxième Assemblée du FEM, 16 octobre 2002, Beijing, Chine)

### Produits de caractère général

Contribution du FEM au programme « Action 21 » : Les dix premières années du FEM\* (2000)

Introduction au FEM\* (2000) ; existe également en allemand

GEF Annual Report 2000

Première Assemblée du FEM : Déclaration de New Delhi\*\* (1998)

Keeping the Promise (1997) ; vidéo de présentation du FEM, avec la voix d'Harrison Ford (versions de 30 mn et de 15 mn)

Life Support (brochure) (2001)

New Business: Geothermal, Biomass, Wind, Fuel cells, Solar\* (2001)

Rapport annuel du FEM, 2001\*

### Publications thématiques

Good Practices: Country Coordination and GEF (2001)

IUCN & GEF: Partners in Conservation (2000)

GEF Caring for Generations

Solar Thermal Energy Comes to Rajasthan (2000) ; existe également en allemand

Mountain Matters (2000)

Promoting Energy Efficiency and Renewable Energy: GEF Climate Change Projects and Impacts (2000)

Action du FEM à l'échelle mondiale dans le domaine de l'eau\* (2000) ; une série de cinq brochures

GEF Action on Biodiversity (2000)

GEF Projects Related to Water Resources (2000)

GEF Support for Activities to Address Climate Change (1999)

GEF Projects with Components That Address Land Degradation (1999)

10 Cases of Technology Transfer (2000)

GEF Action on Biodiversity ; carte murale (2000)

GEF Action on International Waters ; carte murale (2000)

### Stratégies et Opérations du FEM

Operational Report on GEF Programs (mis à jour deux fois par an)

Programmes d'opérations du FEM\* (1997)

Stratégie opérationnelle du Fonds pour l'environnement mondial\* (1996)

Le cycle des projets du Fonds pour l'environnement mondial\* (1995)

Les surcoûts\* (1996)

Projets de taille moyenne\* (1997)

Cadre des activités du FEM concernant la dégradation des sols\* (1996)

Participation du public aux projets financés par le FEM\* (1996)

Règlement intérieur du Conseil du FEM\* (2000)

Règlement intérieur de l'Assemblée du FEM\* (2000) ; les versions arabe, chinoise et russe seront disponibles en 2003

Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial\* (1994)

### Documents de travail

Document de travail n° 10 — From Idea to Reality: The Creation of the Global Environment Facility (1994)

Document de travail n° 11 — Environmental Indicators for Global Cooperation

Document de travail n° 12 — Capacity Building Requirements for Global Environmental Protection

Document de travail n° 13 — Restructuring the Global Environment Facility

Document de travail n° 14 — The Outlook for Renewable Energy Technologies

Document de travail n° 15 — Implications of Agenda 21 and UNCLOS for International Waters as a GEF Focal Area (1998)

Document de travail n° 16 - The Costs of Adapting to Climate Change

Document de travail n° 17 — Financing Protection of the Global Commons: The Case for a Green Planter Contribution (2000)

Document de travail n° 18 — Creating Income and Local Employment in a Selection of GEF Projects

### Rapports régionaux

Le FEM et l'Afrique : Comment le Fonds pour l'environnement mondial travaille-t-il avec les pays africains pour bâtir un avenir viable (2001) ?

GEF In Africa: Project Factsheets (2001)

GEF Action in the Asia-Pacific Region: Partnerships for Sustainable Development (2001)

GEF Action in the Asia-Pacific Region: Project Factsheets (2001)

GEF in the Western Asia Region: How the Global Environment Facility is Working with Countries in Western Asia for Sustainable Development (2001)

GEF in the Western Asia Region: Project Factsheets (2001)

GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): How the Global Environment Facility is Working with LAC for a Sustainable Future (2001) ; existe également en espagnol

GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): Project Factsheets (2001)

Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en action dans la région Europe orientale et centrale : Des partenariats pour un développement durable (2001)

Global Environment Facility (GEF) Action in the ECE Region: Project Factsheets (2001)

### Suivi et évaluation : Documents de travail

Document de travail no 1 — Achieving Sustainability of Biodiversity Conservation (2000)

Document de travail no 2 — The GEF Solar PV Portfolio: Emerging Experience and Lessons (2000)

Document de travail no 3 — Multicountry Project Arrangements: Report of a Thematic Review

Document de travail no 4 — Measuring Results from Climate Change Programs: Performance Indicators for GEF (2000)

Document de travail no 5 — Integrating Capacity Development into Project Design and Evaluation: Approach and Frameworks (2000)

Document de travail no 6 — GEF Land Degradation Linkage Study (2001)

Document de travail no 7 — Thematic Review of GEF-Financed Solar Thermal Projects

Document de travail no 8 — Contributions to Global and Regional Agreements: Review of the GEF International Waters Program

Document de travail no 9 — The GEF Energy-Efficient Product Portfolio

Document de travail no 10 — Indicators for GEF International Waters Projects

### Suivi et évaluation : Rapports

Monitoring and Evaluation Policies and Procedures (2002)

International Waters Program Study (2001)

Biodiversity Program Study (2001)

Examen des projets d'activités habilitantes financés par le FEM dans le domaine du changement climatique\* (2000)

Study of Impacts of GEF Activities on Phase-Out of Ozone Depleting Substances, Evaluation Report (2000) ; résumé du rapport également en russe

Évaluation intérimaire des activités habilitantes relatives à la biodiversité (1999)\* Rapport d'évaluation/Résumé du rapport (1999)

Rapport sur l'exécution des projets du Fonds pour l'environnement mondial\* (1996-2001)

Experience with Conservation Trust Funds, Evaluation Report\* (1999)

Evaluation Summary Report of Experience with Conservation Trust Funds\* (1999)

Enseignements des projets du FEM, Résumé de l'étude\* (1998)

Bilan global du fonctionnement du FEM\*\* (1997)

FEM : Dix ans d'existence au service de l'environnement mondial — Deuxième bilan global (2002)

### Série Notes sur les enseignements du FEM

1. Building Partnerships with Communities (1998)
2. Encouraging Private Sector Involvement in GEF Projects (1998)
3. Lessons from an Integrated Conservation and Development « Experiment » in Papua New Guinea (1998)
4. Partnership with the Private Sector. Lessons from Batangas Bay, The Philippines (1998)
5. When Is Conservation Best Served by a Trust Fund? (1999)
6. Building Strategic Focus in a Conservation Trust Fund (1999)
7. The Mexican Nature Conservation Fund (1999)

8. 1998 Project Performance Report (1999)
9. Best Practices in Preparing National Biodiversity Strategies and Action Plans (1999)
10. 1999 Project Performance Report (2000)
11. Emerging Lessons from GEF Multicountry Projects (2000)
12. Participation Means Learning Through Doing: GEF's Experience in Biodiversity Conservation and Sustainable Use (2001)
13. Transforming Markets for Energy-Efficient Products: Experience and Lessons from GEF-Supported Projects
14. Best Practices in Project Monitoring and Evaluation: Lessons Learned in Manufacturing and Marketing of Energy-Efficient Products

Copyright 2003 Fonds pour l'environnement mondial  
1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis

La présente publication peut être partiellement ou totalement reproduite sous toutes les formes à des fins éducatives ou pour toute utilisation non commerciale, sans autorisation spéciale, pour autant qu'il soit fait mention de l'origine. Le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication ayant puisé à la source du présent rapport. L'adresse ci-dessus peut être utilisée à cette fin.

La présente publication ne peut faire l'objet de revente ou de toute autre utilisation à des fins commerciales sans le consentement préalable écrit du Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial. Les images demeurent la propriété exclusive de leurs auteurs et ne peuvent en aucun cas être utilisées sans leur consentement écrit.

## PHOTOS

Première de couverture : Première de couverture : Gavriel Jecan, Stone/Getty Images Page 1 : Syndicated Features Limited, The Image Works Page 2 : George Tapan, PNUD/FEM Page 6 : Harvey Lloyd, Taxi/Getty Images Page 9 : T. Ketkaew, PNUD, Still pictures/Peter Arnold Page 15 : Sean Sprague, The Image Works Page 16 : Ron Giling, Still pictures Page 17 : Pascal Kobeh, Still pictures Page 18 : Guido Alberto Rossi, Image Bank/Getty Images Page 58 : Syndicated Features Limited, The Image Works Troisième de couverture : Pascal Kobeh, Still pictures

## PRODUCTION

Directrice de publication : Shirley Geer  
Directrice adjointe de publication :  
Sheila Walsh  
Production : Rick Ludwick, Monika D.  
Lynde, Christine Cotting  
Maquette : Patricia Hord.Graphik Design  
Impression : Jarboe Printing





**FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
MONDIAL**

[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)

Pour tout renseignement complémentaire, prière de s'adresser à :

Hutton Archer  
Coordonnateur principal des relations extérieures  
Fonds pour l'environnement mondial  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433 États-Unis  
Téléphone : 202-473-0508  
Télécopie : 202-522-3240  
[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)